

ROYAUME DU MAROC

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DE TRADUCTION OFFICIELLE

| EDITIONS | TARIFS D'ABONNEMENT | | ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n° : 310 810 1014029004423101 33 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle | |
|---|---------------------|--------|--|--------------|
| | AU MAROC | | | A L'ETRANGER |
| | 6 mois | 1 an | | |
| Edition générale..... | 250 DH | 400 DH | A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide interna- tionale, les tarifs prévus ci- contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur. | |
| Edition des débats de la Chambre des Représentants..... | — | 200 DH | | |
| Edition des débats de la Chambre des Conseillers..... | — | 200 DH | | |
| Edition des annonces légales, judiciaires et administratives... | 250 DH | 300 DH | | |
| Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière.. | 250 DH | 300 DH | | |
| Edition de traduction officielle..... | 150 DH | 200 DH | | |

L'édition de traduction officielle contient la traduction officielle des lois et règlements ainsi que le texte en langue étrangère des accords internationaux lorsqu'aux termes de ces accords, ledit texte fait foi, soit seul, soit concurremment avec le texte arabe

SOMMAIRE

TEXTES GENERAUX

Pages

Loi de finances pour l'année budgétaire 2014.

*Dahir n° 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013)
portant promulgation de la loi de finances n° 110-13
pour l'année budgétaire 2014.....* 2895

**Ministre de l'économie et des finances. –
Délégation de pouvoir.**

*Décret n° 2-13-791 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013)
portant délégation de pouvoir, au ministre de
l'économie et des finances, en matière d'emprunts
intérieurs.....* 2974

*Décret n° 2-13-792 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013)
portant délégation de pouvoir, au ministre de
l'économie et des finances, en matière de
financements extérieurs.....* 2974

*Décret n° 2-13-793 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013)
portant délégation de pouvoir, au ministre de
l'économie et des finances, en vue de conclure des
contrats d'emprunts pour le remboursement de la*

dette extérieure onéreuse et des accords de Pages
*couverture de risques de taux d'intérêts et
d'échange de devises.....* 2974

Taxe sur la valeur ajoutée.

*Décret n° 2-13-794 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013)
modifiant et complétant le décret n° 2-06-574 du
10 hija 1427 (31 décembre 2006) pris pour
l'application de la taxe sur la valeur ajoutée
prévue au titre III du code général des impôts.....* 2975

Partis politiques et centrales syndicales. –**Transferts, à titre gratuit, des fonds et
des biens immatriculés au nom des
personnes physiques.**

*Décret n° 2-13-965 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013)
relatif aux transferts, à titre gratuit, des fonds et des
biens immatriculés au nom des personnes physiques
à la propriété des partis politiques et des centrales
syndicales.....* 2976

| | Pages | | Pages |
|--|-------|--|-------|
| Combustibles liquides et butane. – Fixation des prix. | | Tabacs manufacturés. – Prix de vente au public. | |
| <i>Arrêté du ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance n° 3894-13 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté n° 2380-06 du 30 ramadan 1427 (23 octobre 2006) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane.....</i> | 2977 | <i>Arrêté du ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance n° 3895-13 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté n° 771-13 du 18 rabii II 1434 (1er mars 2013) relatif à l'homologation des prix de vente au public des tabacs manufacturés.....</i> | 2979 |

TEXTES GENERAUX

**Dahir n° 1-13-115 du 26 safar 1435 (30 décembre 2013) portant
promulgation de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Constitution, notamment ses articles 42, 50, 75 et 84 (deuxième alinéa) ;

Vu la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, promulguée par le dahir n° 1-98-138 du 7 chaabane 1419 (26 novembre 1998), telle qu'elle a été modifiée et complétée par la loi organique n° 14-00 promulguée par le dahir n° 1-00-195 du 14 moharrem 1421 (19 avril 2000) ;

Vu la décision du Conseil constitutionnel n° 931-13 C.C du 26 safar 1435 (30 décembre 2013) par laquelle le Conseil a déclaré que les griefs présentés à l'appui du recours introduit à l'égard de la constitutionnalité de la loi de finances au titre de l'année 2014, manquent de fondement constitutionnel valable. D'où il résulte que ladite loi de finances ne comporte aucune disposition contraire à la Constitution,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Est promulguée et sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014, telle qu'adoptée en dernier ressort par la Chambre des représentants.

Fait à Marrakech, le 26 safar 1435 (30 décembre 2013).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

*

* *

**LOI DE FINANCES N° 110-13
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014**

PREMIERE PARTIE

DONNEES GENERALES
DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE PREMIER

Dispositions relatives aux recettes publiques

I. – IMPOTS ET REVENUS AUTORISES

Article premier

I. – Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, continueront d'être opérées, pendant l'année budgétaire 2014, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur :

1) la perception des impôts, produits et revenus affectés à l'Etat ;

2) la perception des impôts, produits, taxes et revenus affectés aux collectivités territoriales, aux établissements publics et organismes dûment habilités.

II. – Le gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier dans les conditions prévues par la présente loi de finances.

III. – Toutes contributions, directes ou indirectes, autres que celles autorisées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et par la présente loi de finances, à quelque titre et sous quelque dénomination qu'elles se perçoivent, sont formellement interdites, à peine, contre les autorités qui les ordonneraient, contre les employés qui confectionneraient les rôles et fixeraient les tarifs et contre ceux qui en feraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition, pendant trois années, contre les receveurs, percepteurs ou autres personnes qui en auraient fait la perception.

Sont également punissables des peines prévues à l'égard des concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique ou fonctionnaires publics qui, sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation législative ou réglementaire, accordé des exonérations ou franchises de droits, impôts ou taxes publiques, ou auront effectué gratuitement la délivrance de produits ou services des établissements de l'Etat.

Droits de douane et impôts indirects

Article 2

I. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, autorisation est donnée au gouvernement, pendant l'année budgétaire 2014, à l'effet de :

– modifier ou suspendre par décrets à l'exclusion de la taxe sur la valeur ajoutée, les quotités tarifaires et les autres droits et taxes perçus à l'importation et à l'exportation ainsi que les taxes intérieures de consommation prévus par le dahir portant loi n°1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages ;

– modifier ou compléter par décrets, les listes des produits originaires et en provenance de certains pays d'Afrique, bénéficiant de l'exonération du droit d'importation ainsi que la liste de ces pays.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du parlement dans la prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, est ratifié le décret ci-après indiqué, pris en vertu des dispositions de l'article 2 – I de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013 :

– décret n° 2-13-655 du 30 ramadan 1434 (8 août 2013) portant modification de la quotité du droit d'importation applicable au blé tendre et à ses dérivés.

Code des douanes et impôts indirects

Article 3

I. – A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions des articles 61, 62-5°, 63, 134 *quinquies*, 145, 146, 151, 203 *bis*, 281 et 285 ainsi que l'intitulé de la section II du chapitre IV du titre V du code des douanes et impôts indirects relevant de l'administration des douanes et impôts indirects, approuvé par le dahir portant loi n° 1-77-339 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977), sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 61-1°. – La création et la gestion, par toute
« personne morale dont l'activité principale est la logistique ou le
« transport international, des magasins et aires de dédouanement
« tels que définis l'aménagement.

«

« 2° –

«

« 3° l'exploitant est tenu de mettre à la disposition de
« l'administration les locaux et moyens nécessaires à l'exercice du
« contrôle douanier et de la vérification des marchandises, tels que
« prévus par le cahier des charges cité à l'article 63-1° ci-après.

« Article 62-5° – La durée maximum par
« l'article 66 ou 106 ci-après. Cette durée court à compter de la
« date de la souscription de la déclaration sommaire d'entrée des
« marchandises dans ces magasins et aires de dédouanement,
« prévue à l'article 63-3° ci-après.

« Sont considérées du présent code.

« Article 63-1° – L'exploitation des magasins et aires de
« dédouanement est soumise au respect d'un cahier de charges
« établi par l'administration et à la souscription,
« portant engagement :

« a)

(la suite sans modification.)

« Article 134 quinquies. – Les matériels, les équipements....
«prévues à l'article 151-2 bis, ci-dessous. »

« Article 145. – 1° L'admission temporaire est un régime
« permettant d'importer en suspension des droits et taxes qui leur
« sont applicables :

« a) les moyens de transport à usage privé et les objets
« apportés par des personnes ayant

« b) les

« 2° L'exportation de ces moyens de transport, ces objets,
« matériels et

(la suite sans modification.)

« Section II. – Moyens de transport importés et objets apportés par
« les personnes ayant leur résidence habituelle à l'étranger

« Article 146. – Peuvent bénéficier du régime de l'admission
« temporaire :

« 1° – les effets personnels, neufs ou usagés, apportés par des
« voyageurs ayant leur résidence habituelle à l'étranger, pour
« leur usage personnel au cours de leur voyage, à l'exclusion de
« toute marchandise importée à des fins commerciales ;

« 2° – les moyens de transport à usage privé, ainsi que leurs
« pièces de rechange, leurs accessoires et équipements normaux,
« importés par des personnes ayant leur résidence habituelle à
« l'étranger, pour leur usage personnel, à l'exclusion des moyens
« de transport à usage privé transportant des marchandises à
« caractère commercial.

« Des décrets pris sur proposition du ministre chargé des
« finances fixent le champ d'application et les modalités de
« fonctionnement du régime appliqué aux moyens de transport et
« objets visés ci-dessus. »

« Article 151. – 1° Par dérogation
«pour le Trésor.

« 2° – Quand il est fait
«déclaration.

« 2° bis) – par dérogation aux dispositions du 2° ci-dessus
« en cas de mise à la consommation du matériel dont la durée de
« séjour sous l'admission temporaire dépasse 30 mois, ayant
« servi à la production de biens destinés pour au moins 75%
« à l'exportation, tel que prévu à l'article 148-3° ci-dessus :

« a) les droits de douane et autres droits et taxes applicables
« sont ceux en vigueur à la date d'enregistrement de la
« déclaration de mise à la consommation ;

« b) la valeur à prendre en considération est celle à la date
« de l'enregistrement de la déclaration pour la mise à la
« consommation dudit matériel.

« 3° –

(la suite sans modification.)

« Article 203 bis. – Le dépôt des déclarations en détail, des
« déclarations sommaires et des acquits-à-caution prévus par les
« dispositions du présent code ainsi que le dépôt des documents
« qui leur sont annexés, s'effectuent par procédés électroniques
« ou informatiques, sauf dérogation prévue par arrêté du ministre
« chargé des finances.

« Les déclarations, acquits-à-caution et documents y annexés
« sont signés conformément à la loi n° 53-05 sur l'échange
« électronique des données juridiques.

« Les modalités d'application des dispositions de cet article
« sont fixées par voie réglementaire. »

« Article 281. – Constituent des délits douaniers de deuxième
« classe :

« 1° –

« 6° – Les infractions aux dispositions de l'article 56 ci-dessus ;

« 7° – Tout acte ou manœuvre effectué par des procédés
« informatiques ou électroniques tendant à supprimer, modifier ou
« ajouter des données ou des programmes du système
« informatique de l'administration, lorsque ces actes ou
« manœuvres ont pour effet d'éluder un droit ou une taxe ou
« d'obtenir indûment un avantage quelconque ;

« 8° –

(la suite sans modification.)

« Article 285. – Constituent des contraventions douanières
« de première classe :

« 1°

«

«

« 11° – Les infractions.....à l'importation ;

« 12° – L'importation de marchandises comportant une
« marque de fabrique, de commerce ou de service contrefaite au
« sens de la loi n° 17-97 relative à la protection de la propriété
« industrielle. »

II. – A compter du 1^{er} janvier 2014 :

– l'expression "ayant au moins le grade d'inspecteur adjoint"
figurant à l'article 42 du code des douanes et impôts
indirects précité, est remplacée par l'expression "classés au
moins au grade équivalent à l'échelle de rémunération n° 8" ;

– l'expression "ayant au moins le grade d'inspecteur
divisionnaire" figurant à l'article 238 dudit code, est
remplacée par l'expression "classés au moins au grade
équivalent à l'échelle de rémunération n°11".

III. – Les dispositions de l'article 203 bis du code des douanes et impôts indirects précité, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, entrent en vigueur à compter du 1^{er} juillet 2014.

– Les dispositions des articles 145 et 146 du code des douanes et impôts indirects précité, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, entrent en vigueur à compter du 1^{er} mai 2014.

Régime fiscal de faveur

Article 3 bis

Est suspendue la perception du droit d'importation applicable au blé tendre et ses dérivées relevant des positions tarifaires n° 1001909019 et 1001909090 du tarif des droits de douanes pour la période du 1^{er} janvier au 30 avril 2014, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 13 du Code des douanes et impôts indirects.

Taxe intérieure de consommation

Article 3 quater

I. – A compter du 1^{er} janvier 2014, le tableau A de l'article 9 du dahir portant loi n° 1-77-340 du 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) déterminant les quotités applicables aux marchandises et ouvrages soumis à taxes intérieures de consommation ainsi que les dispositions spécifiques à ces marchandises et ouvrages, est modifié ainsi qu'il suit :

« TITRE II

« TABLEAUX DES MARCHANDISES ET DES OUVRAGES
« SOUMIS A TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION PERCUES
« PAR L'ADMINISTRATION ET QUOTITES APPLICABLES

« Article 9. – Les quotités..... ci-après :

« A. – Taxes intérieures de consommation sur les boissons,
« alcools, produits à base d'alcool :

| DESIGNATION DES PRODUITS | UNITE DE PERCEPTION | QUOTITE (DH) |
|--|------------------------|--------------|
| I. – Eaux gazeuses ou non gazeuses, eaux minérales, eaux de table ou autres, aromatisées ou non aromatisées, limonades préparées avec du jus de citron : | I. Hectolitre volume | |
| g) – « boissons énergisantes », contenant de la caféine, de la taurine et du glucuronolactone ou au moins deux de ces ingrédients | -id- | 500 |
| III. – Vins | III. Hectolitre volume | 700 |
| (le reste sans changement.) | | |

Code général des impôts

Article 4

I. – Les dispositions des articles 6, 11, 19-II-C, 26, 32, 43, 44, 46, 60-I, 63, 73, 82-IV, 86, 91, 92, 99, 101, 115, 121, 123, 124-I, 125, 129, 144, 148, 150, 155, 169, 170-I, 173, 175-I, 210, 212, 220, 221, 232-VIII, 246, 247 et 252 du code général des impôts, institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hiza 1427 (31 décembre 2006), tel que modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 6. – Exonérations

« I. – Exonérations et imposition au taux réduit permanentes

« A. – Exonérations permanentes

« Sont totalement exonérés de l'impôt sur les sociétés :

« 1° – les associations

«

« 11° – (19 septembre 1977) ;

« 12° – la Banque Africaine de Développement (B.A.D.),
« conformément au dahir n° 1-63-316 du 24 jourmada II 1383
« (12 novembre 1963) portant ratification de l'accord de création
« de la Banque Africaine de Développement ainsi que le Fonds
« créé par cette banque intitulé « Fonds Afrique 50 » ;

« 13° – la Société.....

«

« 28° – la Fondation Cheikh Khalifa Ibn Zaïd

« y afférents ;

« 29° – sous réserve des dispositions transitoires prévues à
« l'article 247-XXIII ci-dessous, les exploitations agricoles
« réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à cinq millions
« (5.000.000) de dirhams, au titre de leurs revenus agricoles tels
« que définis à l'article 46 ci-dessous.

« Cette exonération ne s'applique pas aux autres catégories
« de revenus non agricoles réalisés par les sociétés concernées.

« Toutefois, lorsque le chiffre d'affaires réalisé au cours
« d'un exercice donné est inférieur à cinq millions (5.000.000)
« de dirhams, l'exonération précitée n'est accordée que lorsque
« ledit chiffre d'affaires est resté inférieur à ce montant pendant
« trois (3) exercices consécutifs.

« B. –

« C. –

« D. –

« II. – Exonérations et imposition au taux réduit temporaires

« A. –

« B. – Exonérations temporaires

« 1° – (abrogé)

« 2° – Le titulaire

«

«

« C. – Imposition temporaire au taux réduit

« 1° –

«

« 4° – article 7 –VIII ci- après.

« 5° – les exploitations agricoles imposables bénéficient du « taux prévu à l'article 19-II-C ci-dessous pendant les cinq (5) « premiers exercices consécutifs, à compter du premier exercice « d'imposition. »

« Article 11. – Charges non déductibles

« I. – Ne sont pas déductibles.....
« des prix.

« Toutefois, les dispositions du paragraphe ci-dessus ne « s'appliquent pas aux indemnités de retard régies par la loi « n° 32-10 complétant la loi n° 15-95 formant code de commerce « promulguée par le dahir n° 1-11-147 du 16 ramadan 1432 « (17 août 2011).

« II. –

(la suite sans modification)

« Article 19. – II- C- 17,50% pour :

« 1° –
«

« 8° – l'article 6 (II-C-1°-d) ci-dessus ;
« 9° – les exploitations agricoles prévues à l'article 6 (II-C-5°)
« ci-dessus. »

« Article 26. – Détermination du revenu global imposable
« des personnes physiques membres de groupements

« I. – Sous réserve de l'option prévue à l'article 2- II ci-dessus,
« le résultat bénéficiaire réalisé par les sociétés en nom collectif,
« en commandite simple et de fait, ne comprenant que des
« personnes physiques est considéré comme un revenu
« professionnel et/ou un revenu agricole du principal associé et
« imposé en son nom.

« Lorsque..... net simplifié.

« II. – Lorsqu'une personne physique est membre d'une
« indivision ou d'une société en participation, sa part dans le
« résultat de l'indivision ou de la société en participation entre
« dans la détermination de son revenu net professionnel et/ou
« agricole.

« Toutefois,

(la suite sans modification.)

« Article 32. – Régimes de détermination du revenu net
« professionnel

« I. – Les revenus professionnels l'article 161
« ci-dessous.

« Toutefois, les contribuables exerçant leur activité à titre
« individuel ou dans le cadre d'une société de fait, peuvent opter,
« dans les conditions fixées respectivement aux articles 43 et 44
« ci-dessous pour l'un des trois régimes du résultat net simplifié,
« du bénéfice forfaitaire ou de l'auto-entrepreneur visés
« respectivement aux articles 38, 40 et 42 bis ci-dessous.

« II. –

(La suite sans modification)

« Article 43. – Limites du chiffre d'affaires

« 1° –

« 2° –

« 3° – à leur profession

« 4° – L'option pour le régime de l'auto-entrepreneur reste
« valable tant que le chiffre d'affaires encaissé n'a pas dépassé
« pendant deux années consécutives les limites prévues à
« l'article 42 ter ci-dessus.

« Dans le cas contraire, et sauf option pour le régime du
« résultat net simplifié ou celui du bénéfice forfaitaire formulée
« conformément aux conditions de forme et de délai prévues par
« le présent article et l'article 44 ci-dessous, le régime du résultat
« net réel est applicable en ce qui concerne les revenus
« professionnels réalisés à compter du 1^{er} janvier de l'année
« suivant les deux années au cours desquelles lesdites limites ont
« été dépassées. Dans ce cas, le contribuable ne peut plus
« bénéficier du régime de l'auto-entrepreneur.

« 5° – L'option pour le régime de l'auto-entrepreneur,
« formulée par les contribuables visés à l'article 42 bis ci-dessus,
« dont les professions ou activités relèvent à la fois de deux
« limites de chiffres d'affaires prévues pour le régime objet de
« leur option, n'est valable que :

« – lorsque le chiffre d'affaires encaissé dans chacune des
« catégories de professions ou d'activités ne dépasse pas
« la limite prévue pour chacune d'elles ;

« – ou lorsque le chiffre d'affaires total encaissé dans les
« professions ou activités précitées ne dépasse pas la
« limite correspondant à la profession ou à l'activité
« exercée à titre principal.

« Article 44. – Dates d'option

« I. – Les contribuables prévu à
« l'article 82 ci-dessous.

« II. – Les contribuables qui veulent opter pour le régime de
« l'auto-entrepreneur doivent formuler leur demande lors du
« dépôt de la déclaration d'existence auprès de l'organisme
« désigné à cet effet, conformément à la législation et à la
« réglementation en vigueur. »

« Article 46. – Définition des revenus agricoles

« Sont considérés comme revenus agricoles, les bénéfices
« réalisés par un agriculteur et/ou éleveur et provenant de toute
« activité inhérente à l'exploitation d'un cycle de production
« végétale et/ou animale dont les produits sont destinés à
« l'alimentation humaine et/ou animale, ainsi que des activités de
« traitement desdits produits à l'exception des activités de
« transformation réalisées par des moyens industriels.

« Au sens du présent code, est considérée comme
« production animale celle relative à l'élevage des bovins, ovins,
« caprins et camélidés.

« Sont également considérés comme revenus agricoles,
« les revenus tels que visés ci-dessus, réalisés par un agrégateur,
« lui-même agriculteur et/ou éleveur, dans le cadre de projets
« d'agrégation tels que prévus par la loi n° 04-12 promulguée par
« le dahir n° 1-12-15 du 27 chaabane 1433 (17 juillet 2012)
« relative à l'agrégation agricole. »

« Article 60. – I. – Pour la détermination du revenu net « imposable en matière de pensions et rentes viagères, il est « appliqué sur le montant brut imposable desdites pensions et « rentes, déduction faite, le cas échéant, des cotisations et primes « visées à l'article 59- (III et IV) ci-dessus, un abattement « forfaitaire de :

« – 55% sur le montant brut qui ne dépasse pas « annuellement 168.000 dirhams ;

« – 40% sur le montant brut qui dépasse annuellement « 168.000 dirhams. »

« Article 63. – Exonérations

« Sont exonérés de l'impôt :

« I. – (abrogé)

« II. – A. – le profit.....

(la suite sans modification.)

« Article 73. – Taux de l'impôt

« I. –

« II. –

«

« F. – 20% :

« 1° –

«

«

« 7° – pour les revenus nets imposables réalisés par les « entreprises visées à l'article 31 (I-B et C et II-B) ci-dessus et « par les exploitants agricoles visés à l'article 47-II ci-dessus ;

« 8° –

« 9° –

« G. – 30 % :

« 1° –

«

« 7° – pour les profits nets réalisés ou constatés à l'occasion « de la première cession à titre onéreux d'immeubles non bâtis « inclus dans le périmètre urbain, à compter du 1^{er} janvier 2013, « ou de la cession à titre onéreux de droits réels immobiliers « portant sur de tels immeubles, sous réserve des dispositions « prévues à l'article 144- II ci-dessous.

« H. – pour les profits nets.....

«la durée visée ci-dessus.

« III. – Les personnes physiques exerçant leurs activités à « titre individuel dans le cadre de l'auto-entrepreneur prévu à « l'article 42 bis sont soumises à l'impôt sur le revenu, selon l'un « des taux suivants :

« – 1 % du chiffre d'affaires encaissé et dont le montant ne « dépasse pas 500.000 dirhams pour les activités « commerciales, industrielles et artisanales ;

« – 2 % du chiffre d'affaires encaissé et dont le montant ne « dépasse pas 200.000 dirhams pour les prestataires de « services.

« Les prélèvements aux taux fixés aux B, C, D, F (2°, 3°, « 4°, 5°, 6° et 8°), G (2°, 3° et 7°), H du paragraphe II et au « paragraphe III ci-dessus sont libératoires de l'impôt sur « le revenu. »

« Article 82. – IV. – Les contribuables soumis à l'impôt sur le « revenu au titre de leur revenu professionnel, déterminé selon le « régime du résultat net réel ou celui du résultat net simplifié, et/ou « au titre de leur revenu agricole sont tenus, «de l'article 198 bis ci-dessous. »

« Article 86. – Dispense de la déclaration annuelle du revenu « global

« Ne sont pas tenus « articles 28 et 74 ci-dessus :

« 1° – les contribuables disposant uniquement de revenus « agricoles exonérés ;

« 2° –

(la suite sans modification.)

« Article 91. – Exonérations sans droit à déduction

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée :

« I. – A) Les ventes

« 1° –

« 2° –

« 3° –

« 4° – les dattes conditionnées produites au Maroc ;

« 5° –

«

« C) Les ventes portant sur :

« 1° – les bougies..... dans leur fabrication ;

« 2° – (abrogé)

« 3° – le crin végétal ;

«

«

(la suite sans modification.)

« Article 92. – Exonérations avec droit à déduction

« I. – Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée avec « bénéficiaire du droit à déduction prévu à l'article 101 ci-dessous :

« 1° –

« 2° –

« 3° – (abrogé)

« 4° – les engrais.

« Par engrais,..... sont prédominants ;

« 5° – lorsqu'ils sont destinés à usage exclusivement agricole :

« • les produits phytosanitaires ;

« • les tracteurs ;

« • les abri-serres et les éléments entrant dans leur fabrication ;

« • les moteurs à combustion interne stationnaire, les

« pompes à axe vertical et les motopompes dites pompes

« immergées ou pompes submersibles ;

- « • le semoir simple ou combiné ;
- « • le scarificateur ;
- « • l'épandeur d'engrais ;
- « • le plantoir et les repiqueurs pour tubercules et plants ;
- « • les ramasseuses presses ;
- « • les tracteurs à roues et à chenilles ;
- « • les motoculteurs ;
- « • les appareils mécaniques à projeter des produits
 - « insecticides, fongicides, herbicides et similaires ;
- « • les charrues ;
- « • le matériel génétique animal et végétal ;
- « • les chisels ;
- « • les cultivateurs à dents ;
- « • les herses ;
- « • les billonneurs ;
- « • les buteuses et bineuses ;
- « • les batteuses à poste fixe ;
- « • les moissonneuses lieuses ;
- « • les faucheuses rotatives ou alternatives et les
 - « girofaucheuses ;
- « • les ensileuses ;
- « • les faucheuses conditionneuses ;
- « • les débroussailleurs ;
- « • les égreneuses ;
- « • les arracheuses de légumes ;
- « • le matériel de traite : pots et chariots trayeurs ;
- « • les salles de traite tractées et les équipements pour
 - « salles de traite fixes ;
- « • les barattes ;
- « • les écrémeuses ;
- « • les tanks réfrigérants ;
- « • le matériel apicole : machines à gaufrer, extracteurs de
 - « miel et maturateurs ;
- « • le matériel de micro-irrigation par goutte à goutte ou
 - « matériel d'irrigation par aspersion.

« 6° – les biens d'investissement.....

« 10° – les matériels éducatifs ou scientifiques

« 11° – (abrogé)

« 12° – les biens d'équipement.....

« 40° – les opérations d'acquisition.....d'hydrocarbures ;

« 41° – (abrogé)

« 42° – les véhicules neufs acquis.....

(la suite sans modification.)

« Article 99. – Taux réduits

« Sont soumis à la taxe aux taux réduits :

« 1° – de 7% avec droit à déduction :

« Les ventes et les livraisons portant sur :

«

«

«

« – les fournitures scolaires

« par voie réglementaire ;

« – (abrogé)

« – le sucre raffiné ne répondant pas à cette définition ;

« – les conserves de sardines ;

« –

« –

« –par voie réglementaire.

« 2° – de 10% avec droit à déduction :

« – les opérations de vente de denrées..... touristique ;

« – les opérations de vente dans les restaurants ;

« – les opérations de restauration..... des entreprises ;

« – les prestations de restauration fournies directement par

« l'entreprise à son personnel salarié ;

« – les opérations de location.....de l'ensemble touristique ;

« – les huiles fluides alimentaires ;

« – le sel marin) ;

« – le riz usiné féculents ;

« – les pâtes alimentaires ;

« – les aliments destinés à l'alimentation du bétail et des

« animaux de basse cour ainsi que les tourteaux servant à

« leur fabrication à l'exclusion des autres aliments

« simples tels que céréales, issues, pulpes, drêches et pailles ;

« – le gaz de pétrole..... gazeux ;

« – les huiles de pétrole..... raffinées ;

« – les opérations de banque

« l'article 91-III-2° ci-dessus ;

« – les transactions relatives aux valeurs mobilières.....

« loi n° 1-93-211 précité ;

« – les transactions portant sur les actions

« portant loi n° 1-93-213 précité ;

« – les opérations effectuées dans le cadre de leur

« profession.....

« a) et c) ci-dessus ;

« – le péage dû concessionnaires ;

« – lorsqu'ils sont destinés à usage exclusivement agricole :

« • le retarvator (fraise rotative) ;

« • le sweep ;

« • le rodweeder ;

« • les moissonneuses-batteuses ;

« • les ramasseuses de graines ;

- « • les ramasseuses chargeuses de canne à sucre et de
« betterave ;
- « • les pivots mobiles ;
- « • le cover crop ;
- « • les moissonneuses ;
- « • les poudreuses à semences ;
- « • les ventilateurs anti-gelée ;
- « • les canons anti-grêle ;
- « • les appareils à jet de vapeur utilisés comme matériel de
« désinfection des sols ;
- « • les conteneurs pour le stockage d'azote liquide et le
« transport de semences congelées d'animaux ;
- « • les sous-soleurs ;
- « • les stubble-plow ;
- « • les rouleaux agricoles tractés ;
- « • les râteaux faneurs et les giroandaineurs ;
- « • les hacheuses de paille ;
- « • les tailleuses de haies ;
- « • les effeuilleuses ;
- « • les épandeurs de fumier ;
- « • les épandeurs de lisier ;
- « • les ramasseuses ou andaineuses de pierres ;
- « • les abreuvoirs automatiques ;
- « • les tarières ;
- « • les polymères liquides, pâteux ou sous des formes
« solides utilisés dans la rétention de l'eau dans les sols ;
- « – les bois en grumes, écorcés ou simplement équarris, le
« liège à l'état naturel, les bois de feu en fagots ou sciés à
« petite longueur et le charbon de bois.
- « 3° – de 14 % ;
- « a) avec droit à déduction :
- « – le beurre
- « – (abrogé)
- « – le thé
- « les opérations de transport de voyageurs et de
« marchandises ;
- « – (abrogé)
- « – l'énergie électrique et les chauffe-eaux solaires.
- « b) sans droit à déduction :
- «

(la suite sans modification.)

« Article 101. – Règle générale

« 1° – La taxe justifiée.

« 2° – Au cas qui suit.

« 3° – Le droit à déduction prend naissance à l'expiration
« du mois de l'établissement des quittances de douane ou du
« paiement partiel ou intégral des factures ou mémoires établis
« au nom du bénéficiaire. »

« Article 115. – Obligations des contribuables non-résidents

« Toute personne n'ayant pas d'établissement au Maroc et y
« effectuant des opérations imposables au profit d'un client établi
« au Maroc, doit accréditer auprès de l'administration fiscale un
« représentant domicilié au Maroc qui doit s'engager à se
« conformer aux obligations auxquelles sont soumis les
« contribuables exerçant leurs activités au Maroc et à payer la
« taxe sur la valeur ajoutée exigible.

« A défaut d'accréditation d'un représentant, la taxe due par
« la personne non-résidente doit être déclarée et acquittée par
« son client établi au Maroc.

« Dans ce cas, lorsque le client exerce une activité passible
« de la taxe sur la valeur ajoutée, il doit déclarer le montant hors
« taxe de l'opération sur sa propre déclaration de la taxe sur la
« valeur ajoutée, calculer la taxe exigible et procéder en même
« temps à la déduction du montant de ladite taxe exigible ainsi
« déclarée.

« Lorsque le client exerce une activité exclue du champ de
« la taxe sur la valeur ajoutée, il est tenu de procéder au
« recouvrement de ladite taxe due au nom et pour le compte de la
« personne non-résidente par voie de retenue à la source. Cette retenue
« est faite pour le compte du Trésor, sur chaque paiement effectué,
« conformément aux dispositions de l'article 117-III ci-dessous.

« Les personnes agissant pour le compte de la personne
« assujettie visée ci-dessus sont soumises aux obligations
« prévues par le présent code. »

« Article 121. – Fait générateur et assiette

« Le fait générateur

«

« Le taux de la taxe est fixé à 20 % *ad valorem*.

« Ce taux est réduit à :

« 1° - 7% :

« – pour les produits énumérés à l'article 99-1° ci-dessus ;

« – (abrogé)

« – (abrogé)

« 2° – 10% :

« – pour les produits

« – pour les huiles alimentaires ;

« – pour les veaux 31 décembre 2014 ;

« – pour le maïs et l'orge, les tourteaux ainsi que les
« aliments simples tels que : issues, pulpes, drêches,
« pailles, coques de soja, drêches et fibres de maïs, pulpes
« sèches de betterave, luzernes déshydratées et le son
« pellitisé, destinés à l'alimentation du bétail et des
« animaux de basse-cour ;

« – pour le manioc et le sorgho à grains.

« 3° – 14% :

«

(la suite sans modification.)

« Article 123. – Exonérations

« Sont exonérés de la taxe sur la valeur ajoutée à
« l'importation :

« 1° – les marchandises visées à l'article 91 (I-A-1°, 2° et 3°) ci-dessus ;

« 2° – les marchandises,

«
 «
 « 8° – les hydrocarbures.....
 « 25 chaoual 1397 (9 octobre 1977) ;
 « 9° – les bateaux de tout tonnage servant à la pêche maritime ;
 « 10° – les bâtiments de mer
 «
 «
 «
 « 26° – les matériels éducatifs
 « 14 joumada I 1383 (3 octobre 1963) ;
 « 27° – (abrogé)
 « 28° – les films
 (la suite sans modification.)

« Article 124. – I. – Les exonérations prévues aux articles
 « 91 (I-E-2°), 92 –I (6°, 7°,.....10°, 12°,45°)
 « et II, 123 (22°-a.....25°, 29°,....., 43° et 44°)
 « ci-dessus et la valeur ajoutée. »

« Article 125. – Affectation du produit de la taxe et mesures
 « transitoires

« I. –
 «
 « VI. – Les entreprises
 « à compter du 1^{er} janvier 2008.

« VII. – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions
 « de l'article 101- 3° ci-dessus, le montant de la taxe sur la
 « valeur ajoutée relatif aux achats acquittés pendant le mois de
 « décembre 2013 et ouvrant droit à déduction au mois de
 « janvier 2014, est déductible sur une période étalée sur cinq (5)
 « années à concurrence d'un cinquième (1/5) dudit montant.
 « Cette déduction est opérée au cours du premier mois ou du
 « premier trimestre de chaque année, à compter de l'année 2014.

« Les contribuables concernés doivent déposer, avant le
 « 1^{er} février 2014, au service local des impôts dont ils relèvent,
 « un relevé de déduction comportant la liste des factures d'achat
 « des produits et services dont le paiement partiel ou total est
 « effectué au cours du mois de décembre 2013.

« Toutefois, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée
 « ouvrant droit à déduction au cours du mois de janvier 2014,
 « relatif aux achats acquittés au cours du mois de décembre 2013,
 « peut être déduit en totalité au mois de janvier 2014 lorsqu'il
 « n'excède pas trente mille (30.000) dirhams. »

« Article 129. – Exonérations

« Sont exonérés des droits d'enregistrement :

« I. –
 «
 « V. – Actes relatifs aux opérations de crédit :

« 1° – les actes concernant les opérations effectuées par la
 « Banque Africaine de Développement, conformément au dahir
 « n° 1-63-316 précité et le Fonds dénommé « Fonds Afrique 50 »
 « créé par ladite banque, ainsi que les acquisitions réalisées à
 « leur profit, lorsque la banque et le fonds doivent supporter
 « seuls et définitivement la charge de l'impôt ;

« 2° – les actes et écrits.....
 «
 «
 (la suite sans modification)

« Article 144. – Cotisation minimale

« I. – Cotisation minimale en matière d'impôt sur les sociétés
 « et d'impôt sur le revenu au titre des revenus professionnels et
 « agricoles

« A. – Définition

« La cotisation minimale
 « bénéfice.

« Le montant
 «minimale.

« Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu selon le
 « régime du résultat net réel ou du résultat net simplifié sont
 « également soumis à une cotisation minimale au titre de leurs
 « revenus professionnels et/ou agricoles se rapportant à l'année
 « précédente.

« B. –
 « C. – Exonération de la cotisation minimale

« 1° –
 « 2° – Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu

« activité professionnelle et /ou agricole.

« En cas de reprise
 « période d'exonération.

« D. – Taux de la cotisation minimale

« Le taux de la cotisation minimale
 « à l'impôt sur le revenu.

« Toutefois, le montant de la cotisation minimale, même en
 « l'absence de chiffre d'affaires, ne peut être inférieur à :

« – trois mille (3.000) dirhams pour les contribuables
 « soumis à l'impôt sur les sociétés ;

« – mille cinq cent (1.500) dirhams pour les contribuables
 « soumis à l'impôt sur le revenu au titre des revenus
 « professionnels déterminés selon le régime du résultat
 « net réel ou celui du résultat net simplifié ainsi que pour
 « les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu au titre
 « des revenus agricoles déterminés d'après le régime du
 « résultat net réel.

« E. – Imputation de la cotisation minimale

« La cotisation minimale
 « de l'exercice suivant.

« A défaut de cet excédent,
 « celui de l'impôt.

« La cotisation minimale
 « revenu professionnel et/ou revenu agricole par
 « rapport au revenu
 (la suite sans modification.)

« Article 148. – Déclaration d'existence

« I. – Les contribuables, qu'ils soient imposables à l'impôt
 « sur les sociétés ou à l'impôt sur le revenu au titre de revenus
 « professionnels ou qu'ils en soient exonérés ainsi que les
 « contribuables imposables au titre des revenus agricoles,
 « doivent adresser suivant la date :

« – soit de leur constitution, ;
 « – soit du début de l'activité, s'il s'agit de contribuables
 « personnes physiques ou groupements de personnes
 « physiques, ayant des revenus professionnels et/ou
 « agricoles.
 « Cette déclaration valeur ajoutée.
 « II. –
 « III. –
 « IV. – S'il s'agit d'un contribuable personne physique ou de
 « sociétés et autres groupements soumis à l'impôt sur le revenu
 « ayant des revenus professionnels et/ou agricoles, la déclaration
 « doit comporter :
 « 1° –
 « 2° –
 « 3° – l'emplacement de ses établissements et/ou de ses
 « exploitations agricoles ;
 « 4° –
 « taxe sur la valeur ajoutée.
 « V. – Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu
 « selon le régime de l'auto-entrepreneur prévu à l'article 42 *bis*
 « ci-dessus, doivent souscrire une déclaration d'existence auprès
 « de l'organisme désigné à cet effet conformément à la
 « législation et la réglementation en vigueur, et dans les mêmes
 « conditions visées au IV ci-dessus.
 « L'organisme précité doit envoyer une copie de ladite
 « déclaration à l'administration fiscale. »
 « Article 150. – Déclaration de cessation, cession, fusion,
 scission ou transformation de l'entreprise
 I. – Les contribuables,
 « des changements suivants :
 « – pour les entreprises cette période ;
 « – pour les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu
 « au titre d'une activité professionnelle et/ou agricole, la
 « déclaration du revenu global et l'inventaire des biens,
 « conforme à l'imprimé-modèle établi par l'administration
 « lorsqu'ils cessent l'exercice de leur activité professionnelle
 « et/ou agricole ou lorsqu'ils cèdent tout ou partie de leur
 « entreprise ou de leur clientèle ou de leur exploitation
 « agricole ou lorsqu'ils en font apport à une société
 « relevant ou non de l'impôt sur les sociétés.
 « Les contribuables biens précités.
 « Les contribuables soumis à l'impôt sur le revenu selon
 « le régime de l'auto-entrepreneur prévu à l'article 42 *bis* ci-dessus,
 « doivent souscrire la déclaration visée ci-dessus auprès de
 « l'organisme désigné à cet effet conformément à la législation et
 « la réglementation en vigueur, et dans les mêmes conditions
 « prévues ci-dessus.
 « Une copie de ladite déclaration doit être envoyée par ledit
 « organisme à l'Administration fiscale.
 « II. –
 (La suite sans modification)
 « Article 155. – Télédéclaration
 « Les contribuables
 « chargé des finances.

« Toutefois.....
 « hors taxe sur la valeur ajoutée.
 « Les contribuables exerçant des professions libérales dont
 « la liste est fixée par voie réglementaire doivent souscrire
 « auprès de l'administration fiscale par procédé électronique « les
 déclarations prévues au présent code.
 « Les conditions d'application de l'alinéa ci-dessus sont
 « fixées par voie réglementaire.
 « Pour les droits d'enregistrement.....
 (la suite sans modification.)
 « Article 169. – Télépaiement
 « Les contribuables soumis à l'impôt peuvent.....
 «
 « par arrêté du ministre chargé des finances.
 « Toutefois, les versements précités.....
 « hors taxe sur la valeur ajoutée.
 « Les contribuables exerçant des professions libérales dont
 « la liste est fixée par voie réglementaire doivent également
 « verser auprès de l'administration fiscale par procédé
 « électronique, le montant de l'impôt et les versements prévus
 « par le présent code dans les conditions fixées par voie réglementaire.
 « Ces télépaiements produisent les mêmes effets juridiques
 « que les paiements prévus par le présent code.
 « Article 170. – I. – L'impôt sur les sociétés.....
 «
 « l'exercice comptable en cours.
 « Par dérogation aux dispositions précitées, les exploitants
 « agricoles imposables sont dispensés du versement des
 « acomptes provisionnels dus au cours de leur premier exercice
 « d'imposition. »
 « Article 173. – Recouvrement par paiement spontané
 « I. – Est versé spontanément :
 « –
 « –
 « – l'impôt dû ou de
 « leur inscription en compte du bénéficiaire.
 « Le versement de l'impôt
 « acquitté.
 « II. – Est versé également de manière spontanée à
 « l'organisme visé à l'article 82 *bis* ci-dessus, le montant de
 « l'impôt dû par les contribuables soumis au régime de l'auto-
 « entrepreneur visé à l'article 42 *bis* ci-dessus dans le délai de
 « déclaration prévu audit article 82 *bis*.
 « Le paiement de l'impôt est effectué sur la base de la
 « déclaration prévue à l'article 82 *bis* ci-dessus.»
 « Article 175. – I. – Les contribuables sont imposés par voie
 « de rôle :
 « –
 « –
 « –
 « – ou consulaires accrédités au Maroc ;
 « – dans le cas 229 et 229 *bis* ci-dessus.

« Lorsquel'année précédente. »
« Article 210. – Le droit de contrôle

« L'administration fiscale contrôle les déclarations et les
« actes utilisés pour l'établissement des impôts, droits et taxes.

« A cette fin, les contribuables,
«
« suivantes :

- « 1° –
- « 2° –

« l'agent qui assure la remise.

« Le droit de constatation s'exerce dans tous les locaux des
« contribuables concernés utilisés à titre professionnel et/ou dans
« des exploitations agricoles aux heures légales et durant les
« heures d'activité professionnelle et/ou agricole.

« En cas d'opposition
(la suite sans modification)

« Article 212. – Vérification de comptabilité
« I. – En cas de vérification de comptabilité

«opérations visés par le contrôle.

« Dans tous les cas, l'avis de vérification doit préciser la
« période objet de vérification, les impôts et taxes concernés ou
« les postes et opérations visés par le contrôle.

« Au début de l'opération de vérification précitée, les
« agents de l'Administration fiscale procèdent à la rédaction d'un
« procès-verbal signé par les deux parties dont une copie est
« remise au contribuable.

« Les documents comptables.....
(la suite sans modification)

« Article 220. – Procédure normale de rectification des
« impositions

- « I. – L'inspecteur des impôts peut être amené à rectifier :
- « –
- « –
- « –

« Les bases..... taxation d'office.

« Dans ce cas, l'inspecteur notifie aux contribuables, durant
« les six (6) mois qui suivent la date de la fin du contrôle fiscal et
« dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus :

- « – les motifs,
- (la suite sans modification)*

« Article 221. – Procédure accélérée de rectification des
« impositions

- « I. – L'inspecteur des impôts peut être.....
- «
- «
- «
- «
- « – les impositionsde cessation d'activité.

« Dans ces cas, l'inspecteur notifie aux contribuables durant
« les six (6) mois qui suivent la date de la fin du contrôle fiscal et
« dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus, les motifs, le
« montant

(la suite sans modification)

« Article 232. – VIII. – Par dérogation aux dispositions
« relatives aux délais de prescription visés ci-dessus :

- « 1° – Les droits.....
- «
- «

« 13° – l'amende a expiré.

« 14° – l'administration peut rectifier les irrégularités
« constatées lors de la liquidation du remboursement du crédit
« de taxe cumulé prévu par les dispositions de l'article 247-XXV
« ci-dessous, même si le délai de prescription a expiré. »

« Article 246. – Secret professionnel

« I. – Toutes les personnes
« lois pénales en vigueur.

« Toutefois,
« juge compétent.

« II. – Par dérogation aux dispositions prévues au I ci-dessus,
« le secret professionnel est levé au profit des administrations et
« organismes suivants :

- « – l'administration des douanes et impôts indirects ;
- « – la Trésorerie Générale du Royaume ;
- « – l'office des changes ;
- « – la caisse nationale de sécurité sociale.

« Les renseignements communiqués par écrit par
« l'administration fiscale, dans ce cas, doivent faire l'objet au
« préalable d'une demande écrite adressée au ministre chargé des
« finances ou la personne déléguée par lui à cet effet et ne
« peuvent concerner que les éléments nécessaires à l'exercice de
« la mission dont est chargée la partie qui en fait la demande.

« Les agents des administrations et organismes susvisés
« sont tenus au secret professionnel conformément aux
« dispositions de la législation pénale en vigueur, pour tous les
« renseignements portés à leur connaissance par l'administration
« fiscale.

« Article 247. – Dates d'effet et dispositions transitoires

- « I. – Les dispositions du présent
- «
- «

« XVI. – A. –

« B. –

« B bis. – Avantages accordés aux bailleurs de logements
« sociaux

« Les bailleurs,.....
«
« réputée nulle.

« Pour bénéficier des exonérations précitées,.....
« 85 et 150 ci-dessus :

- « – un exemplaire de la convention, en ce qui concerne la
« première année ;

« – un état faisant ressortir

«

«

« XVII.-A- Les personnes physiques exerçant à titre
« individuel.....

« dans les conditions prévues à l'article 221 ci-dessus.

« B. – Les exploitants agricoles individuels ou
« copropriétaires dans l'indivision soumis à l'impôt sur le revenu
« au titre de leurs revenus agricoles et qui réalisent un chiffre
« d'affaires supérieur ou égal à cinq millions (5.000.000) de
« dirhams, ne sont pas imposés sur la plus-value nette réalisée
« suite à l'apport de l'ensemble des éléments de l'actif et du
« passif de leur exploitation agricole à une société soumise à
« l'impôt sur les sociétés au titre des revenus agricoles qu'elles
« créent entre le 1^{er} janvier 2015 et le 31 décembre 2016 dans les
« conditions suivantes :

« – les éléments d'apport doivent être évalués par un
« commissaire aux apports choisi parmi les personnes
« habilitées à exercer les fonctions de commissaires aux
« comptes ;

« – ledit apport doit être effectué entre le 1^{er} janvier 2015 et
« le 31 décembre 2016 ;

« – les exploitants agricoles doivent souscrire la déclaration
« prévue à l'article 82 ci-dessus, au titre de leur revenu
« agricole déterminé selon le régime du résultat net réel et
« réalisé au titre de l'année précédant celle au cours de
« laquelle l'apport a été effectué et ce par dérogation aux
« dispositions de l'article 86-1° ci-dessus ;

« – la cession des titres acquis par l'exploitant agricole en
« contrepartie de l'apport des éléments de son exploitation
« agricole ne doit pas intervenir avant l'expiration d'une
« période de quatre (4) ans à compter de la date
« d'acquisition desdits titres.

« En outre, l'acte constatant l'apport des éléments prévus
« ci-dessus n'est passible que d'un droit d'enregistrement fixe de
« mille (1.000) dirhams.

« Le bénéfice des dispositions qui précèdent est acquis sous
« réserve que la société bénéficiaire de l'apport dépose, auprès
« de l'inspecteur des impôts du lieu du domicile fiscal ou du
« principal établissement de l'exploitant agricole ayant procédé
« audit apport, dans un délai de soixante (60) jours suivant la
« date de l'acte d'apport une déclaration, en double exemplaire,
« comportant :

« – l'identité complète des associés ou actionnaires ;

« – la raison sociale, l'adresse du siège social, le numéro
« d'inscription au registre du commerce ainsi que le
« numéro d'identité fiscale de la société ayant reçu l'apport ;

« – le montant et la répartition de son capital social.

« Cette déclaration doit être accompagnée des documents
« suivants :

« – un état récapitulatif comportant tous les éléments de
« détermination des plus-values nettes imposables ;

« – un état récapitulatif des valeurs transférées à la société
« et du passif pris en charge par cette dernière ;

« – un état concernant les provisions figurant au passif du
« bilan de l'exploitant agricole ayant effectué l'opération
« de l'apport, avec indication de celles qui n'ont pas fait
« l'objet de déduction fiscale ;

« – l'acte d'apport dans lequel la société bénéficiaire de
« l'apport s'engage à :

« 1 – reprendre pour leur montant intégral les provisions
« dont l'imposition est différée ;

« 2 – réintégrer dans ses bénéfices imposables, la plus-
« value nette réalisée sur l'apport des éléments amortissables, par
« fractions égales, sur la période d'amortissement desdits
« éléments. La valeur d'apport des éléments concernés par cette
« réintégration est prise en considération pour le calcul des
« amortissements et des plus-values ultérieures ;

« 3 – ajouter aux plus-values constatées ou réalisées
« ultérieurement à l'occasion du retrait ou de la cession des
« éléments non concernés par la réintégration prévue au 2 ci-dessus,
« les plus-values qui ont été réalisées suite à l'opération d'apport et
« dont l'imposition a été différée.

« Les éléments du stock à transférer à la société bénéficiaire
« de l'apport sont évalués, sur option, soit à leur valeur d'origine,
« soit à leur prix du marché.

« Les éléments concernés ne peuvent être inscrits
« ultérieurement dans un compte autre que celui des stocks.

« A défaut, le produit qui aurait résulté de l'évaluation
« desdits stocks sur la base du prix du marché lors de l'opération
« d'apport, est imposé entre les mains de la société bénéficiaire
« de l'apport, au titre de l'exercice au cours duquel le
« changement d'affectation a eu lieu, sans préjudice de
« l'application de la pénalité et des majorations prévues aux
« articles 186 et 208 ci-dessus.

« En cas de non respect de l'une des conditions et
« obligations citées ci-dessus, l'administration régularise la
« situation de l'exploitation agricole ayant procédé à l'apport de
« l'ensemble de ses éléments d'actif et du passif dans les
« conditions prévues à l'article 221 ci-dessus.

« XVIII. –

« XIX. –

« XX. –

« XXI. –

« XXII. – A. – Avantages accordés aux acquéreurs de logements
« destinés à la classe moyenne.

« Les promoteurs immobiliers

« dans les conditions suivantes :

« 1 – le prix de vente du mètre carré couvert ne doit pas
« excéder six mille (6.000) dirhams, hors taxe sur la valeur
« ajoutée ;

« 2 – la superficie couverte doit être comprise entre quatre
« vingt (80) et cent cinquante (150) mètres carrés.

« La superficie s'entend

« à compter de cette date.

« XXIII. – A titre transitoire et par dérogation aux dispositions des articles 6 (I-A-29°) et 47-I ci-dessus, « continuent à bénéficier de l'exonération de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu :

« – du 1^{er} janvier 2014 jusqu'au 31 décembre 2015, les exploitants agricoles qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 35.000.000 de dirhams ;

« – du 1^{er} janvier 2016 jusqu'au 31 décembre 2017, les exploitants agricoles qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 20.000.000 de dirhams ;

« – du 1^{er} janvier 2018 jusqu'au 31 décembre 2019, les exploitants agricoles qui réalisent un chiffre d'affaires inférieur à 10.000.000 de dirhams.

« Toutefois, l'exonération précitée ne s'applique pas aux autres catégories de revenus non agricoles réalisés par les personnes concernées.

« Ne peuvent bénéficier de l'exonération précitée les exploitants agricoles devenus imposables à compter du 1^{er} janvier 2014.

« XXIV. – A. – Par dérogation aux dispositions de l'article 67-II- ci-dessus, les personnes physiques qui procèdent à l'apport de l'ensemble des titres de capital qu'ils détiennent dans une ou plusieurs sociétés à une société holding résidente soumise à l'impôt sur les sociétés, ne sont pas imposables au titre de la plus-value nette réalisée suite audit apport, sous réserve du respect des conditions suivantes :

« – l'apport doit être effectué entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2015 ;

« – les titres de capital apportés doivent être évalués par un commissaire aux apports choisi parmi les personnes habilitées à exercer les fonctions de commissaire aux comptes ;

« – la société bénéficiaire dudit apport s'engage dans l'acte d'apport à conserver les titres reçus pendant une durée d'au moins quatre (4) ans à compter de la date dudit apport ;

« – la personne physique ayant procédé à l'apport de l'ensemble de ses titres de capital s'engage dans l'acte d'apport à payer l'impôt sur le revenu au titre de la plus-value nette résultant de l'opération d'apport, lors de la cession partielle ou totale ultérieure, de rachat, de remboursement ou d'annulation des titres reçus en contrepartie de l'opération d'apport.

« Pour la société bénéficiaire de l'apport, la plus-value nette résultant de la cession des titres de capital susvisés après l'expiration du délai de quatre (4) ans, est déterminé par la différence entre le prix de cession et la valeur des titres au moment de l'apport.

« B. – Les contribuables ayant effectué l'apport de l'ensemble de leurs titres de capital, doivent remettre contre récépissé, à l'inspecteur des impôts du lieu de leur domicile fiscal, une déclaration souscrite sur ou d'après un imprimé modèle établi par l'administration dans les soixante (60) jours qui suivent la date de l'acte de l'apport.

« Cette déclaration doit être accompagnée de l'acte de l'apport comportant le nombre et la nature des titres apportés, leur prix d'acquisition, leur valeur d'apport, la plus value nette résultant de l'apport et le montant de l'impôt y correspondant, la raison sociale, le numéro d'identification fiscale des sociétés dans lesquelles le contribuable détenait les titres apportés ainsi que la raison sociale, le numéro d'identification fiscale de la société holding devenue propriétaire des titres de capital apportés.

« Toutefois, en cas de non respect des conditions susvisées, la plus-value réalisée suite à l'opération d'apport est imposable dans les conditions de droit commun, sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 208 ci-dessus.

« XXV. – Par dérogation aux dispositions de l'article 103 ci-dessus, le crédit de taxe sur la valeur ajoutée cumulé à la date du 31 décembre 2013, est éligible au remboursement selon les conditions et les modalités fixées par voie réglementaire précisant le mode, le calendrier ainsi que les plafonds des crédits.

« On entend par crédit de taxe cumulé, au sens du présent paragraphe, le crédit né à compter du 1^{er} janvier 2004 et résultant de la différence entre le taux de la taxe sur la valeur ajoutée appliqué sur le chiffre d'affaires et celui grevant les coûts de production et/ou de l'acquisition en taxe acquittée des biens d'investissement immobilisables.

« Les entreprises concernées sont tenues de déposer, dans les deux (2) mois qui suivent celui de la publication au « Bulletin officiel » du décret prévu au premier paragraphe, une demande de remboursement du crédit de taxe, établie sur ou d'après un modèle fourni à cet effet par l'administration fiscale et de procéder à l'annulation dudit crédit de taxe au titre de la déclaration de chiffre d'affaires qui suit le mois ou le trimestre du dépôt de ladite demande.

« Le montant à restituer est limité au total du montant de la taxe initialement payé au titre des achats effectués, diminué du montant hors taxe desdits achats affecté du taux réduit applicable par le contribuable sur son chiffre d'affaires.

« En ce qui concerne le crédit de taxe résultant uniquement de l'acquisition des biens d'investissement, le montant à restituer est limité au montant de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé l'acquisition desdits biens.

« L'administration fiscale procède à la liquidation des remboursements lorsqu'elle s'assure de la véracité du crédit cumulé de la taxe sur la valeur ajoutée. Les remboursements liquidés font l'objet de décisions du ministre chargé des finances ou de la personne déléguée par lui à cet effet et donnent lieu à l'établissement d'ordres de remboursement. »

« Article 252. – Tarif

« I. – Droits proportionnels

« A. –

« B. –

« C. – Sont soumis aux taux ci-après, lors de leur première immatriculation au Maroc, les véhicules à moteur assujettis à la taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles :

| VALEUR DU VEHICULE, HORS TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE | TAUX |
|---|------|
| de 400.000 à 600.000 DH. | 5 % |
| de 600.001 à 800.000 DH. | 10 % |
| de 800.001 à 1.000.000 DH. | 15 % |
| Supérieure à 1.000.000 DH | 20 % |

« II. –

« A. –

«

«

« G. – Sont soumis.....

« 1° –

« 2° –

« 3° – le récépissé de déclaration.....

« (carte grise) :

« – pour l'immatriculation.....

« de l'application

« des dispositions du I- C ci-dessus et du § L ci-dessous ;

« – pour les véhicules remorqués

(la suite sans modification)

II. – A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions des articles 47 et 117 du code général des impôts précité sont abrogées et remplacées comme suit :

« Article 47. – Exonération permanente et imposition temporaire au taux réduit

« I. – Exonération permanente

« Sont exonérés de l'impôt sur le revenu de manière permanente les contribuables disposant des revenus agricoles tels que définis à l'article 46 ci-dessus et réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams au titre desdits revenus, sous réserve des dispositions transitoires prévues à l'article 247-XXIII ci-dessous.

« Toutefois, lorsque le chiffre d'affaires réalisé au cours d'un exercice donné est inférieur à cinq millions (5.000.000) de dirhams, l'exonération précitée n'est accordée que lorsque ledit chiffre d'affaires est resté inférieur à ce montant pendant trois (3) exercices consécutifs.

« II. – Imposition temporaire au taux réduit

« Les exploitants agricoles imposables bénéficient de l'imposition au taux prévu à l'article 73 (II-F-7°) ci-dessous pendant les cinq (5) premiers exercices consécutifs, à compter du premier exercice d'imposition. »

« Article 117. – Retenue à la source

« I. – Retenue à la source sur les intérêts servis par les établissements de crédit pour leur compte ou pour le compte de tiers

« La taxe sur la valeur ajoutée due sur les intérêts servis par les établissements de crédit et organismes assimilés pour leur compte ou pour le compte de tiers, est perçue par ces établissements, pour le compte du Trésor, par voie de retenue à la source.

« II. – Retenue à la source sur les produits résultant des opérations de titrisation

« La taxe sur la valeur ajoutée due au titre des produits résultant des opérations de titrisation effectuées conformément à la loi n° 33-06 précitée, est perçue par l'établissement initiateur pour le compte du Trésor, par voie de retenue à la source.

« III. – Retenue à la source sur les opérations effectuées par les non-résidents

« La taxe sur la valeur ajoutée due au titre des opérations imposables effectuées par les personnes non-résidentes au profit de leurs clients établis au Maroc et exerçant des activités exclues du champ d'application de la taxe sur la valeur ajoutée, est retenue à la source pour chaque paiement et versée par le client au receveur de l'administration fiscale dont dépend ledit client, au cours du mois qui suit celui du paiement.

III. – Le code général des impôts précité est complété par les articles 42 bis, 42 ter, 82 bis, 145 bis, 212 bis et 229 bis ci-après :

IV. – REGIME DE L'AUTO-ENTREPRENEUR

« Article 42 bis. – Détermination de la base imposable

« Les personnes physiques exerçant une activité professionnelle, à titre individuel en tant qu'auto-entrepreneurs conformément à la législation et la réglementation en vigueur, sont soumises à l'impôt sur le revenu en appliquant, au chiffre d'affaires annuel encaissé l'un des taux visés à l'article 73-III ci-dessous.

« Toutefois, les plus values nettes résultant de la cession ou du retrait des biens corporels et incorporels affectés à l'exercice de l'activité sont imposables selon les conditions prévues à l'article 40-I ci-dessus et selon les taux du barème prévu à l'article 73-I ci-dessous.

« Article 42 ter. – Conditions d'application

« I. – Le régime de l'auto-entrepreneur est applicable sur
« option dans les conditions de forme et de délai prévues aux
« articles 43-4° et 44-II ci-dessous.

« II. – L'option pour le régime de l'auto-entrepreneur est
« subordonnée aux conditions suivantes :

« A. – Le montant du chiffre d'affaires annuel encaissé
« ne doit pas dépasser les limites suivantes :

« – 500.000 DH, pour les activités commerciales, industrielles
« et artisanales ;

« – 200.000 DH pour les prestataires de services.

« B. – Le contribuable est tenu d'adhérer au régime de
« sécurité sociale prévu par la législation en vigueur.

« C. – Sous réserve de l'application des dispositions de
« l'article 229 bis ci-dessous, les auto-entrepreneurs doivent
« tenir, de manière régulière, le registre prévu à l'article 145 bis
« ci-dessous.

« III. – Sont exclus de ce régime les contribuables exerçant
« des professions libérales ou activités exclues du régime du
« bénéfice forfaitaire en vertu des dispositions du décret n° 2-08-124
« du 3 jourmada II 1430 (28 mai 2009) désignant les professions
« ou activités exclues du régime du « bénéfice forfaitaire. »

« Article 82 bis. – Déclaration du chiffre d'affaires de
« l'auto-entrepreneur

« I. – Le contribuable soumis à l'impôt sous le régime de
« l'auto-entrepreneur prévu à l'article 42 bis ci-dessus est tenu de
« déclarer, selon l'option formulée, mensuellement ou
« trimestriellement son chiffre d'affaires encaissé sur ou d'après
« un imprimé modèle établi par l'organisme désigné à cet effet
« conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

« II. – La déclaration et le versement mensuels ou
« trimestriels doivent être effectués auprès de l'organisme
« concerné selon les délais suivants :

« • mensuellement : avant la fin du mois qui suit le mois au
« cours duquel le chiffre d'affaire a été encaissé ;

« • trimestriellement : avant la fin du mois qui suit le
« trimestre au cours duquel le chiffre d'affaires a été
« encaissé.

« III. – L'organisme prévu au I ci-dessus, est tenu de verser
« à la caisse du receveur de l'administration fiscale du lieu du
« domicile fiscal du contribuable concerné, le montant de l'impôt
« encaissé auprès des contribuables concernés, dans le mois qui
« suit celui au cours duquel l'encaissement de l'impôt a eu lieu,
« sans préjudice de l'application, le cas échéant, des dispositions
« de l'article 208 ci-dessous.

« IV. – Les dispositions relatives au contrôle, aux sanctions,
« au contentieux et à la prescription prévues pour les
« contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés
« selon le régime du bénéfice forfaitaire, s'appliquent aux
« contribuables ayant opté pour le régime de l'auto-entrepreneur. »

« Article 145 bis. – Obligation de tenue d'un registre pour
« les contribuables dont les revenus professionnels sont
« déterminés d'après le régime du bénéfice forfaitaire

« Les contribuables, dont les revenus professionnels sont
« déterminés d'après le régime du bénéfice forfaitaire visé à
« l'article 40 ci-dessus, doivent tenir, de manière régulière, un
« registre visé par un responsable relevant du service d'assiette
« du lieu de leur domicile fiscal ou de leur principal
« établissement et dont les pages sont numérotées.

« Sont enregistrées jour par jour sur ce registre, toutes les
« sommes versées au titre des achats, appuyées de pièces
« justificatives probantes ou tout autre document en tenant lieu,
« ainsi que celles perçues au titre des ventes, des travaux et des
« services effectués.

« Le modèle du registre et les modalités d'enregistrement
« des sommes versées au titre des achats et des sommes
« encaissées ainsi que la forme des pièces justificatives des
« achats sont déterminés par voie réglementaire. »

« Article 212 bis. – Contrôle du registre des contribuables
« dont les revenus professionnels sont déterminés d'après le
« régime du bénéfice forfaitaire

« I. – En cas de contrôle par l'administration du registre tenu
« par les contribuables, dont les revenus professionnels sont
« déterminés d'après le régime du bénéfice forfaitaire, prévu à
« l'article 145 bis ci-dessus, il est notifié au contribuable, au moins
« huit (8) jours avant la date fixée pour le contrôle, un avis de
« vérification dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessous.

« L'avis de vérification doit comporter les nom et prénom
« des agents de l'administration fiscale chargés d'effectuer le
« contrôle et préciser la période et l'objet dudit contrôle.

« Le registre prévu à l'article 145 bis ci-dessus est présenté
« aux agents de l'administration fiscale qui vérifient les
« déclarations souscrites par les contribuables.

« En aucun cas, la vérification prévue ci-dessus ne peut
« durer plus de trente (30) jours.

« L'inspecteur est tenu d'informer le contribuable de la date
« de clôture de la vérification, dans les formes prévues à
« l'article 219 ci-dessous.

« II. – A l'issue du contrôle fiscal, l'administration :

« – en cas de régularisation, engage la procédure de taxation d'office prévue à l'article 229 bis ci-dessous ;

« – dans le cas contraire, avise le contribuable dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessous. »

« Article 229 bis. – Taxation d'office suite au contrôle des contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés d'après le régime du bénéfice forfaitaire

« Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 42 ci-dessus, l'administration peut, d'après les éléments dont elle dispose, évaluer d'office la base d'imposition des contribuables dont les revenus professionnels sont déterminés d'après le régime du bénéfice forfaitaire visé à l'article 40 ci-dessus en cas :

« 1 – d'absence du registre prévu à l'article 145 bis ci-dessus ;

« 2 – d'irrégularités relevées lors du contrôle du registre précité. Il s'agit :

« – de la présentation du registre, prévu à l'article 145 bis ci-dessus, non visé par le responsable relevant du service d'assiette et/ou non conforme au modèle établi par l'administration ;

« – de l'absence de pièces justificatives des achats prévus à l'article 145 bis ci-dessus ;

« 3 – de dissimulation ou d'insuffisances des achats ou de ventes dont la preuve est établie par l'administration ;

« 4 – d'opposition du contribuable au contrôle visé à l'article 212 bis ci-dessus.

« Dans ces cas, les motifs, le montant détaillé des redressements envisagés et la base d'imposition retenue, doivent être notifiés aux contribuables, dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus.

« Les intéressés disposent d'un délai de trente (30) jours suivant la date de la réception de la lettre de notification pour formuler leur réponse et produire, s'il y a lieu, des justifications. A défaut de réponse dans le délai prescrit, l'imposition est établie d'office et ne peut être contestée que suivant les dispositions de l'article 235 ci-dessous.

« Si dans le délai prévu, des observations ont été formulées et si l'inspecteur les estime non fondées en tout ou en partie, il notifie aux intéressés, dans les formes prévues à l'article 219 ci-dessus, dans un délai maximum de soixante (60) jours suivant la date de réception de la réponse des intéressés, les motifs de son rejet partiel ou total, ainsi que les bases d'imposition retenues.

« L'inspecteur établit les impositions sur les bases adressées au contribuable dans la deuxième lettre de notification précitée.

« La première notification interrompt la prescription et l'imposition établie d'office ne peut être contestée que dans les conditions prévues à l'article 235 ci-dessous. »

IV. – Dates d'effet

1 – Les dispositions de l'article 6 (I-A-29° et II-B-1°) du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus et les dispositions de l'article 47 du code général des impôts, telles qu'abrogées et remplacées par le paragraphe II, sont applicables au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2014.

2 – Sont imposables les revenus fonciers acquis à compter du 1^{er} janvier 2014, en application des dispositions de l'article 63 du code général des impôts, telles que modifiées par le paragraphe I ci-dessus.

3 – Les dispositions de l'article 86-1° du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux revenus réalisés à compter du 1^{er} janvier 2014.

4 – Les dispositions de l'article 145 bis du code général des impôts, tel que complété par le paragraphe III ci-dessus, sont applicables au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

5 – Les dispositions des articles 212 bis et 229 bis du code général des impôts, tel que complété par le paragraphe III ci-dessus, sont applicables aux opérations de contrôle au titre des exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

6 – Les dispositions de l'article 247-XXIII du code général des impôts, telles que complétées par le paragraphe I ci-dessus sont applicables au titre de l'impôt sur les sociétés aux exercices ouverts au cours de la période d'exonération.

7 – Les dispositions du deuxième paragraphe de l'article 11-I du code général des impôts telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, s'appliquent aux indemnités de retard régies par la loi n° 32-10 précitée, payées et recouvrées à compter du 1^{er} janvier 2014.

8 – Les dispositions de l'article 60-I du Code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux pensions et rentes viagères acquises à compter du 1^{er} janvier 2014.

9 – Les dispositions des articles 220-I et 221-I du code général des impôts, telles que modifiées et complétées par le paragraphe I ci-dessus, sont applicables aux opérations de contrôle pour lesquelles un avis de vérification a été adressé à compter du 1^{er} janvier 2014.

10 – (Voir la version arabe de ce paragraphe à l'édition générale du Bulletin officiel).

11 – Par modification aux dispositions de l'article 7 (II-14) de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010, les dispositions des articles 6 (I-A-27°) et 31 (I-A-2°) du code général des impôts relatives à l'exonération des entreprises installées dans la zone franche du port de Tanger de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, sont prorogées du 1^{er} janvier 2014 au 31 mars 2014.

*Institution d'une taxe aérienne pour la solidarité
et la promotion touristique*

Article 4 bis

I. – A compter du 1^{er} avril 2014, il est institué une taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique, sur les billets d'avion, quelle qu'en soit la forme. Cette taxe est supportée par les voyageurs en plus du prix desdits billets.

Le produit de cette taxe est affecté comme suit :

- 50% au profit du « Fonds d'appui à la cohésion sociale » institué par l'article 18 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, tel qu'il a été abrogé et remplacé ;
- 50% au profit de l'Office national marocain du tourisme.

II. – Cette taxe est appliquée aux billets d'avions concernant les vols en partance des aéroports marocains, quelles que soient les conditions tarifaires consenties par les compagnies aériennes, à l'exception :

1) du personnel dont la présence à bord est directement liée au vol considéré, notamment les membres de l'équipage responsables du vol, les agents de sûreté ou de police et les responsables du fret ;

2) des enfants de moins de deux ans ;

3) des passagers en transit direct, effectuant un arrêt provisoire à l'aéroport et repartant sur le même vol et le même avion au bord duquel ils sont arrivés ;

4) des passagers reprenant leur vol après un atterrissage forcé en raison d'incidents techniques, de conditions météorologiques défavorables ou de tout autre cas de force majeure ;

5) des passagers utilisant des liaisons aériennes intérieures ;

6) des passagers transitant par les aéroports marocains, dont la durée d'arrêt ne dépasse pas 24 heures.

III. – Le tarif de la taxe est fixé à cent dirhams (100 DH) pour les billets de la classe économique et quatre cents dirhams (400 DH) pour la première classe / classe affaires.

IV. – Les sociétés de transport aérien sont redevables auprès de l'Etat, au titre de cette taxe et sont tenues de la recouvrer auprès de leurs clients et d'en verser le produit conformément aux dispositions suivantes :

– les sociétés de transport aérien sont tenues de déclarer chaque mois, selon un imprimé modèle (état mensuel) établi par l'Office national marocain du tourisme, faisant état du nombre des passagers transportés le mois précédent sur les vols dont le départ est effectué à partir du Maroc ;

– les sociétés de transport aérien doivent payer la taxe auprès du percepteur de l'administration fiscale du lieu de leur siège social ou de leur représentation au Maroc, simultanément à la présentation de la déclaration précitée. Tout paiement est effectuée sur la base de ladite déclaration établie en trois exemplaires, dont un est remis au contribuable intéressé ;

– les sociétés de transport aérien non résidentes et qui n'ont pas de siège social ou de représentation au Maroc, sont tenues de payer la taxe auprès de l'Office national des aéroports en sus des autres taxes dues au profit dudit Office.

A défaut de paiement dans le délai imparti prévu ci-dessus, il sera appliqué une amende de 25% du montant de la taxe due.

Les déclarations précitées peuvent être vérifiées par les agents assermentés relevant de l'Office national marocain du tourisme, à qui il appartient d'examiner sur place les documents correspondants. Il y a lieu d'aviser au préalable la compagnie concernée de cette vérification. L'Office national des aéroports est tenu de fournir à l'Office national marocain du tourisme les informations requises relatives aux passagers embarquant à bord d'avions au Maroc.

Les infractions constatées sont consignées dans un rapport transmis par lettre recommandée avec accusé de réception à la compagnie concernée, afin qu'elle émette ses observations dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification.

Toute omission, insuffisance ou minoration dans l'état mensuel précité est passible d'une amende équivalente à 25% du montant de la taxe objet de fraude ou d'évasion et donne lieu à l'émission d'un titre de recette émis par l'Office national marocain du tourisme portant sur le montant de la taxe éludée et l'amende. L'amende passera à 100% de la valeur de la taxe en cas d'établissement de la mauvaise foi.

*Contribution libératoire au titre des avoirs et liquidités
détenus à l'étranger*

Article 4 ter

I. – Champ d'application

1 – Définition

Il est institué une contribution libératoire au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger avant le 1^{er} janvier 2014 par les personnes visées au 2 ci-dessous en infraction à la réglementation des changes et à la législation fiscale.

2 – Personnes concernées

Cette contribution libératoire concerne les personnes physiques et morales ayant une résidence, un siège social ou un domicile fiscal au Maroc et qui ont commis les infractions citées au I-3 ci-dessous en matière de réglementation des changes régie par le dahir n° 1-59-358 du 14 rabii II 1379 (17 octobre 1959) relatif aux avoirs à l'étranger ou en monnaies étrangères, ainsi que les infractions fiscales s'y rattachant et prévues par le code général des impôts institué par l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007 promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hija 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été complété et modifié.

3 – Infractions de change concernées

Les infractions de change concernées par cette contribution sont celles régies par le dahir du 5 kaada 1368 (30 août 1949) relatif à la répression des infractions à la réglementation des changes et afférents à la constitution d'avoirs à l'étranger sous forme :

a) de biens immeubles détenus sous quelque forme à l'étranger ;

b) d'actifs financiers et de valeurs mobilières et autres titres de capital et de créances détenus à l'étranger ;

c) d'avoirs liquides déposés dans des comptes ouverts auprès d'organismes financiers, d'organismes de crédit ou de banques situés à l'étranger.

4 – Infractions fiscales concernées

Les infractions fiscales concernées par cette contribution sont celles régies par le Code général des impôts institué par l'article 5 de la loi de finances n°43-06 précitée, relatives au défaut de déclaration des revenus, produits, bénéfices et plus-values relatifs aux avoirs immobiliers et mobiliers ainsi qu'aux disponibilités en devises détenues à l'étranger telles que visées au I-3 ci-dessus.

II. – Obligations et conditions

1 – Conditions

Les personnes visées au I-2 ci-dessus peuvent bénéficier de la non application des sanctions relatives aux infractions de change ainsi qu'aux infractions fiscales visées respectivement aux I-3 et I-4 ci-dessus, dans les conditions suivantes :

a) déposer auprès d'un établissement de crédit ayant le statut de banque, régi par la loi n° 34-03 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, promulguée par le dahir n° 1-05-178 du 15 moharrem 1427 (14 février 2006), une déclaration rédigée sur un imprimé modèle établi par l'administration faisant ressortir la nature des avoirs détenus à l'étranger tels que visés au I-3 ci-dessus ;

b) rapatrier les liquidités en devises ainsi que leur revenu et produits et céder au moins 25% de ces liquidités sur le marché des changes au Maroc contre des dirhams avec possibilité de déposer le reliquat dans des comptes en devises ou en dirhams convertibles auprès des établissements de crédit ayant le statut de banque, situés au Maroc ;

c) procéder au paiement d'une contribution libératoire selon les taux fixés au III-1 ci-dessous.

2 – contenu de la déclaration et procédure de son dépôt

La déclaration visée au II-1 ci-dessus doit comporter les renseignements suivants :

a) l'ensemble des informations habituellement requises par les établissements de crédit ayant le statut de banque pour l'ouverture d'un compte bancaire ;

b) la nature et la description des avoirs prévus au I-3 ci-dessus et la valeur correspondante.

La déclaration doit être déposée auprès d'un établissement de crédit ayant le statut de banque, régi par la loi n° 34-03 précitée selon le modèle établi par l'administration à cet effet.

Cette déclaration doit être accompagnée des documents justifiant la valeur d'acquisition des avoirs cités au I-3-a et I-3-b et des derniers relevés bancaires faisant ressortir le montant des avoirs liquides cités au I-3-c.

3 – Obligations des établissements de crédit ayant le statut de banque

Les établissements de crédit ayant le statut de banque régis par la loi n° 34-03 précitée sont tenus aux obligations suivantes :

a) ouvrir un compte en dirhams convertibles ou en devises au nom des personnes physiques ou morales concernées pour déposer les disponibilités en monnaies étrangères ;

b) prélever à la source la contribution libératoire au taux prévu au III-1 ci-dessous et la verser au receveur de l'administration fiscale du lieu de sa situation dans le mois qui suit celui au cours duquel le rapatriement des avoirs ou des devises a eu lieu.

Chaque versement est effectué par un bordereau-avis de versement établi en trois (3) exemplaires sur un imprimé modèle établi par l'administration, daté et signé par la partie versante et indiquant uniquement :

- le numéro de la déclaration ;
- les montants rapatriés ainsi que la valeur d'acquisition des biens immeubles et la valeur de souscription ou d'acquisition des actifs financiers et des valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créances détenus à l'étranger ;
- le montant de la contribution versée.

c) envoyer des copies des bordereaux-avis de versement au siège central de l'Office des changes et à la Direction générale des impôts au plus tard dans le mois qui suit celui du versement de la contribution.

III. – Taux et paiement de la contribution libératoire

1 – Taux de la contribution libératoire

Le taux de la contribution libératoire est fixé à :

a) 10% :

- de la valeur d'acquisition des biens immeubles détenus à l'étranger ;
- de la valeur de souscription ou d'acquisition des actifs financiers et des valeurs mobilières et autres titres de capital ou de créances détenus à l'étranger ;

b)

- 5% du montant des avoirs liquides en devises rapatriés au Maroc et déposés dans des comptes en devises ou en dirhams convertibles ;
- 2% des liquidités en devises rapatriées au Maroc et cédées sur le marché des changes contre le dirham.

2 – Les effets résultant du paiement de la contribution libératoire

Le paiement de la contribution visée au III-1 ci-dessus libère la personne concernée du paiement des pénalités relatives aux infractions à la réglementation des changes.

De même, le paiement de cette contribution libère les intéressés du paiement de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ainsi que les amendes, pénalités et majorations y afférentes au titre des sanctions pour infraction aux obligations de déclaration, de versement et de paiement prévues par le code général des impôts.

3 – Affectation du produit de la contribution libératoire

Le produit de la contribution libératoire est affecté au « Fonds d'appui à la cohésion sociale ».

IV. – Sanctions

1 – Sanctions pour non-respect des obligations par les personnes concernées

Les personnes physiques et morales concernées qui ne respectent pas les conditions et obligations prévues au II-1 et II-2 ci-dessus ne bénéficient pas des dispositions de la contribution et demeurent soumises à la réglementation des changes et à la législation fiscale en vigueur.

2 – Sanctions pour non-respect des obligations par les établissements de crédit

Les établissements de crédit ayant le statut de banque qui ne versent pas dans le délai fixé au II-3 ci-dessus le montant de la contribution libératoire encourent, en plus du paiement du principal de la contribution libératoire, l'application des sanctions prévues par la loi n° 15-97 formant code de recouvrement des créances publiques, promulguée par le dahir n° 1-00-175 du 28 moharrem 1421 (3 mai 2000), telle qu'elle a été modifiée et complétée.

V. – Dispositions diverses

1 – Durée d'application

Les personnes concernées disposent d'une période d'une année allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2014 pour souscrire la déclaration et payer la contribution libératoire au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger.

2 – Garanties

Les personnes concernées ayant souscrit à la contribution libératoire disposent de la garantie de l'anonymat couvrant l'ensemble des opérations effectuées au titre de cette contribution. A cet effet, elles bénéficient des dispositions prévues par l'article 79 de la loi n° 34-03 précitée relative aux établissements de crédit et organismes assimilés, y compris à l'égard de l'administration.

Il ne peut y avoir, après paiement de la contribution libératoire au titre des avoirs et liquidités détenus à l'étranger, aucune poursuite administrative ou judiciaire à l'encontre des personnes concernées que ce soit en matière de la législation relative à la réglementation des changes ou en matière de législation fiscale.

3 – Dispositions générales

Les avoirs et liquidités déclarés dans le cadre de cet article demeurent régis, pour la période postérieure à la date de déclaration, par les dispositions du dahir n° 1-59-358 précité relatif aux avoirs à l'étranger ou en monnaies étrangères et par les dispositions du code général des impôts.

Prime à la casse

et prime de renouvellement des véhicules affectés aux services publics de transports en commun de voyageurs sur route

Article 5

I. – Il est institué durant la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 une prime à la casse et une prime de renouvellement des véhicules affectés aux services publics de transports en commun de voyageurs sur route.

1 – La prime à la casse est attribuée aux entreprises exploitant des services publics de transports en commun de voyageurs sur route dans la limite de trois véhicules durant le même exercice qui s'engagent à mettre à la disposition de l'administration ou d'une entité désignée par elle, du véhicule à casser en vue de sa démolition et de son retrait définitif de la circulation.

Les véhicules concernés par cette opération doivent remplir les conditions d'âge, de propriété et d'utilisation fixées par voie réglementaire.

Le montant maximum de la prime à la casse est fixé comme suit :

- trois cent mille dirhams (300.000 DH) pour la casse d'un seul véhicule ;
- cent mille dirhams (100.000 DH) pour la casse de chaque véhicule supplémentaire dans la limite de trois véhicules.

2 – La prime de renouvellement est accordée aux entreprises exploitant des services publics de transports en commun de voyageurs sur route dans la limite de deux véhicules durant le même exercice qui s'engagent à :

- mettre le véhicule à renouveler en vue de sa démolition et de son retrait définitif de la circulation à la disposition de l'administration ou de l'entité désignée par elle ;
- acquérir un véhicule neuf dont le nombre de sièges autorisés est supérieur ou égal à 25 places, répondant aux conditions d'utilisation et d'aménagement des véhicules affectés aux services publics de transports en commun de voyageurs sur route et équipé en organes de sécurité exigés par la réglementation en vigueur.

Les véhicules concernés par cette opération doivent remplir les conditions d'âge, de propriété et d'utilisation fixées par voie réglementaire.

Le montant maximum de la prime de renouvellement est de quatre cent mille dirhams (400.000 DH) pour chaque véhicule.

II. – La prime à la casse et la prime de renouvellement prévues au paragraphe I ci-dessus sont attribuées conformément aux dispositions du paragraphe III ci-après.

La priorité sera accordée, dans la limite du budget affecté, aux opérations de renouvellement.

Dans le cas où l'opération de démolition ou de la casse est assurée par une entité désignée par l'administration, ladite entité est tenue de payer à l'administration la contre-valeur arrêtée entre les deux parties pour chaque véhicule démolé ou mis à la casse.

III. – Il est institué une « commission de mise à niveau des services publics de transports en commun de voyageurs sur route » chargée d'examiner les dossiers d'octroi des primes et de fixer les montants des primes à octroyer selon les conditions et les modalités fixées par voie réglementaire.

Cette commission est composée de représentants de l'administration et d'un représentant de la profession. La composition de la commission et les modalités de son fonctionnement sont fixées par voie réglementaire.

IV. – Les primes susvisées sont prises en charge par le budget du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Direction des transports routiers et de la sécurité routière » relevant de l'autorité gouvernementale chargée du transport, dans la limite d'un plafond annuel fixé dans un programme cadre couvrant la période du programme.

Prime pour la mise à niveau des entreprises de services publics de transports en commun de voyageurs sur route

Article 7

I. – Il est institué durant la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 une prime pour la mise à niveau des entreprises de services publics de transports en commun de voyageurs sur route.

La prime est attribuée à toute entreprise qui désire bénéficier du programme de mise à niveau desdites entreprises, sur demande établie selon le modèle fixé par l'autorité gouvernementale chargée du transport et conformément aux conditions du cahier des charges élaboré par la « commission de mise à niveau des services publics de transports en commun de voyageurs sur route » prévue au paragraphe III de l'article 5 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014. Ledit cahier est approuvé par arrêté conjoint du ministre chargé du transport et du ministre chargé des finances.

La prime est attribuée conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 5 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 et son montant ne peut dépasser pour chaque entreprise deux cent mille dirhams (200.000 DH).

II. – La prime précitée est prise en charge par le budget du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Direction des transports routiers et de la sécurité routière » relevant de l'autorité gouvernementale chargée du transport, dans la limite d'un plafond annuel fixé dans un programme cadre couvrant la période du programme.

Prime de renouvellement des véhicules de transport routier de marchandises pour compte d'autrui et de transport public en commun de personnes dans le milieu rural et prime à la casse des véhicules à moteur de transport routier de marchandises pour compte d'autrui

Article 8

Il est institué durant la période allant du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2016 une prime de renouvellement des véhicules de transport routier de marchandises pour compte d'autrui et des véhicules de transport public en commun de personnes dans le milieu rural et une prime à la casse des véhicules à moteur de transport routier de marchandises pour compte d'autrui.

1. – Prime de renouvellement des véhicules de transport routier de marchandises pour compte d'autrui et des véhicules de transport public en commun de personnes dans le milieu rural.

Les véhicules concernés par cette opération doivent remplir les conditions suivantes :

- avoir un âge de 15 ans au moins à la date de dépôt de la demande de renouvellement du véhicule auprès des services compétents relevant du ministère chargé du transport ;
- être en activité pendant au moins une période de 3 mois sans interruption, au cours des douze derniers mois qui précèdent la date de dépôt de la demande de renouvellement précitée ;
- appartenir avant le 1^{er} juin 2013 aux transporteurs ayant demandé de bénéficier de cette prime, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale constituée après le 1^{er} janvier 2014, appartenir, avant le 1^{er} juin 2013, à un ou plusieurs associés de ladite personne morale.

Le propriétaire dont le véhicule est concerné par le renouvellement, doit :

- pour le transport de marchandises pour compte d'autrui, être inscrit dans le registre spécial de la profession avant le 1^{er} janvier 2014. Lorsqu'il s'agit de la personne morale précitée, les associés de cette personne morale doivent être inscrits dans le registre spécial de la profession avant le 1^{er} janvier 2014 ;
- pour le transport public en commun de personnes dans le milieu rural, être titulaire d'un agrément de transport en milieu rural (véhicule de 3^{ème} catégorie, série « C ») à la date du dépôt de la demande.

Le règlement de la prime est subordonné à la satisfaction par les transporteurs éligibles aux conditions suivantes :

– pour le transport routier de marchandises pour compte d'autrui :

- * l'engagement pour l'acquisition d'un véhicule neuf d'un poids total en charge autorisé (PTCA) supérieur ou égal à 15 tonnes ;
- * la mise du véhicule à renouveler en vue de sa démolition et de son retrait définitif de la circulation à la disposition de l'administration ou de l'entité désignée par elle ;
- * le véhicule acquis doit être équipé en organes de sécurité exigés par la réglementation en vigueur.

Les transporteurs de marchandises pour compte d'autrui peuvent bénéficier de trois primes de renouvellement de trois véhicules à moteur pour l'acquisition d'un seul véhicule à moteur répondant aux conditions précitées. Dans ce cas, les transporteurs éligibles doivent satisfaire aux conditions précitées et le montant total des primes de renouvellement doit être inférieur au prix d'acquisition du véhicule à moteur neuf.

– pour le transport public en commun de personnes dans le milieu rural :

- * l'engagement pour l'acquisition d'un véhicule de 15 places d'un âge égal ou inférieur à 2 ans répondant aux conditions d'aménagements techniques des véhicules de 3^{ème} catégorie - série « C » - conformément à la réglementation en vigueur ;
- * la mise du véhicule à renouveler en vue de sa démolition et de son retrait définitif de la circulation à la disposition de l'administration ou de l'entité désignée par elle ;
- * le véhicule acquis doit être équipé en organes de sécurité exigés par la réglementation en vigueur.

L'âge du véhicule est compté à partir de la date de sa première mise en circulation.

Le montant de cette prime est arrêté comme suit :

*Transport routier de marchandises pour compte d'autrui
(Véhicule à moteur)*

| AGE DU VEHICULE A DEMOLIR | MONTANT DE LA PRIME (en dirhams) | | |
|---------------------------|---|--|--|
| | Poids total en charge autorisé supérieur à 3,5 tonnes et inférieur à 8 tonnes | Poids total en charge autorisé supérieur ou égal à 8 tonnes et inférieur ou égal à 14 tonnes | Poids total en charge autorisé supérieur à 14 tonnes |
| Entre 15 et 20 ans | 135.000 | 150.000 | 210.000 |
| Supérieur à 20 ans | 115.000 | 130.000 | 190.000 |

*Transport routier de marchandises pour compte d'autrui
Remorque porte container,
Semi-remorque porte container,
Remorque ou semi-remorque devant être renouvelée
avec son véhicule à moteur*

| AGE DU VEHICULE A DEMOLIR | MONTANT DE LA PRIME (en dirhams) | |
|---------------------------|--|--|
| | POIDS TOTAL EN CHARGE AUTORISE INFERIEUR OU EGAL A 14 TONNES | POIDS TOTAL EN CHARGE AUTORISE SUPERIEUR A 14 TONNES |
| Entre 15 et 20 ans | 110.000 | 130.000 |
| Supérieur à 20 ans | 90.000 | 105.000 |

*Transport public en commun de personnes
dans le milieu rural
(Véhicule de 3^{ème} catégorie, série « C »)*

| AGE DU VEHICULE A DEMOLIR | MONTANT DE LA PRIME (en dirhams) | |
|---------------------------|---|---------------|
| | VEHICULE D'UN AGE INFERIEUR OU EGAL A 2 ANS | VEHICULE NEUF |
| Entre 15 et 20 ans | 90.000 | 110.000 |
| Supérieur à 20 ans | 70.000 | 90.000 |

2.– Prime à la casse des véhicules à moteur de transport routier de marchandises pour compte d'autrui.

Les véhicules concernés par cette opération doivent remplir les conditions suivantes :

- avoir un âge de 15 ans au moins à la date de dépôt de la demande de la casse du véhicule auprès des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale chargée du transport ;
- avoir un poids total en charge autorisé égal ou supérieur à 8 tonnes ;
- être en activité pendant au moins une période de 3 mois sans interruption, au cours des douze derniers mois qui précèdent la date de dépôt de la demande de la casse ;
- appartenir avant le 1^{er} juin 2012 aux transporteurs ayant demandé de bénéficier de cette prime, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale constituée après le 1^{er} janvier 2014, appartenir, avant le 1^{er} juin 2012, à un ou plusieurs associés de cette personne morale.

Le propriétaire du véhicule objet de la casse doit être inscrit dans le registre spécial de la profession avant le 1^{er} janvier 2014. Lorsqu'il s'agit de la personne morale susvisée, les associés de cette personne morale doivent être inscrits dans le registre spécial de la profession avant le 1^{er} janvier 2014.

Le règlement de la prime est subordonné à la mise du véhicule à casser en vue de sa démolition et de son retrait définitif de la circulation à la disposition de l'administration ou de l'entité désignée par elle.

L'âge du véhicule est compté à partir de la date de sa première mise en circulation.

Le montant de cette prime est arrêté comme suit :

*Transport de marchandises pour compte d'autrui
(véhicule à moteur)*

| AGE DU VEHICULE A DEMOLIR | MONTANT DE LA PRIME (en dirhams) | |
|------------------------------|---|---|
| | POIDS TOTAL EN CHARGE AUTORISE INFERIEUR OU EGAL A 14 TONNES | POIDS TOTAL EN CHARGE AUTORISE SUPERIEUR A 14 TONNES |
| Entre 15 et 20 ans | 135.000 | 165.000 |
| Supérieur à 20 ans | 115.000 | 140.000 |

II. – Dans le cas où l'opération de démolition ou de la mise à la casse est assurée par l'entité désignée par l'administration, ladite entité est tenue de payer à l'administration la contre-valeur arrêtée entre les deux parties pour chaque véhicule démolé ou mis à la casse.

III. – Les personnes ayant déposé des dossiers de renouvellement auprès des services compétents relevant de l'autorité gouvernementale chargée du transport avant le 1^{er} janvier 2014 et pour lesquels elles n'ont pas reçu le visa du trésorier ministériel compétent, peuvent bénéficier des dispositions en vigueur en la matière avant cette date.

IV. – Les primes instituées par le présent article sont prises en charge dans le cadre du budget du service de l'Etat géré de manière autonome intitulé « Direction des transports routiers et de la sécurité routière » rattaché à l'autorité gouvernementale chargée du transport dans la limite d'un plafond annuel de trois cent trente millions de dirhams (330.000.000 DH).

II. – RESSOURCES AFFECTEES

Affectation de ressources aux régions

Article 9

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2014, 1 % du produit de l'impôt sur les sociétés.

Article 10

En application des dispositions du premier alinéa de l'article 66 de la loi n° 47-96 relative à l'organisation de la région, il est affecté aux régions, au titre de l'année budgétaire 2014, 1 % du produit de l'impôt sur le revenu.

*Confirmation des affectations résultant
des budgets des services de l'Etat
gérés de manière autonome
et des comptes spéciaux du Trésor*

Article 11

Sous réserve des dispositions de la présente loi de finances, les affectations résultant des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome et des comptes spéciaux du Trésor, ouverts à la date du 31 décembre 2013, sont confirmées pour l'année budgétaire 2014.

Services de l'Etat gérés de manière autonome

Modification des services de l'Etat gérés de manière autonome

Article 11 bis

A compter du 1^{er} janvier 2014, les intitulés des services de l'Etat gérés de manière autonome sont modifiés comme suit :

- « Centre hospitalier provincial de Guelmim » rattaché au ministère de la santé en « Centre hospitalier régional de Guelmim-Es Smara » ;
- « Centre hospitalier préfectoral de Rabat » rattaché au ministère de la santé en « Centre hospitalier régional de Rabat-Salé-Zemmour-Zâer » ;
- « Centre hospitalier provincial de Tétouan » rattaché au ministère de la santé en « Centre hospitalier régional de la wilaya de Tétouan » ;
- « Centre hospitalier provincial de Tanger » rattaché au ministère de la santé en « Centre hospitalier régional de la wilaya de Tanger » ;
- « Institut national d'administration sanitaire » rattaché au ministère de la santé en « Ecole nationale de santé publique » ;
- « Centre de qualification professionnelle des arts traditionnels de Rabat Takaddoum » rattaché au ministère chargé de l'artisanat en « Institut des arts traditionnels Rabat » ;

- « Centre de qualification professionnelle des arts traditionnels de Ouarzazate » rattaché au ministère chargé de l'artisanat en « Institut des arts traditionnels Ouarzazate » ;
- « Centre de qualification professionnelle des arts traditionnels d'Inezgane » rattaché au ministère chargé de l'artisanat en « Institut des arts traditionnels Inezgane ».

COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
« Fonds d'accompagnement des réformes
du transport routier urbain et interurbain »*

Article 12

A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions de l'article 19 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hja 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 19. – I. – En vue urbain et interurbain" dont :

« • le ministre chargé de l'intérieur est ordonnateur pour
« les opérations se rapportant au transport urbain par autobus,
« au transport par taxi de première catégorie, au transport par
« taxi de deuxième catégorie, au transport par tramway et
« par tout moyen de transport collectif urbain quel qu'en
« soit la nature ;

« • et le ministre chargé du transport est ordonnateur pour
« les opérations se rapportant au transport de
« marchandises pour compte d'autrui, au transport de
« voyageurs par autocars et au transport mixte.

« II. - Ce compte retracera :

« Au crédit :

- « – les versements du budget général ;
- « – les versements des collectivités territoriales ;
- « – les versements des établissements publics et entreprises
« publiques ;
- « – les dons et legs ;
- « – les recettes diverses.

« Au débit :

- « – les dépenses du secteur ;
- « – les dépenses
« voie réglementaire ;
- « – les versements afférents à la réalisation des études, de
« l'investissement initial ou différé et à l'exploitation des
« projets de transport par tramway et de transport collectif
« urbain quel qu'en soit la nature dans un cadre
« conventionnel. Les modalités d'exécution des projets
« réalisés dans ce cadre sont définies par un comité dont
« la composition et le fonctionnement sont fixés par arrêté
« conjoint du ministre chargé de l'intérieur et du ministre
« chargé des finances.

« III. – Les versements précités des collectivités territoriales
« sont affectés aux dépenses afférentes aux opérations
« d'accompagnement se rapportant au transport urbain par
« autobus, au transport par taxi de première et deuxième
« catégories, au transport par tramway et par tout moyen de
« transport collectif urbain quel qu'en soit la nature. »

*Modification du compte d'affectation spéciale
intitulé « Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes »*

Article 12 bis

A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions de l'article 43 de la loi de finances pour l'année 1994 n° 32-93, promulguée par le dahir n° 1-94-123 du 14 ramadan 1414 (25 février 1994), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 43. – I. – En vue de permettre..... de
« l'emploi des jeunes".

« Sont ordonnateurs des dépenses dudit compte :

« – le ministre chargé des finances,
«7 du paragraphe II ci-dessous ;

« – le ministre chargé de l'emploi en ce qui concerne les
« dépenses prévues aux 4 et 5 du paragraphe II ci-dessous
« et aux 2^e et 3^e alinéas.....
« (23 juillet 2002) ;

« – le ministre chargé de la formation professionnelle en ce
« qui concerne les dépenses prévues au 6 du paragraphe II
« ci-dessous ;

« – le ministre chargé de l'industrie et du commerce
« du paragraphe II ci-dessus ;

« – le ministre chargé de l'agriculture.....
« n° 53-00 susvisée.

« II. –

(la suite sans modification)

*Modification du compte d'affectation spéciale
intitulé « Fonds de la réforme agraire »*

Article 13

A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions du paragraphe II de l'article 42 du dahir n° 1012-68 du 11 chaoual 1388 (31 décembre 1968) portant loi de finances pour l'année 1969, tel qu'il a été modifié et complété, sont complétées comme suit :

« Article 42. – II. – Ce compte retracera :

« Au crédit :

- «
- «

« *Au débit :*

- « »
 « – Le versement d'indemnités a été ordonné ;
 « – Les versements afférents à l'exécution des décisions
 « judiciaires et des décisions administratives relatives à la
 « réforme agraire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale
 intitulé « Fonds d'appui à la cohésion sociale »*

Article 13 bis

A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions de l'article 18 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012 promulguée par le dahir n°1-12-10 du 24 joumada II 1433 (16 mai 2012), tel qu'il a été abrogé et remplacé par l'article 25 de la loi de finances n°115-12 pour l'année budgétaire 2013 promulguée par le dahir n°1-12-57 du 14 safar 1434 (28 décembre 2012), sont complétées comme suit :

« *Article 18. - I.-* En vue
 « ordonnateur.

« II.- Ce compte retracera :

« *Au crédit :*

- « – le produit de la contribution libératoire au titre des avoirs
 « et liquidités à l'étranger instituée par l'article 4 *ter* de la loi
 « de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 ;
 « – le produit de la contribution sociale de solidarité sur les
 « bénéfiques et revenus prévue par l'article 267 du code
 « général des impôts ;
 « – le produit de la contribution sociale de solidarité sur les
 « livraisons à soi-même de construction d'habitation
 « personnelle prévue par l'article 274 du Code général des
 « impôts ;
 « – 50% du produit de la taxe aérienne pour la solidarité et la
 « promotion touristique ;
 « – 4,5% du produit
 « (9 octobre 1977) ;
 «
 «

« *Au débit :*

- « »
 « »
 « – les versements, spéciale ;
 « – le versement d'aide directe aux femmes veuves en
 « situation de précarité, dont les conditions, les critères
 « d'éligibilité pour bénéficier de ces aides, les montants
 « ainsi que les modalités de leur versement sont fixés par
 « voie réglementaire. »

*Modification du compte d'affectation spéciale intitulé
 « Fonds de solidarité habitat et intégration urbaine »*

Article 14

A compter du 1^{er} janvier 2014, les dispositions du paragraphe I de l'article 24 de la loi de finances n°44-01 pour l'année budgétaire 2002, promulguée par le dahir n° 1-01-346 du 15 chaoual 1422 (31 décembre 2001), tel qu'il a été modifié et complété, sont modifiées comme suit :

« *Article 24. - I. -* En vueil est créé
 «intégration urbaine" dont le ministre
 « chargé de l'habitat et de la politique de la ville est ordonnateur. »

*Suppression du compte de prêts intitulé
 « Prêts aux coopératives agricoles »*

Article 15

Le compte de prêts intitulé « Prêts aux coopératives agricoles » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le solde du compte de prêts précité, disponible à la date du 31 décembre 2013, est imputé au budget général.

*Suppression du compte de prêts
 intitulé « Prêts à des Etats étrangers »*

Article 16

Le compte de prêts intitulé « Prêts à des Etats étrangers » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le solde du compte de prêts précité, disponible à la date du 31 décembre 2013, est imputé au budget général.

*Suppression du compte de prêts
 intitulé « Prêts à l'Office national des chemins de fer (O.N.C.F.) »*

Article 17

Le compte de prêts intitulé « Prêts à l'Office national des chemins de fer (O.N.C.F.) » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le solde du compte de prêts précité, disponible à la date du 31 décembre 2013, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre 1.1.0.0.13.000, article 8500, paragraphe 90 « recettes diverses ».

Suppression du compte d'avances intitulé

*« Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales
et des légumineuses et aux coopératives agricoles »*

Article 18

Le compte d'avances intitulé « Avances à l'Office national interprofessionnel des céréales et des légumineuses et aux coopératives agricoles » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le solde du compte d'avances précité, disponible à la date du 31 décembre 2013, est imputé au budget général.

Suppression du compte d'avances intitulé

*« Avances à la Banque nationale
pour le développement économique »*

Article 19

Le compte d'avances intitulé « Avances à la Banque nationale pour le développement économique » est supprimé à compter du 1^{er} janvier 2014.

Le solde du compte d'avances précité, disponible à la date du 31 décembre 2013, est versé au budget général et pris en recettes au chapitre I.1.0.0.13.000, article 8500, paragraphe 90 « recettes diverses ».

TITRE II

Dispositions relatives aux charges

I. – BUDGET GENERAL

Habilitation

Article 20

Conformément aux dispositions de l'article 43 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le gouvernement est autorisé, en cas de nécessité impérieuse d'intérêt national, à ouvrir en cours d'année, par décrets, des crédits supplémentaires.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

Création d'emplois

Article 21

Il est créé 17.975 emplois au titre du budget général pour l'année budgétaire 2014.

I. – 17.925 emplois au profit des ministères et institutions suivants :

| DEPARTEMENTS MINISTERIELS ET INSTITUTIONS | NOMBRE D'EMPLOIS |
|---|------------------|
| Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle : | 7.005 |
| – Education nationale | 7.000 |
| – Formation professionnelle | 5 |
| Ministère de l'intérieur..... | 4.000 |
| Ministère de la santé..... | 2.000 |
| Administration de la défense nationale..... | 1.800 |
| Ministère de l'économie et des finances..... | 1.000 |
| Ministère des Habous et des affaires islamiques..... | 350 |
| Ministère de la justice et des libertés..... | 300 |
| Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation des cadres..... | 300 |
| Cour Royale..... | 200 |
| Ministère de l'équipement, du transport et de la logistique..... | 200 |
| Délégation générale à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion..... | 200 |
| Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime : | 100 |
| – Agriculture..... | 90 |
| – Pêche maritime | 10 |
| Ministère de l'énergie, des mines, de l'eau et de l'environnement : | 70 |
| – Eau..... | 50 |
| – Energie et mines..... | 10 |
| – Environnement..... | 10 |
| Chef du Gouvernement..... | 50 |
| Ministère des affaires étrangères et de la coopération.. | 50 |
| Ministère de la jeunesse et des sports | 50 |
| Haut commissariat aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification..... | 50 |
| Juridictions financières..... | 20 |
| Secrétariat général du gouvernement..... | 20 |
| Ministère de la culture..... | 15 |
| Chambre des représentants..... | 10 |
| Chambre des conseillers | 10 |
| Ministère de la communication..... | 10 |
| Ministère du tourisme..... | 10 |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la Gouvernance..... | 10 |
| Ministère de l'artisanat, de l'économie sociale et solidaire | 10 |
| Ministère de l'industrie, du commerce, de l'investissement et de l'économie numérique : | 10 |
| – Industrie, commerce, investissement et économie numérique..... | 9 |
| – Commerce extérieur..... | 1 |
| Ministère de l'habitat et de la politique de la ville.. | 10 |
| Ministère chargé des relations avec le parlement et la société civile..... | 10 |
| Ministère délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé de la fonction publique et de la modernisation de l'administration | 10 |
| Haut commissariat au plan..... | 10 |
| Ministère de la solidarité, de la femme, de la famille et du développement social | 10 |
| Conseil économique, social et environnemental .. | 10 |
| Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire national | 10 |
| Ministère de l'emploi et des affaires sociales | 5 |
| TOTAL..... | 17.925 |

II. – Le gouvernement est habilité à répartir 50 emplois entre les différents départements ministériels ou institutions.

Rationalisation de l'utilisation des postes devenus vacants en cours d'année budgétaire

Article 22

A compter du 1^{er} janvier 2014, sous réserve des dispositions de l'article 43 de la loi de finances n° 8-96 pour l'année budgétaire 1996-1997 tel qu'il a été modifié et complété et des dispositions de l'article 22 de la loi de finances n° 48-09 pour l'année budgétaire 2010, tel qu'il a été abrogé et remplacé par l'article 32 de la loi de finances n° 22-12 pour l'année budgétaire 2012, les postes devenus vacants en cours d'année budgétaire sont utilisés exclusivement pour la régularisation des situations de réintégration suite au détachement, à la mise en disponibilité ou en exécution des décisions judiciaires.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux postes des ministères et institutions prévues au dernier alinéa de l'article 43 de la loi de finances n° 8-96 précitée et aux postes prévues au dernier alinéa de l'article 22 de la loi de finances n° 48-09 précitée.

Annulation des crédits de paiement n'ayant pas fait l'objet d'engagement

Article 23

I. – Sont annulés les crédits de paiement ouverts par la loi de finances pour l'année budgétaire 2013 au titre des dépenses d'investissement du budget général qui, à la date du 31 décembre 2013, n'ont pas fait l'objet d'engagements de dépenses visés par les services de la Trésorerie générale du Royaume.

II. – Les dispositions du paragraphe I ci-dessus ne sont pas applicables aux crédits de paiement ouverts au titre de l'année 2013 au profit des programmes et projets bénéficiant de fonds de concours extérieurs sous forme de dons.

III. – Sont annulés de droit les crédits d'investissement du budget général reportés des exercices 2010 et antérieurs sur les exercices 2011 et ultérieurs correspondant à des opérations de dépenses qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

IV. – Lorsque les crédits d'investissement reportés correspondent à des marchés achevés, lesdits crédits et les engagements correspondants sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Habilitation

Article 24

Conformément aux dispositions de l'article 70 de la Constitution, le Gouvernement est autorisé à créer, par décrets, des services de l'Etat gérés de manière autonome pendant l'année budgétaire 2014.

Les décrets visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Habilitation

Article 25

I. – Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, le Gouvernement est autorisé, en cas d'urgence et de nécessité impérieuse, à créer, par décrets, de nouveaux comptes spéciaux du Trésor pendant l'année budgétaire 2014.

Les nouveaux comptes spéciaux du Trésor visés ci-dessus doivent être soumis à la ratification du Parlement dans la plus prochaine loi de finances.

II. – Conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, est ratifié le décret ci-après, pris en vertu de l'article n° 36 de la loi de finances n° 115-12 pour l'année budgétaire 2013 :

Le décret n° 2-13-166 du 13 jourmada I 1434 (25 mars 2013) portant création d'un compte d'affectation spéciale intitulé « Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe ».

Annulation des crédits et des engagements n'ayant pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé

Article 26

I. – Sont annulés de droit les crédits correspondant à des opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportés des exercices 2010 et antérieurs sur les exercices 2011 et ultérieurs et qui n'ont pas fait l'objet d'ordonnancement dûment visé par les services de la Trésorerie générale du Royaume durant la période allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2013 dont les travaux ou prestations correspondants n'ont pas été réalisés et au titre desquelles aucune procédure judiciaire n'a été engagée. Les engagements correspondant auxdits crédits sont également annulés de droit.

II. – Lorsque les opérations de dépenses des comptes d'affectation spéciale reportées correspondent à des marchés achevés, les crédits et les engagements y afférents sont annulés de droit.

Les modalités d'application de cet article seront fixées par voie réglementaire.

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain »

Article 27

Le montant des dépenses que le Chef du gouvernement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier »

Article 28

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'équipement est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial routier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à trois milliards de dirhams (3.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle »

Article 29

Le montant des dépenses que le ministre chargé de la culture est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national pour l'action culturelle », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à trois cent millions de dirhams (300.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport »

Article 30

Le montant des dépenses que le ministre chargé des sports est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national du développement du sport », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à un milliard de dirhams (1.000.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage »

Article 31

Le montant des dépenses que le ministre chargé de l'intérieur est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à six cent millions de dirhams (600.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier »

Article 32

Le montant des dépenses que le Haut commissaire aux eaux et forêts et à la lutte contre la désertification est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds national forestier », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à deux cent millions de dirhams (200.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires »

Article 33

Le montant des dépenses que le Délégué général à l'administration pénitentiaire et à la réinsertion est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à quatre cent millions de dirhams (400.000.000 DH).

Engagement par anticipation sur le compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées Royales »

Article 34

Le montant des dépenses que le ministre délégué auprès du Chef du gouvernement chargé de l'administration de la défense nationale est autorisé à engager pendant l'année budgétaire 2014, au titre du compte de dépenses sur dotations intitulé « Acquisition et réparation des matériels des Forces armées Royales », par anticipation sur les crédits qui lui seront ouverts pour l'année budgétaire 2015, est fixé à trente-neuf milliards huit cent cinquante et un millions de dirhams (39.851.000.000 DH).

Opérations des comptes spéciaux du Trésor

Article 35

Par dérogation aux dispositions de l'article 20 (dernier alinéa) de la loi organique n° 7-98 relative à la loi de finances, l'exécution des opérations des comptes spéciaux du Trésor ouverts à la date du 31 décembre 2013, ainsi que l'imputation directe sur certains de ces comptes de dépenses résultant du paiement de traitements ou indemnités, continueront d'être effectuées, pendant l'année budgétaire 2014, conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur à cette date.

TITRE III

Dispositions relatives à l'équilibre des ressources et des charges de l'Etat

Article 36

Pour l'année budgétaire 2014, les ressources affectées au budget général, aux services de l'Etat gérés de manière autonome et aux comptes spéciaux du Trésor, telles qu'elles sont évaluées dans le tableau « A » annexé à la présente loi de finances, ainsi que les plafonds des charges et l'équilibre général qui en résulte sont fixés aux montants suivants (en dirhams) :

| I – RESSOURCES DE L'ETAT : | RESSOURCES |
|--|------------------------|
| – Ressources du budget général : | 262 330 430 000 |
| – Impôts directs et taxes assimilées..... | 77 167 000 000 |
| – Impôts indirects | 80 630 000 000 |
| – Droits de douane | 7 700 000 000 |
| – Droits d'enregistrement et de timbre..... | 14 660 500 000 |
| – Produits des cessions de participations de l'Etat..... | Mémoire |
| – Produits de monopoles, d'exploitations et des participations financières de l'Etat.... | 10 841 000 000 |
| – Produits et revenus du domaine..... | 464 500 000 |
| – Recettes diverses..... | 4 755 430 000 |
| – Recettes d'emprunts, dons et legs..... | 66 112 000 000 |
| – Ressources des budgets des services de l'Etat gérés de manière autonome..... | 3 090 438 000 |
| – Ressources des comptes spéciaux du Trésor.... | 69 756 392 000 |
| TOTAL DES RESSOURCES DE L'ÉTAT..... | 335 177 260 000 |
| II. – CHARGES DE L'ETAT : | PLAFONDS DES CHARGES |
| – Dépenses de fonctionnement du budget général : | 199 353 163 000 |
| – Dépenses de personnel..... | 103 700 000 000 |
| – Dépenses de matériel et dépenses diverses..... | 30 959 163 000 |
| – Charges communes..... | 62 028 000 000 |
| – Dépenses imprévues et dotations provisionnelles.. | 2 666 000 000 |
| – Dépenses en intérêts et commissions se rapportant à la dette publique..... | 23 934 667 000 |
| – Dépenses relatives aux amortissements de la dette à moyen et long termes..... | 33 378 262 000 |
| – Dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome..... | 2 185 908 000 |
| – Dépenses d'investissement du budget général... | 49 502 282 000 |
| – Dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome..... | 904 530 000 |
| – Dépenses des comptes spéciaux du Trésor..... | 57 942 473 000 |
| TOTAL DES CHARGES DE L'ÉTAT..... | 367 201 285 000 |
| III. – EXCEDENT DES CHARGES SUR LES RESSOURCES (II-I) | 32 024 025 000 |

*Autorisation d'emprunter et d'émettre
tout autre instrument financier*

Article 37

Le Gouvernement est autorisé à procéder aux émissions d'emprunts et de tout autre instrument financier, à l'étranger, pendant l'année budgétaire 2014, dans la limite du montant de la prévision des recettes inscrites au chapitre 1.1.0.0.0.13.000, article 8500, paragraphe 22 du budget général : « recettes d'emprunt, contre-valeur des emprunts extérieurs ».

Article 38

Pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2014, l'ensemble des charges du Trésor, est autorisée l'émission d'emprunts intérieurs et tout autre instrument financier.

Gestion active de la dette intérieure

Article 39

Le gouvernement est autorisé à émettre des emprunts intérieurs pour effectuer des opérations de gestion active de la dette intérieure à travers des rachats, des échanges et des mises en pension des bons du Trésor.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES

**DEPENSES DU BUDGET GENERAL,
DES BUDGETS DES SERVICES DE L'ETAT
GERES DE MANIERE AUTONOME
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR**

I. – BUDGET GENERAL

Article 40

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2014, au titre des dépenses de fonctionnement du budget général, est fixé à la somme de cent quatre-vingt-dix-neuf milliards trois cent cinquante-trois millions cent soixante-trois mille dirhams (199.353.163.000 DH).

Ces crédits sont répartis par chapitre conformément au tableau « B » annexé à la présente loi de finances.

Article 41

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement du budget général est fixé à la somme de quatre-vingt-six milliards six cent quarante-sept millions sept cent quatre-vingt-deux mille dirhams (86.647.782.000 DH), dont quarante-neuf milliards cinq cent deux millions deux cent quatre-vingt-deux mille dirhams (49.502.282.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et ces crédits d'engagement sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « C » annexé à la présente loi de finances.

Article 42

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2014, au titre des dépenses de la dette publique du budget général, est fixé à la somme de cinquante-sept milliards trois cent douze millions neuf cent vingt-neuf mille dirhams (57.312.929.000 DH).

Ces crédits sont répartis, par chapitre, conformément au tableau « D » annexé à la présente loi de finances.

II. – SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

Article 43

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2014, au titre des dépenses d'exploitation des services de l'Etat gérés de manière autonome, est fixé à la somme de deux milliards cent quatre-vingt-cinq millions neuf cent huit mille dirhams (2.185.908.000 DH).

Ces crédits sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « E » annexé à la présente loi de finances.

Article 44

Le montant des crédits de paiement et des crédits d'engagement ouverts au titre des dépenses d'investissement des services de l'Etat gérés de manière autonome est fixé à la somme d'un milliard cinquante-sept millions cinq cent trente mille dirhams (1.057.530.000 DH) dont neuf cent quatre millions cinq cent trente mille dirhams (904.530.000 DH) en crédits de paiement.

Ces crédits de paiement et d'engagement sont répartis par département ministériel et par service, conformément au tableau « F » annexé à la présente loi de finances.

III. – COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Article 45

Le montant des crédits ouverts pour l'année budgétaire 2014, au titre des opérations des comptes spéciaux du Trésor, est fixé à la somme de cinquante-sept milliards neuf cent quarante-deux millions quatre cent soixante-treize mille dirhams (57.942.473.000 DH).

Ces crédits sont répartis par catégorie et par compte, conformément au tableau « G » annexé à la présente loi de finances.

*

* *

Tableau (A)
(Article 36)
EVALUATION GLOBALE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL,
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME
ET DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014
(En dirhams)
I. Budget général

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|----------------|--|--|---|--|
| 1.1.0.0.02.000 | 0000 | | COUR ROYALE | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Droits de chancellerie sur les armoiries et les blasons | Mémoire |
| | | 20 | Recettes au titre des ordres du Royaume | 50 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 50 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE COUR ROYALE | 50 000 |
| 1.1.0.0.05.000 | 0000 | | JURIDICTIONS FINANCIERES | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Débets juridictionnels | Mémoire |
| | | 20 | Condamnations au remboursement prononcées par les juridictions financières | Mémoire |
| | | 30 | Amendes, astreintes et autres sanctions prononcées par les juridictions financières | Mémoire |
| | | 40 | Intérêts de retard au titre des sanctions prononcées par les juridictions financières | Mémoire |
| | | 50 | Reprographie pour consultation des dossiers | Mémoire |
| | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | Mémoire | | |
| | TOTAL DU CHAPITRE JURIDICTIONS FINANCIERES | Mémoire | | |
| 1.1.0.0.06.000 | 3000 | | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | |
| | | | DOMAINE JUDICIAIRE | |
| | | 10 | Amendes et condamnations pécuniaires prononcées par les juridictions | 30 000 000 |
| | | 20 | Amendes transactionnelles et diverses autres que celles prononcées par les juridictions | 250 000 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 2 000 000 |
| | TOTAL DE L'ARTICLE DOMAINE JUDICIAIRE | 282 000 000 | | |
| | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | 282 000 000 | | |
| 1.1.0.0.07.000 | 6000 | | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | |
| | | | MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES | |
| | | 10 | Droits de chancellerie | 310 000 000 |
| | 20 | Taxes perçues par les agents diplomatiques et consulaires au titre des actes relatifs à la navigation, au commerce et aux divers certificats d'origine, de débarquement, de provenance et de douanes | 200 000 | |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|--|---|--|
| 1.1.0.0.08.000 | 0000 | 30 | Recettes diverses | 2 500 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES | 312 700 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | 312 700 000 |
| | | | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Produits des confiscations, transactions et condamnations pour contravention à la réglementation des prix | 700 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 5 500 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 6 200 000 |
| | | | DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE | |
| | | 10 | Redevances pour délivrance de copies des procès-verbaux des accidents de la circulation | 300 000 |
| 20 | Vacations pour services payés de police | Mémoire | | |
| 30 | Recettes diverses | 200 000 | | |
| | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DE LA SURETE NATIONALE | 500 000 | |
| 1.1.0.0.0.10.000 | 0000 | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INTERIEUR | 6 700 000 |
| | | | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Droits d'inscription | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | 30 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 30 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES | 30 000 |
| | | | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Recettes diverses | 2 000 000 |
| | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 2 000 000 | |
| | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 2 000 000 | |
| 1.1.0.0.0.12.000 | 0000 | | MINISTERE DE LA SANTE | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Droits de police sanitaire et de visite sanitaire | 10 000 |
| | | 20 | Remboursement de fournitures pharmaceutiques et de matériel, de frais de traitement et d'hospitalisation dans les formations sanitaires | 100 000 |
| | | 30 | Droits d'analyse des laboratoires | 5 000 |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 | |
|------------------|---------|--|--|---|--------------------|
| 1.1.0.0.0.13.000 | 8100 | 40 | Recettes diverses | 1 100 000 | |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 1 215 000 | |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA SANTE | 1 215 000 | |
| | | | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | | |
| | | 10 | Pénalités et amendes autres que fiscales | 50 000 | |
| | | 20 | Reversement par la Société Nationale des Transports et de la Logistique (SNTL) des crédits non utilisés au titre des achats de véhicules automobiles | Mémoire | |
| | | 30 | Créances sur le Trésor prescrites | 60 000 000 | |
| | | 40 | Prélèvement sur les produits des jeux de hasard | Mémoire | |
| | | 50 | Prélèvement sur les enjeux de courses de chevaux et de lévriers | Mémoire | |
| | 60 | Contribution des collectivités locales aux dépenses supportées par le budget général | Mémoire | | |
| | 70 | Recettes diverses | 150 000 000 | | |
| | 8200 | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 210 050 000 |
| | | | | DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES | |
| | | 10 | Recettes diverses | 100 000 | |
| | 8300 | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET GENERALES | 100 000 |
| | | | | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | |
| | | 10 | Droits de douane | | |
| | | 11 | Droits d'importation | 7 700 000 000 | |
| | | 12 | Prélèvement fiscal à l'importation | Mémoire | |
| | | 13 | Redevance sur l'exploitation des phosphates | Mémoire | |
| | | 14 | Taxe uniforme | Mémoire | |
| | | 15 | Droits de timbre recouverts par l'administration des douanes | 5 500 000 | |
| | | 16 | Droits de chancellerie | 12 700 000 | |
| | | 17 | Taxes sur les transports privés | 3 000 000 | |
| | | 20 | Taxes intérieures de consommation | | |
| | | 21 | Taxes sur les vins et alcools | 524 000 000 | |
| | | 22 | Taxe sur les bières | 793 000 000 | |
| | | 23 | Taxes sur les boissons gazeuses et les limonades | 294 000 000 | |
| | | 24 | Taxe sur le sucre, les produits sucrés, la saccharine et autres substances édulcorantes artificielles | Mémoire | |
| | | 25 | Droits d'essai et de garantie sur les matières d'argent, d'or et de platine | 9 000 000 | |
| | | 26 | Taxes sur les chapes en caoutchouc, bandages, chambres à air et pneumatiques | Mémoire | |
| | 27 | Taxe sur les produits énergétiques | 13 621 000 000 | | |
| | 28 | Taxe sur les tabacs manufacturés | 8 193 600 000 | | |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|----------|---------|------------|---|--|
| | | 30 | Taxe sur la valeur ajoutée | |
| | | 31 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'importation | 34 192 400 000 |
| | | 32 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 694 000 000 |
| | | 40 | Produits des confiscations | 30 500 000 |
| | | 50 | Taxe d'inspection | |
| | | 51 | Taxe d'inspection sanitaire des plantes, parties de plantes et des produits végétaux à l'importation et à l'exportation | 14 300 000 |
| | | 52 | Taxe d'inspection sanitaire à l'importation et à l'exportation d'animaux et de produits animaux | 2 000 000 |
| | | 60 | Majorations sur les obligations cautionnées et intérêts de retard | 74 000 000 |
| | | 70 | Produits des services rendus au titre de l'utilisation par les usagers des systèmes informatiques de l'Administration des Douanes et Impôts indirects | 90 000 000 |
| | | 80 | Redevance gazoduc | 2 483 000 000 |
| | | 90 | Recettes diverses | 6 000 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 68 742 000 000 |
| | 8400 | | DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | |
| | | 10 | Impôts directs | |
| | | 11 | Impôt sur les sociétés | 39 710 000 000 |
| | | 12 | Impôt sur le revenu | 35 137 000 000 |
| | | 20 | Taxes assimilées | |
| | | 21 | Taxe de licence sur les débits de boissons | 52 000 000 |
| | | 22 | Taxe professionnelle | 295 000 000 |
| | | 23 | Taxe d'habitation | 43 000 000 |
| | | 30 | Impôts sur les tabacs | Mémoire |
| | | 40 | Taxe sur la valeur ajoutée | |
| | | 41 | Taxe sur la valeur ajoutée à l'intérieur | 22 309 000 000 |
| | | 50 | Droits d'enregistrement | |
| | | 51 | Droits sur les mutations | 7 697 000 000 |
| | | 52 | Droits sur les autres conventions | 1 764 000 000 |
| | | 53 | Droits sur les actes judiciaires et extra-judiciaires | Mémoire |
| | | 54 | Taxes judiciaires | Mémoire |
| | | 55 | Taxe sur les actes et conventions | Mémoire |
| | | 56 | Assistance judiciaire | Mémoire |
| | | 57 | Taxe sur les contrats d'assurances | 918 000 000 |
| | | 58 | Droits divers et recettes accessoires | Mémoire |
| | | 60 | Droits de timbre | |
| | | 61 | Timbre unique et papier de dimension | 560 000 000 |
| | | 62 | Timbre sur ordonnancement | 446 000 000 |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|----------|---------|------------|--|--|
| | | 63 | Carte d'identité | Mémoire |
| | | 64 | Passeports | 213 000 000 |
| | | 65 | Immatriculation des étrangers | 9 000 000 |
| | | 66 | Permis de chasse et de port d'armes | 23 000 000 |
| | | 67 | Timbre sur documents automobiles | 1 045 000 000 |
| | | 68 | Droit de timbre spécial sur les titres d'importation | 27 000 000 |
| | | 70 | Taxe spéciale annuelle sur les véhicules automobiles | |
| | | 71 | Taxe principale et duplicata | 1 953 000 000 |
| | | 80 | Majorations de retard et pénalités | |
| | | 81 | Majoration pour défaut, retard ou insuffisance de déclaration | 530 000 000 |
| | | 82 | Pénalités pour paiement tardif | 442 000 000 |
| | | 83 | Majoration de retard | 958 000 000 |
| | | 84 | Produits des transactions sur les contraventions en matière fiscale | Mémoire |
| | | 90 | Recettes diverses et exceptionnelles | |
| | | 91 | Recettes fiscales exceptionnelles | Mémoire |
| | | 92 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION GENERALE DES IMPOTS | 114 131 000 000 |
| | | | DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES | |
| | 8500 | 10 | Recettes ordinaires | |
| | | 11 | Produits à provenir de Bank Al Maghrib | 894 000 000 |
| | | 12 | Produits à provenir de la Caisse de dépôt et de gestion | 360 000 000 |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office des changes | 250 000 000 |
| | | 14 | Produits à provenir du crédit agricole du Maroc (CAM) | 100 000 000 |
| | | 15 | Produits à provenir de la Banque Centrale Populaire | 42 000 000 |
| | | 16 | Produits à provenir du Fonds d'Equipeement Communal (FEC) | 250 000 000 |
| | | 17 | Intérêts sur placements et avances | 9 342 000 |
| | | 18 | Intérêts sur les opérations de gestion de la Trésorerie Publique | 100 000 000 |
| | | 20 | Recettes d'emprunt | |
| | | 21 | Emprunts intérieurs à moyen et long termes | 40 000 000 000 |
| | | 22 | Contre-valeur des emprunts extérieurs | 24 000 000 000 |
| | | 23 | Produit des bons d'équipement sur réserve d'investissement | Mémoire |
| | | 24 | Recettes provenant de l'emprunt obligatoire | Mémoire |
| | | 30 | Dons et legs | |
| | | 31 | Dons | 2 112 000 000 |
| | | 32 | Prélèvement sur le fonds de contre-valeur des biens fournis par les gouvernements des pays amis et des organismes internationaux | Mémoire |
| | | 40 | Recettes en atténuation des dépenses de la dette amortissable et de la dette flottante | 563 000 000 |
| | | 50 | Commissions sur prêts rétrocédés | Mémoire |
| | | 60 | Commission de garantie sur emprunts intérieurs et extérieurs | Mémoire |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|----------|---------|------------|---|--|
| | | 70 | Dividendes au titre des participations de l'Etat dans les sociétés et organismes internationaux | 32 000 000 |
| | | 80 | Remboursement de l'avance de l'Etat au profit des fonctionnaires et agents de l'Etat pour l'accès à la propriété de logements sociaux | Mémoire |
| | | 90 | Recettes diverses | 95 656 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURES | 68 807 998 000 |
| | 8600 | | DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION | |
| | | 10 | Produits des monopoles, parts de bénéfices et contributions des établissements publics | |
| | | 11 | Produits à provenir de l'Agence Nationale de la Conservation Foncière, du Cadastre et de la Cartographie (ANCFCC) | 2 500 000 000 |
| | | 12 | Produits à provenir de l'Agence Nationale de Réglementation des Télécommunications (ANRT) | 180 000 000 |
| | | 13 | Produits à provenir de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 300 000 000 |
| | | 14 | Produits à provenir de l'Office National des Pêches (ONP) | Mémoire |
| | | 15 | Produits à provenir de l'Agence Nationale des Ports (ANP) | 90 000 000 |
| | | 16 | Produits à provenir du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) | 25 000 000 |
| | | 17 | Produits à provenir de l'Office Marocain de la Propriété Industrielle et Commerciale (OMPIC) | 4 000 000 |
| | | 18 | Produits à provenir de l'Etablissement Autonome de Contrôle et de Coordination des Exportations (EACCE) | 15 000 000 |
| | | 19 | Produits à provenir des autres établissements publics | Mémoire |
| | | 20 | Dividendes à provenir des sociétés à participation publique | |
| | | 21 | Dividendes à provenir de la société "OCP S.A" | 3 000 000 000 |
| | | 22 | Dividendes à provenir de la Société Itissalat Al Maghrib (IAM) | 1 815 000 000 |
| | | 23 | Dividendes à provenir de la Société Holding d'Aménagement Al Omrane (HAO) | 150 000 000 |
| | | 24 | Dividendes à provenir de la Société Nationale du Transport et de la Logistique (SNTL) | 35 000 000 |
| | | 25 | Dividendes à provenir de la Société d'Exploitation des Ports (Marsa Maroc) | 200 000 000 |
| | | 26 | Dividendes à provenir de la Société d'Aménagement Ryad | 25 000 000 |
| | | 27 | Dividendes à provenir de Barid Al Maghrib (BAM) | 54 000 000 |
| | | 28 | Dividendes à provenir de la société de productions biologiques, pharmaceutiques et vétérinaires (BIOPHARMA) | 5 000 000 |
| | | 29 | Dividendes à provenir de l'Office National Interprofessionnel des Céréales et Légumineuses (ONICL) | 55 000 000 |
| | | 30 | Dividendes à provenir d'autres sociétés | |
| | | 31 | Dividendes à provenir de la Royal Air Maroc (RAM) | 25 000 000 |
| | | 32 | Dividendes à provenir de la Société Royale d'Encouragement du Cheval (SOREC) | 30 000 000 |
| | | 33 | Dividendes à provenir de la Société Nationale de Commercialisation de Semences (SONACOS) | 25 000 000 |
| | | 34 | Dividendes à provenir des participations financières de l'Etat à diverses sociétés | Mémoire |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 | |
|------------------|---------|------------|--|--|--|
| 1.1.0.0.0.17.000 | 8700 | 40 | Redevances pour l'occupation du domaine public et autres produits | | |
| | | 41 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'ltissalat Al Maghrib (IAM) | 100 000 000 | |
| | | 42 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Office National des Aéroports (ONDA) | 100 000 000 | |
| | | 43 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant de l'Agence Nationale des Ports (ANP) | 60 000 000 | |
| | | 44 | Redevances pour l'occupation du domaine public provenant d'autres organismes | Mémoire | |
| | | 45 | Produits à provenir d'opérateurs de télécommunications | Mémoire | |
| | | 46 | Produits divers | 120 000 000 | |
| | | 50 | Produits de cession des participations de l'Etat | Mémoire | |
| | | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ENTREPRISES PUBLIQUES ET DE LA PRIVATISATION | 8 913 000 000 |
| | | | | DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE | |
| | 8800 | 10 | Redevances pour délivrance de copies des procès- verbaux des accidents de la circulation | 270 000 | |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire | |
| | | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES ASSURANCES ET DE LA PREVOYANCE SOCIALE | 270 000 |
| | | | | DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT | |
| | | 10 | Vente d'immeubles domaniaux ruraux | 25 000 000 | |
| | | 20 | Revenus des immeubles domaniaux (loyers, charges locatives, etc...) | 430 000 000 | |
| | | 30 | Successions vacantes et en déshérence | Mémoire | |
| | | 40 | Pourcentage à l'occasion des ventes et locations publiques | 1 500 000 | |
| | | 50 | Produits de vente de meubles, épaves et matériel réformé | 5 500 000 | |
| | | 60 | Recettes diverses | 1 000 000 | |
| | 2300 | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES DOMAINES DE L'ETAT | 463 000 000 |
| | | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 261 267 418 000 |
| | | | | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| | | | | DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES | |
| | | 10 | Redevances pour l'extraction de matériaux | 500 000 | |
| | | 20 | Redevance pour l'emploi des eaux terrestres du domaine public | Mémoire | |
| | | 30 | Redevance pour l'occupation du domaine public | Mémoire | |
| | | 40 | Recettes diverses | 8 000 000 | |
| | | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES AFFAIRES ADMINISTRATIVES ET JURIDIQUES | 8 500 000 |
| | | 4100 | | | DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME |
| | 10 | | Droits de port | | |
| | 11 | | Droits de port sur les navires | Mémoire | |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 | |
|------------------|---------|--|---|---|------------------|
| 1.1.0.0.0.20.000 | 5200 | 12 | Pilotage et remorquage | Mémoire | |
| | | 13 | Droits de port sur les passagers et touristes en croisière | Mémoire | |
| | | 14 | Droits de port sur les marchandises | Mémoire | |
| | | 20 | Taxes de débarquement | | |
| | | 21 | Taxes de débarquement sur les combustibles liquides en vrac | Mémoire | |
| | | 22 | Taxes de péage sur le poisson débarqué | Mémoire | |
| | | 30 | Part de l'Etat dans les bénéfices des sociétés gérantes | Mémoire | |
| | | 40 | Vente de matériel de port réformé | Mémoire | |
| | | 50 | Droit d'usage du réseau des voies ferrées portuaires | Mémoire | |
| | | 60 | Recettes provenant du fonctionnement de l'outillage | Mémoire | |
| | | 70 | Recettes diverses | Mémoire | |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DES PORTS ET DU DOMAINE PUBLIC MARITIME | Mémoire | |
| | | | DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE | | |
| | 10 | Taxes perçues sur les aéroports | Mémoire | | |
| | 20 | Taxes sur les transports privés | 15 000 000 | | |
| | 30 | Recettes diverses | 20 000 000 | | |
| | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE L'AERONAUTIQUE CIVILE | 35 000 000 | | |
| | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 43 500 000 | | |
| | 0000 | | | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | |
| | | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | | 10 | Produits des fermes expérimentales et des jardins d'essais | 25 000 |
| | | | 20 | Versements effectués par les propriétaires ou les exploitants agricoles dans le cadre du code des investissements agricoles | Mémoire |
| | | | 30 | Droits d'analyse des laboratoires | Mémoire |
| | | | 40 | Droit d'inscription au catalogue officiel des espèces et variétés de plantes cultivables au Maroc | Mémoire |
| | | | 50 | Recettes des haras | Mémoire |
| | | | 60 | Recettes diverses | 2 000 000 |
| | | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 2 025 000 |
| | | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | 9100 | | 10 | Redevances pour la concession de madraques sur le domaine public maritime | 1 300 000 |
| | | | 20 | Droits de licences dus par les navires de pêche | 16 742 000 |
| 30 | | | Redevances de pêches maritimes | 45 000 000 | |
| 40 | | | Contribution au titre de la pêche maritime | Mémoire | |
| 50 | | | Transactions avant jugement sur délits de pêche | 1 500 000 | |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|------------------|--|--|
| 1.1.0.0.0.21.000 | 3000 | 60 | Recettes diverses | 300 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 64 842 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | 66 867 000 |
| | | | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| | | | DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES | |
| | | 10 | Participation des stagiaires internes et des jeunes aux frais d'alimentation et d'hébergement dans les centres et dans les camps | Mémoire |
| | | 20 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE DIRECTION DE LA JEUNESSE, DE L'ENFANCE ET DES AFFAIRES FEMININES | Mémoire |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | Mémoire |
| | | 1.1.0.0.0.26.000 | 0000 | |
| | ADMINISTRATION GENERALE | | | |
| 10 | Taxe d'estampillage | | | 150 000 |
| 20 | Taxe d'inspection | | | Mémoire |
| 30 | Recettes diverses | | | Mémoire |
| | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | | | 150 000 |
| | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | | 150 000 |
| 1.1.0.0.0.27.000 | 0000 | | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Taxe sur les permis de recherches minières, permis d'exploitation, taxe de mutation | 7 500 000 |
| | | 20 | Droits d'analyse des laboratoires | 1 000 000 |
| | | 30 | Recettes diverses | 150 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 8 650 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | 8 650 000 |
| 1.1.0.0.0.28.000 | 0000 | | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | |
| | | | ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Taxe de vérification des poids et mesures | 8 000 000 |
| | | 20 | Recettes afférentes aux brevets d'invention, dépôts de dessins et modèles, marques de fabriques etc... | Mémoire |
| | | 30 | Recettes afférentes aux prestations rendues par les services du registre central du commerce | Mémoire |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---------|------------|---|--|
| | | 40 | Recettes diverses | Mémoire |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 8 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 8 000 000 |
| 1.1.0.0.0.34.000 | 0000 | | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Recettes diverses | 4 000 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 4 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 4 000 000 |
| 1.1.0.0.0.45.000 | 0000 | | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Produits des forêts | 3 000 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 20 000 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 23 000 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | 23 000 000 |
| 1.1.0.0.0.51.000 | 0000 | | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Produits divers du service pénitentiaire | 150 000 |
| | | 20 | Recettes diverses | 1 500 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 1 650 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 1 650 000 |
| 1.1.0.0.0.00.000 | 0000 | | ADMINISTRATIONS DIVERSES ADMINISTRATION GENERALE | |
| | | 10 | Cartes et documents divers édités par les ministères | 500 000 |
| | | 20 | Reversements sur traitements et salaires | 130 000 000 |
| | | 30 | Reversements de fonds sur les dépenses budgétaires | 90 000 000 |
| | | 40 | Fonds de concours | |
| | | 41 | Fonds de concours (coopération internationale) | Mémoire |
| | | 42 | Fonds de concours à rattacher à divers services | Mémoire |
| | | 50 | Produits des legs et donations attribués à l'Etat et à diverses administrations publiques | Mémoire |
| | | 60 | Recettes exceptionnelles d'ordre | Mémoire |
| | | 70 | Report des crédits disponibles au budget de l'année précédente | Mémoire |
| | | 80 | Recettes diverses en atténuation de dépenses | 2 000 000 |

| Chapitre | Article | Paragraphe | DESIGNATION DES RECETTES | Evaluations pour l'année budgétaire 2014 |
|----------|---------|------------|---|--|
| | | 90 | Recettes diverses | 80 000 000 |
| | | | TOTAL DE L'ARTICLE ADMINISTRATION GENERALE | 302 500 000 |
| | | | TOTAL DU CHAPITRE ADMINISTRATIONS DIVERSES | 302 500 000 |
| | | | TOTAL GENERAL DU BUDGET GENERAL | 262 330 430 000 |

II. Services de l'Etat Gérés de Manière Autonome

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|---|
| | PREMIERE PARTIE :- RECETTES D'EXPLOITATION | |
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 18 000 000 |
| | TOTAL | 18 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | |
| 4.1.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | 900 000 |
| | TOTAL | 900 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | |
| 4.1.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL | 20 000 000 |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 4.1.1.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HÛSEN | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA | 2 300 000 |
| 4.1.1.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ | 3 700 000 |
| 4.1.1.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET | 3 300 000 |
| 4.1.1.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL | 3 700 000 |
| 4.1.1.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGOUIRA | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL | 2 400 000 |
| 4.1.1.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN | 3 400 000 |
| 4.1.1.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE | 1 500 000 |
| 4.1.1.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES | 185 000 000 |
| | TOTAL | 238 800 000 |
| | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | |
| 4.1.1.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 5 300 000 |
| 4.1.1.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 7 200 000 |
| | TOTAL | 12 500 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | |
| 4.1.1.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION | - |
| 4.1.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | 5 000 000 |
| | TOTAL | 5 000 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE | |
| 4.1.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 12 497 000 |
| 4.1.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL | 10 100 000 |
| 4.1.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 11 275 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 10 102 000 |
| 4.1.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA | 13 775 000 |
| 4.1.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 11 633 000 |
| 4.1.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 20 371 000 |
| 4.1.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA | 16 675 000 |
| 4.1.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 22 520 000 |
| 4.1.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA | 21 605 000 |
| 4.1.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 6 930 000 |
| 4.1.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 6 420 000 |
| 4.1.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN | 25 390 000 |
| 4.1.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 10 450 000 |
| 4.1.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 9 400 000 |
| 4.1.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 14 645 000 |
| 4.1.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TANGER | 32 160 000 |
| 4.1.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TETOUAN | 22 750 000 |
| 4.1.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 19 190 000 |
| 4.1.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 6 720 000 |
| 4.1.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 11 050 000 |
| 4.1.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE | 17 680 000 |
| 4.1.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 14 355 000 |
| 4.1.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 5 010 000 |
| 4.1.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 22 050 000 |
| 4.1.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 8 350 000 |
| 4.1.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB | 5 450 000 |
| 4.1.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA | 14 270 000 |
| 4.1.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN | 5 050 000 |
| 4.1.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL | 29 370 000 |
| 4.1.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA | 23 795 000 |
| 4.1.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ | 18 246 000 |
| 4.1.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 15 525 000 |
| 4.1.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE | 14 400 000 |
| 4.1.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 14 650 000 |
| 4.1.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA | 12 600 000 |
| 4.1.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 10 600 000 |
| 4.1.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 15 200 000 |
| 4.1.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA | 7 810 000 |
| 4.1.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSET | 16 245 000 |
| 4.1.1.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE | 20 808 000 |
| 4.1.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT | 28 670 000 |
| 4.1.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL | 29 075 000 |
| 4.1.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 44 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 23 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 6 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 500 000 |
| 4.1.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | 4 713 000 |
| 4.1.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI | 8 800 000 |
| 4.1.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | 7 520 000 |
| 4.1.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER | 9 250 000 |
| 4.1.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT | 4 660 000 |
| 4.1.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 5 430 000 |
| 4.1.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK | 10 800 000 |
| 4.1.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE | 4 610 000 |
| 4.1.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA | 4 510 000 |
| 4.1.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ | 4 640 000 |
| 4.1.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA | 4 135 000 |
| 4.1.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR | 3 460 000 |
| 4.1.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG | 4 450 000 |
| 4.1.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM-Es SMARA | 7 050 000 |
| 4.1.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA | 5 150 000 |
| 4.1.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 11 250 000 |
| 4.1.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR | 3 670 000 |
| 4.1.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL | 7 400 000 |
| 4.1.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB | 3 840 000 |
| 4.1.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ | 6 790 000 |
| 4.1.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA | 3 880 000 |
| 4.1.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK | 7 650 000 |
| 4.1.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES | 13 725 000 |
| 4.1.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR | 3 245 000 |
| 4.1.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI | 3 280 000 |
| 4.1.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE | 4 885 000 |
| 4.1.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE | 4 510 000 |
| 4.1.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID | 8 270 000 |
| 4.1.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA | 4 080 000 |
| 4.1.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR | 4 950 000 |
| 4.1.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA | 4 340 000 |
| 4.1.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH | 8 100 000 |
| 4.1.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT | 4 760 000 |
| 4.1.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF | 3 730 000 |
| | TOTAL | 949 900 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.1.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 500 000 |
| 4.1.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 43 000 000 |
| 4.1.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | - |
| 4.1.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 31 000 000 |
| | TOTAL | 74 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|--|--|---|
| MINISTERE DU TOURISME | | |
| 4.1.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 9 769 000 |
| 4.1.1.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 3 887 000 |
| 4.1.1.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 3 860 000 |
| 4.1.1.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 2 754 000 |
| 4.1.1.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 2 230 000 |
| 4.1.1.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 2 886 000 |
| 4.1.1.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 3 861 000 |
| 4.1.1.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 2 856 000 |
| 4.1.1.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 2 554 000 |
| 4.1.1.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 3 027 000 |
| 4.1.1.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 2 615 000 |
| 4.1.1.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 2 183 000 |
| 4.1.1.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 2 263 000 |
| 4.1.1.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 1 638 000 |
| 4.1.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 2 498 000 |
| 4.1.1.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 2 466 000 |
| TOTAL | | 51 347 000 |
| SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | | |
| 4.1.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 13 000 000 |
| TOTAL | | 13 000 000 |
| MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | | |
| 4.1.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 9 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 8 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 5 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 4 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 7 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 12 500 000 |
| 4.1.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 7 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 80 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 1 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 10 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 2 500 000 |
| TOTAL | | 179 500 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | |
| 4.1.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 100 000 |
| 4.1.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA | 2 800 000 |
| 4.1.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 400 000 |
| 4.1.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 1 600 000 |
| 4.1.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 1 300 000 |
| 4.1.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 1 900 000 |
| 4.1.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 19 400 000 |
| 4.1.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 2 900 000 |
| 4.1.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 4 500 000 |
| 4.1.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 3 200 000 |
| 4.1.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 3 000 000 |
| 4.1.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 2 900 000 |
| 4.1.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 3 900 000 |
| 4.1.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 7 200 000 |
| | TOTAL | 61 600 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| 4.1.1.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 13 000 000 |
| 4.1.1.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | 5 300 000 |
| 4.1.1.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| 4.1.1.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 6 000 000 |
| 4.1.1.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 5 000 000 |
| 4.1.1.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES | 500 000 |
| | TOTAL | 43 800 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.1.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL | 20 000 000 |
| | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.1.1.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| 4.1.1.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES | 450 000 |
| 4.1.1.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH | 400 000 |
| 4.1.1.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES | 400 000 |
| 4.1.1.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 450 000 |
| 4.1.1.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 400 000 |
| 4.1.1.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 400 000 |
| | TOTAL | 2 500 000 |
| | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| 4.1.1.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 2 830 000 |
| 4.1.1.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 3 600 000 |
| 4.1.1.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 45 000 000 |
| 4.1.1.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 600 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 500 000 |
| | TOTAL | 52 530 000 |
| | MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | |
| 4.1.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 45 000 000 |
| 4.1.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE | 4 000 000 |
| | TOTAL | 49 000 000 |
| | MINISTÈRE DE LA CULTURE | |
| 4.1.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 2 300 000 |
| | TOTAL | 2 300 000 |
| | MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | |
| 4.1.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE | 200 000 |
| | TOTAL | 200 000 |
| | MINISTÈRE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | |
| 4.1.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | - |
| | TOTAL | - |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.1.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 29 681 000 |
| 4.1.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 151 378 000 |
| 4.1.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 46 922 000 |
| 4.1.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 44 986 000 |
| 4.1.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | 8 962 000 |
| 4.1.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | 4 967 000 |
| 4.1.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM | 13 428 000 |
| 4.1.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR | 18 903 000 |
| 4.1.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | 2 000 000 |
| 4.1.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | 2 474 000 |
| | TOTAL | 323 701 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 4.1.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 14 493 000 |
| 4.1.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 500 000 |
| 4.1.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 5 337 000 |
| | TOTAL | 23 330 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | |
| 4.1.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 11 000 000 |
| 4.1.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | TOTAL | 11 000 000 |
| | MINISTÈRE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | |
| 4.1.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 23 000 000 |
| 4.1.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 4 000 000 |
| | TOTAL | 27 000 000 |
| | MINISTÈRE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | |
| 4.1.1.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL, D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES | - |
| | TOTAL | - |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.1.0.0.51.001 | <i>DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION</i> SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | 5 500 000 |
| | <i>TOTAL</i> | 5 500 000 |
| | <i>TOTAL GENERAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</i> | 2 185 908 000 |
| | <i>DEUXIEME PARTIE :- RECETTES D'INVESTISSEMENT</i> | |
| | <i>CHEF DU GOUVERNEMENT</i> | |
| 4.1.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | - |
| | <i>TOTAL</i> | - |
| | <i>MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES</i> | |
| 4.1.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | - |
| | <i>TOTAL</i> | - |
| | <i>MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION</i> | |
| 4.1.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | - |
| | <i>TOTAL</i> | - |
| | <i>MINISTERE DE L'INTERIEUR</i> | |
| 4.1.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA | - |
| 4.1.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA | - |
| 4.1.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE | - |
| 4.1.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN | - |
| 4.1.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA | - |
| 4.1.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA | - |
| 4.1.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ | - |
| 4.1.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET | - |
| 4.1.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL | - |
| 4.1.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGUIRA | - |
| 4.1.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER | - |
| 4.1.2.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA | - |
| 4.1.2.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL | - |
| 4.1.2.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN | - |
| 4.1.2.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE | - |
| 4.1.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES | - |
| | <i>TOTAL</i> | - |
| | <i>MINISTERE DE LA COMMUNICATION</i> | |
| 4.1.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 2 610 000 |
| 4.1.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 6 500 000 |
| | <i>TOTAL</i> | 9 110 000 |
| | <i>MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE</i> | |
| 4.1.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION | - |
| 4.1.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | - |
| | <i>TOTAL</i> | - |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------------------|--|---|
| <i>MINISTERE DE LA SANTE</i> | | |
| 4.1.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 2 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL | 2 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 2 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA | 3 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 2 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 2 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA | 1 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN | 4 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 1 700 000 |
| 4.1.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 1 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TANGER | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TETOUAN | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 3 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 1 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 1 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE | 2 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 2 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOÛSS MASSA DARAA | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ | 4 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 1 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA | 1 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 1 200 000 |
| 4.1.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 1 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET | 2 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE | 3 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT | 6 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL | 2 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 5 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - |
| 4.1.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 16 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 9 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM-Es SMARA | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 1 200 000 |
| 4.1.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH | 400 000 |
| 4.1.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT | 800 000 |
| 4.1.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF | 400 000 |
| | TOTAL | 156 500 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.1.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 8 000 000 |
| 4.1.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 42 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | 6 500 000 |
| 4.1.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | - |
| | TOTAL | 56 500 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME | |
| 4.1.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 5 940 000 |
| 4.1.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 1 340 000 |
| 4.1.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 1 418 000 |
| 4.1.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 1 270 000 |
| 4.1.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 808 000 |
| 4.1.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 1 106 000 |
| 4.1.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 1 635 000 |
| 4.1.2.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 1 275 000 |
| 4.1.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 868 000 |
| 4.1.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 1 464 000 |
| 4.1.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 2 235 000 |
| 4.1.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 912 000 |
| 4.1.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 1 130 000 |
| 4.1.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 1 139 000 |
| 4.1.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 2 053 000 |
| 4.1.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 1 297 000 |
| | TOTAL | 25 890 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 4.1.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 4.1.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 6 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 600 000 |
| 4.1.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 500 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 300 000 |
| 4.1.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 25 000 000 |
| 4.1.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION | 20 000 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 4 500 000 |
| | TOTAL | 570 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | |
| 4.1.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - |
| 4.1.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT-KENITRA | - |
| 4.1.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - |
| 4.1.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - |
| 4.1.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - |
| 4.1.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - |
| 4.1.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 3 700 000 |
| 4.1.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 350 000 |
| 4.1.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 100 000 |
| 4.1.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 350 000 |
| 4.1.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 500 000 |
| 4.1.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 6 000 000 |
| 4.1.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 10 000 000 |
| | TOTAL | 22 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| 4.1.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | - |
| 4.1.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | - |
| 4.1.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | - |
| 4.1.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES | - |
| 4.1.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | - |
| 4.1.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | - |
| 4.1.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.1.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.1.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| 4.1.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES | 200 000 |
| 4.1.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH | 200 000 |
| 4.1.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES | 200 000 |
| 4.1.2.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 200 000 |
| 4.1.2.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 230 000 |
| 4.1.2.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 250 000 |
| | TOTAL | 1 280 000 |
| | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| 4.1.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 190 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.1.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 1 380 000 |
| 4.1.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 35 000 000 |
| 4.1.2.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 500 000 |
| 4.1.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 500 000 |
| | TOTAL | 38 570 000 |
| | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | |
| 4.1.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE | - |
| | TOTAL | 1 000 000 |
| | MINISTERE DE LA CULTURE | |
| 4.1.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | |
| 4.1.2.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | |
| 4.1.2.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | - |
| | TOTAL | - |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.1.2.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 3 000 000 |
| 4.1.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - |
| 4.1.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - |
| 4.1.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - |
| 4.1.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | - |
| 4.1.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | - |
| 4.1.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM | - |
| 4.1.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR | - |
| 4.1.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | - |
| 4.1.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | - |
| | TOTAL | 3 000 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 4.1.2.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 5 000 000 |
| 4.1.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 1 000 000 |
| 4.1.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 5 880 000 |
| | TOTAL | 11 880 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | |
| 4.1.2.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | - |
| 4.1.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | TOTAL | - |
| | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | |
| 4.1.2.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 7 300 000 |
| 4.1.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 1 000 000 |
| | TOTAL | 8 300 000 |

| Code Chapitre | Désignation | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|---|
| | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | |
| 4.1.2.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES TOTAL | - - |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 4.1.2.0.0.51.001 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE TOTAL | - - |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT | 904 530 000 |
| | TOTAL GENERAL DES RECETTES DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 3 090 438 000 |

III. Comptes Spéciaux du Trésor

| Code | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|--|---|---|
| 3.1- COMPTES D'AFFECTION SPECIALE | | |
| 3.1.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 90 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité | 5 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.004 | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 640 000 000 |
| 3.1.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain | 114 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.002 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne | 1 324 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.003 | Fonds de promotion des investissements | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications | 300 000 000 |
| 3.1.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain | 3 187 457 000 |
| 3.1.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions | 400 000 000 |
| 3.1.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale | 160 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.003 | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.08.004 | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A | 24 512 314 000 |
| 3.1.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 756 030 000 |
| 3.1.0.0.1.08.007 | Fonds de péréquation et de développement régional | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 566 500 000 |
| 3.1.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale | 30 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage | 508 427 000 |
| 3.1.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées | 381 000 000 |
| 3.1.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles | 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.09.002 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique | 370 000 000 |
| 3.1.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | 22 500 000 |
| 3.1.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 1 000 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial | 1 847 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries | 100 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.005 | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours | 70 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.006 | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | 80 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers | 320 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire | 90 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances | 550 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.019 | Fonds de soutien à certains promoteurs | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 800 000 000 |
| 3.1.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat | 239 340 000 |
| 3.1.0.0.1.13.023 | Fonds national de soutien des investissements | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la cohésion sociale | 4 100 000 000 |

| Code | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 3.1.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe | 8 500 000 000 |
| 3.1.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier | 2 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire | 16 000 000 |
| 3.1.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole | 500 000 900 |
| 3.1.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime | 75 000 000 |
| 3.1.0.0.1.21.001 | Fonds national du développement du sport | 800 000 000 |
| 3.1.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection et la mise en valeur de l'environnement | 200 000 000 |
| 3.1.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle | 20 000 000 |
| 3.1.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine. | 2 420 000 000 |
| 3.1.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique | 10 000 000 |
| 3.1.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale | 40 000 000 |
| 3.1.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier | 350 000 000 |
| 3.1.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 14 000 000 |
| 3.1.0.0.1.50.001 | Fonds de soutien à l'action culturelle au profit des marocains résidant à l'étranger | Mémoire |
| 3.1.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires | 120 000 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | 58 228 568 000 |
| | 3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | |
| 3.1.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Brétton woods | Mémoire |
| 3.1.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques | Mémoire |
| 3.1.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales | Mémoire |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | Mémoire |
| | 3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | |
| 3.1.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises | 1 000 000 000 |
| 3.1.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | Mémoire |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | 1 000 000 000 |
| | 3.7- COMPTES DE PRETS | |
| 3.1.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités locales | 617 000 |
| 3.1.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires | 494 000 |
| 3.1.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable | 9 572 000 |
| 3.1.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | 2 114 000 |
| 3.1.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité | 14 058 000 |
| 3.1.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires | 4 917 000 |
| 3.1.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat | 17 641 000 |
| 3.1.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA" | 3 566 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE PRETS | 52 979 000 |
| | 3.8- COMPTES D'AVANCES | |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES D'AVANCES | Mémoire |
| | 3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | |
| 3.1.0.0.9.04.001 | Fonds spécial de développement régional | Mémoire |
| 3.1.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |

| Code | DESIGNATION DES COMPTES | Ressources pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 3.1.0.0.9.08.001 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements | 274 345 000 |
| 3.1.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales | 10 200 000 000 |
| 3.1.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.1.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques | 500 000 |
| | TOTAL DES RESSOURCES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | 10 474 845 000 |
| | TOTAL GENERAL DES RESSOURCES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 69 756 392 000 |

TABLEAU (B)
(Article 40)
Titre I
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| | SA MAJESTE LE ROI | |
| 1.2.1.1.0.01.000 | - Listes Civiles | 26 292 000 |
| 1.2.1.2.0.01.000 | - Dotations de Souveraineté | 517 164 000 |
| | COUR ROYALE | |
| 1.2.1.1.0.02.000 | - Personnel | 410 200 000 |
| 1.2.1.2.0.02.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 1 500 183 000 |
| | CHAMBRE DES REPRESENTANTS | |
| 1.2.1.1.0.03.000 | - Personnel | 328 308 000 |
| 1.2.1.2.0.03.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 73 900 000 |
| | CHAMBRE DES CONSEILLERS | |
| 1.2.1.1.0.43.000 | - Personnel | 256 630 000 |
| 1.2.1.2.0.43.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 47 850 000 |
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 1.2.1.1.0.04.000 | - Personnel | 88 366 000 |
| 1.2.1.2.0.04.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 473 767 000 |
| | JURIDICTIONS FINANCIERES | |
| 1.2.1.1.0.05.000 | - Personnel | 164 333 000 |
| 1.2.1.2.0.05.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 50 274 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | |
| 1.2.1.1.0.06.000 | - Personnel | 3 421 140 000 |
| 1.2.1.2.0.06.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 321 783 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | |
| 1.2.1.1.0.07.000 | - Personnel | 1 428 993 000 |
| 1.2.1.2.0.07.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 549 874 000 |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 1.2.1.1.0.08.000 | - Personnel | 14 960 197 000 |
| 1.2.1.2.0.08.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 3 302 900 000 |
| | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | |
| 1.2.1.1.0.09.000 | - Personnel | 70 205 000 |
| 1.2.1.2.0.09.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 370 925 000 |
| | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES | |
| 1.2.1.1.0.10.000 | - Personnel | 5 322 268 000 |
| 1.2.1.2.0.10.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 2 800 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | |
| 1.2.1.1.0.11.000 | - Personnel | 39 660 686 000 |
| 1.2.1.2.0.11.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 4 006 369 000 |
| | MINISTERE DE LA SANTE | |
| 1.2.1.1.0.12.000 | - Personnel | 7 368 194 000 |
| 1.2.1.2.0.12.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 4 050 000 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 1.2.1.1.0.13.000 | - Personnel | 2 180 313 000 |
| 1.2.1.2.0.13.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 260 000 000 |
| 1.2.1.3.0.13.000 | - Charges communes | 62 028 000 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME | |
| 1.2.1.1.0.14.000 | - Personnel | 169 766 000 |
| 1.2.1.2.0.14.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 69 234 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 1.2.1.1.0.16.000 | - Personnel | 54 505 000 |
| 1.2.1.2.0.16.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 14 370 000 |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 1.2.1.1.0.17.000 | - Personnel | 810 129 000 |
| 1.2.1.2.0.17.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 155 258 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | |
| 1.2.1.1.0.20.000 | - Personnel | 790 366 000 |
| 1.2.1.2.0.20.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 1 817 968 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| 1.2.1.1.0.21.000 | - Personnel | 439 410 000 |
| 1.2.1.2.0.21.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 175 000 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 1.2.1.1.0.23.000 | - Personnel | 408 260 000 |
| 1.2.1.2.0.23.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 1 944 500 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE | |
| 1.2.1.1.0.24.000 | - Personnel | 31 196 000 |
| 1.2.1.2.0.24.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 21 892 000 |
| | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 1.2.1.1.0.26.000 | - Personnel | 133 136 000 |
| 1.2.1.2.0.26.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 99 505 000 |
| | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| 1.2.1.1.0.27.000 | - Personnel | 478 355 000 |
| 1.2.1.2.0.27.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 353 658 000 |
| | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | |
| 1.2.1.1.0.28.000 | - Personnel | 209 397 000 |
| 1.2.1.2.0.28.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 250 532 000 |
| | MINISTERE DE LA CULTURE | |
| 1.2.1.1.0.29.000 | - Personnel | 209 435 000 |
| 1.2.1.2.0.29.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 152 000 000 |
| | MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | |
| 1.2.1.1.0.30.000 | - Personnel | 174 108 000 |
| 1.2.1.2.0.30.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 27 442 000 |
| | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | |
| 1.2.1.1.0.31.000 | - Personnel | 178 000 000 |
| 1.2.1.2.0.31.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 84 550 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|-----------------------|---|--------------------------------------|
| | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE | |
| 1.2.1.1.0.32.000 | - Personnel | 27 896 000 |
| 1.2.1.2.0.32.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 6 800 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | |
| 1.2.1.1.0.33.000 | - Personnel | 58 400 000 |
| 1.2.1.2.0.33.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 13 510 000 |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 1.2.1.1.0.34.000 | - Personnel | 21 935 000 000 |
| 1.2.1.2.0.34.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 5 350 000 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | |
| 1.2.1.1.0.35.000 | - Personnel | 50 946 000 |
| 1.2.1.2.0.35.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 68 449 000 |
| 1.2.1.4.0.36.000 | DEPENSES IMPREVUES ET DOTATIONS PROVISIONNELLES | 2 666 000 000 |
| | DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME | |
| 1.2.1.1.0.40.000 | - Personnel | 7 160 000 |
| 1.2.1.2.0.40.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 11 300 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 1.2.1.1.0.42.000 | - Personnel | 299 924 000 |
| 1.2.1.2.0.42.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 86 145 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | |
| 1.2.1.1.0.45.000 | - Personnel | 451 014 000 |
| 1.2.1.2.0.45.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 45 000 000 |
| | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | |
| 1.2.1.1.0.46.000 | - Personnel | 97 205 000 |
| 1.2.1.2.0.46.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 478 262 000 |
| | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | |
| 1.2.1.1.0.48.000 | - Personnel | 45 713 000 |
| 1.2.1.2.0.48.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 476 374 000 |
| | MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION | |
| 1.2.1.1.0.50.000 | - Personnel | 22 955 000 |
| 1.2.1.2.0.50.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 290 935 000 |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 1.2.1.1.0.51.000 | - Personnel | 868 294 000 |
| 1.2.1.2.0.51.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 596 490 000 |
| | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | |
| 1.2.1.1.0.52.000 | - Personnel | 63 305 000 |
| 1.2.1.2.0.52.000 | - Matériel et Dépenses Diverses..... | 45 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL: | 199 353 163 000 |

TABLEAU (C)
(Article 41)
Titre II
REPARTITION, PAR DEPARTEMENT MINISTERIEL OU INSTITUTION ET PAR CHAPITRE, DES
CREDITS OUVERTS AU TITRE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014
(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|-----------------------|---|--|--|----------------|
| 1.2.2.0.0.02.000 | COUR ROYALE | 131 608 000 | - | 131 608 000 |
| 1.2.2.0.0.03.000 | CHAMBRE DES REPRESENTANTS | 20 000 000 | - | 20 000 000 |
| 1.2.2.0.0.43.000 | CHAMBRE DES CONSEILLERS | - | - | - |
| 1.2.2.0.0.04.000 | CHEF DU GOUVERNEMENT | 524 000 000 | - | 524 000 000 |
| 1.2.2.0.0.05.000 | JURIDICTIONS FINANCIERES | 40 000 000 | 16 000 000 | 56 000 000 |
| 1.2.2.0.0.06.000 | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | 230 000 000 | 300 000 000 | 530 000 000 |
| 1.2.2.0.0.07.000 | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | 137 650 000 | - | 137 650 000 |
| 1.2.2.0.0.08.000 | MINISTERE DE L'INTERIEUR | 2 067 610 000 | 900 000 000 | 2 967 610 000 |
| 1.2.2.0.0.09.000 | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 693 880 000 | 33 000 000 | 726 880 000 |
| 1.2.2.0.0.10.000 | MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE LA FORMATION DES CADRES | 800 000 000 | 250 000 000 | 1 050 000 000 |
| 1.2.2.0.0.11.000 | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | 2 318 000 000 | 3 160 000 000 | 5 478 000 000 |
| 1.2.2.0.0.12.000 | MINISTERE DE LA SANTE | 1 500 000 000 | 8 200 000 000 | 9 700 000 000 |
| 1.2.2.0.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 307 250 000 | 80 000 000 | 387 250 000 |
| 1.2.2.3.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES -Charges communes | 17 349 000 000 | - | 17 349 000 000 |
| 1.2.2.0.0.14.000 | MINISTERE DU TOURISME | 439 660 000 | 66 000 000 | 505 660 000 |
| 1.2.2.0.0.16.000 | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 2 240 000 | - | 2 240 000 |
| 1.2.2.0.0.17.000 | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 4 768 711 000 | 7 212 000 000 | 11 980 711 000 |
| 1.2.2.0.0.20.000 | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | 6 916 541 000 | 4 050 000 000 | 10 966 541 000 |
| 1.2.2.0.0.21.000 | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 662 000 000 | 200 000 000 | 862 000 000 |
| 1.2.2.0.0.23.000 | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | 775 735 000 | 630 000 000 | 1 405 735 000 |
| 1.2.2.0.0.24.000 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE | 10 013 000 | 1 000 000 | 11 013 000 |
| 1.2.2.0.0.26.000 | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 261 708 000 | 70 000 000 | 331 708 000 |
| 1.2.2.0.0.27.000 | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | 2 618 455 000 | 8 555 000 000 | 11 173 455 000 |
| 1.2.2.0.0.28.000 | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 944 085 000 | 104 000 000 | 1 048 085 000 |
| 1.2.2.0.0.29.000 | MINISTERE DE LA CULTURE | 180 000 000 | 70 000 000 | 250 000 000 |
| 1.2.2.0.0.30.000 | MINISTERE DE L'HABITAT ET DE LA POLITIQUE DE LA VILLE | 620 000 000 | 10 000 000 | 630 000 000 |
| 1.2.2.0.0.31.000 | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | 85 600 000 | - | 85 600 000 |
| 1.2.2.0.0.32.000 | MINISTERE CHARGE DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT ET LA SOCIETE CIVILE | 11 300 000 | - | 11 300 000 |

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|-----------------------|--|--|--|-----------------------|
| 1.2.2.0.0.33.000 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | 59 000 000 | 9 000 000 | 68 000 000 |
| 1.2.2.0.0.34.000 | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 4 252 000 000 | 2 497 000 000 | 6 749 000 000 |
| 1.2.2.0.0.35.000 | HAUT COMMISSARIAT AUX ANCIENS RESISTANTS ET ANCIENS MEMBRES DE L'ARMEE DE LIBERATION | 6 133 000 | 6 000 000 | 12 133 000 |
| 1.2.2.0.0.40.000 | DELEGATION INTERMINISTERIELLE AUX DROITS DE L'HOMME | 13 000 000 | - | 13 000 000 |
| 1.2.2.0.0.42.000 | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 75 813 000 | 18 500 000 | 94 313 000 |
| 1.2.2.0.0.45.000 | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | 130 000 000 | 140 000 000 | 270 000 000 |
| 1.2.2.0.0.46.000 | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | 165 990 000 | 100 000 000 | 265 990 000 |
| 1.2.2.0.0.48.000 | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | 110 000 000 | - | 110 000 000 |
| 1.2.2.0.0.50.000 | MINISTERE CHARGE DES MAROCAINS RESIDANT A L'ETRANGER ET DES AFFAIRES DE LA MIGRATION | 104 300 000 | 8 000 000 | 112 300 000 |
| 1.2.2.0.0.51.000 | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 159 000 000 | 455 000 000 | 614 000 000 |
| 1.2.2.0.0.52.000 | CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL | 12 000 000 | 5 000 000 | 17 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL: | 49 502 282 000 | 37 145 500 000 | 86 647 782 000 |

TABLEAU (D)

(Article 42)

Titre III

**REPARTITION, PAR CHAPITRE, DES CREDITS OUVERTS AU TITRE DES
DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE
POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014**

(En dirhams)

| Numéros des chapitres | Départements Ministériels ou Institutions | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|-----------------------|--|--------------------------------------|
| 1.2.3.1.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Intérêts et Commissions de la Dette Publique | 23 934 667 000 |
| 1.2.3.2.0.13.000 | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES - Amortissements de la Dette Publique à moyen et long termes | 33 378 262 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES RELATIVES AU SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE: | 57 312 929 000 |

TABLEAU (E)

(Article 43)

REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE
L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014

(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | |
| 4.2.1.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM | 18 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT | 18 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | |
| 4.2.1.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION | 900 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | 900 000 |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | |
| 4.2.1.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | 20 000 000 |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | |
| 4.2.1.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA | 4 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE | 3 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSSEN | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA | 4 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA | 2 300 000 |
| 4.2.1.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA | 3 000 000 |
| 4.2.1.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ | 3 700 000 |
| 4.2.1.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET | 3 300 000 |
| 4.2.1.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL | 3 700 000 |
| 4.2.1.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGUIRA | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER | 4 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL | 2 400 000 |
| 4.2.1.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN | 3 400 000 |
| 4.2.1.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE | 1 500 000 |
| 4.2.1.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES | 185 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR | 238 800 000 |
| | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | |
| 4.2.1.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 5 300 000 |
| 4.2.1.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 7 200 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 12 500 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | |
| 4.2.1.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION | 5 000 000 |
| 4.2.1.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | 5 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | |
| | MINISTERE DE LA SANTE | |
| 4.2.1.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 12 497 000 |
| 4.2.1.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANE AIT MELLOUL | 10 100 000 |
| 4.2.1.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 11 275 000 |
| 4.2.1.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 10 102 000 |
| 4.2.1.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA | 13 775 000 |
| 4.2.1.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 11 633 000 |
| 4.2.1.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 20 371 000 |
| 4.2.1.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA | 16 675 000 |
| 4.2.1.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 22 520 000 |
| 4.2.1.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA | 21 605 000 |
| 4.2.1.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 6 930 000 |
| 4.2.1.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 6 420 000 |
| 4.2.1.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN | 25 390 000 |
| 4.2.1.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 10 450 000 |
| 4.2.1.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 9 400 000 |
| 4.2.1.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 14 645 000 |
| 4.2.1.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TANGER | 32 160 000 |
| 4.2.1.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TETOUAN | 22 750 000 |
| 4.2.1.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 19 190 000 |
| 4.2.1.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 6 720 000 |
| 4.2.1.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 11 050 000 |
| 4.2.1.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE | 17 680 000 |
| 4.2.1.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 14 355 000 |
| 4.2.1.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 5 010 000 |
| 4.2.1.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 22 050 000 |
| 4.2.1.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 8 350 000 |
| 4.2.1.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB | 5 450 000 |
| 4.2.1.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA | 14 270 000 |
| 4.2.1.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN | 5 050 000 |
| 4.2.1.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL | 29 370 000 |
| 4.2.1.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA | 23 795 000 |
| 4.2.1.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ | 18 246 000 |
| 4.2.1.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 15 525 000 |
| 4.2.1.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE | 14 400 000 |
| 4.2.1.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 14 650 000 |
| 4.2.1.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA | 12 600 000 |
| 4.2.1.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 10 600 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---|
| 4.2.1.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 15 200 000 |
| 4.2.1.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA | 7 810 000 |
| 4.2.1.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET | 16 245 000 |
| 4.2.1.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE | 20 808 000 |
| 4.2.1.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT | 28 670 000 |
| 4.2.1.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL | 29 075 000 |
| 4.2.1.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 44 000 000 |
| 4.2.1.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | 23 000 000 |
| 4.2.1.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 2 500 000 |
| 4.2.1.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | 4 713 000 |
| 4.2.1.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI | 8 800 000 |
| 4.2.1.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | 7 520 000 |
| 4.2.1.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER | 9 250 000 |
| 4.2.1.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT | 4 660 000 |
| 4.2.1.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 5 430 000 |
| 4.2.1.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK | 10 800 000 |
| 4.2.1.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE | 4 610 000 |
| 4.2.1.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA | 4 510 000 |
| 4.2.1.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ | 4 640 000 |
| 4.2.1.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA | 4 135 000 |
| 4.2.1.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJOUR | 3 460 000 |
| 4.2.1.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG | 4 450 000 |
| 4.2.1.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM-Es SMARA | 7 050 000 |
| 4.2.1.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA | 5 150 000 |
| 4.2.1.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 11 250 000 |
| 4.2.1.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR | 3 670 000 |
| 4.2.1.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL | 7 400 000 |
| 4.2.1.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB | 3 840 000 |
| 4.2.1.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ | 6 790 000 |
| 4.2.1.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA | 3 880 000 |
| 4.2.1.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK | 7 650 000 |
| 4.2.1.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES | 13 725 000 |
| 4.2.1.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR | 3 245 000 |
| 4.2.1.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI | 3 280 000 |
| 4.2.1.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE | 4 885 000 |
| 4.2.1.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE | 4 510 000 |
| 4.2.1.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID | 8 270 000 |
| 4.2.1.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA | 4 080 000 |
| 4.2.1.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR | 4 950 000 |
| 4.2.1.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA | 4 340 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH | 8 100 000 |
| 4.2.1.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT | 4 760 000 |
| 4.2.1.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF | 3 730 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE | 949 900 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | |
| 4.2.1.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 500 000 |
| 4.2.1.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 43 000 000 |
| 4.2.1.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | - |
| 4.2.1.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | 31 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 74 500 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME | |
| 4.2.1.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 9 769 000 |
| 4.2.1.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 3 887 000 |
| 4.2.1.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 3 860 000 |
| 4.2.1.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 2 754 000 |
| 4.2.1.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 2 230 000 |
| 4.2.1.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 2 886 000 |
| 4.2.1.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 3 861 000 |
| 4.2.1.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 2 856 000 |
| 4.2.1.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 2 554 000 |
| 4.2.1.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 3 027 000 |
| 4.2.1.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 2 615 000 |
| 4.2.1.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 2 183 000 |
| 4.2.1.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 2 263 000 |
| 4.2.1.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 1 638 000 |
| 4.2.1.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 2 498 000 |
| 4.2.1.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 2 466 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME | 51 347 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | |
| 4.2.1.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | 13 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | 13 000 000 |
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | |
| 4.2.1.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 5 500 000 |
| 4.2.1.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 9 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 8 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 5 500 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|---|
| 4.2.1.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 7 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 4 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 7 500 000 |
| 4.2.1.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 12 500 000 |
| 4.2.1.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGIN ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 7 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 80 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 1 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 10 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS | 3 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION | 5 000 000 |
| 4.2.1.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 2 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 179 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | |
| 4.2.1.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | 2 100 000 |
| 4.2.1.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT- KENITRA | 2 800 000 |
| 4.2.1.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | 1 400 000 |
| 4.2.1.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | 1 600 000 |
| 4.2.1.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | 1 300 000 |
| 4.2.1.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | 1 900 000 |
| 4.2.1.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 19 400 000 |
| 4.2.1.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - AL HOCEIMA | 2 900 000 |
| 4.2.1.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - SAFI | 3 500 000 |
| 4.2.1.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEES MARITIMES | 4 500 000 |
| 4.2.1.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - TAN TAN | 3 200 000 |
| 4.2.1.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LARACHE | 3 000 000 |
| 4.2.1.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEES MARITIMES - LAAYOUNE - | 2 900 000 |
| 4.2.1.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 3 900 000 |
| 4.2.1.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 7 200 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | 61 600 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | |
| 4.2.1.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | 13 000 000 |
| 4.2.1.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | 5 300 000 |
| 4.2.1.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 12 000 000 |
| 4.2.1.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | 6 000 000 |
| 4.2.1.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | 5 000 000 |
| 4.2.1.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | 43 800 000 |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | |
| 4.2.1.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES | 20 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | 20 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|---|
| | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | |
| 4.2.1.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - |
| 4.2.1.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES | 450 000 |
| 4.2.1.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH | 400 000 |
| 4.2.1.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES | 400 000 |
| 4.2.1.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 450 000 |
| 4.2.1.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 400 000 |
| 4.2.1.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 400 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 2 500 000 |
| | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | |
| 4.2.1.0.0.27.001 | ECOLE PRACTIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 2 830 000 |
| 4.2.1.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 3 600 000 |
| 4.2.1.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 45 000 000 |
| 4.2.1.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 600 000 |
| 4.2.1.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | 52 530 000 |
| | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | |
| 4.2.1.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 45 000 000 |
| 4.2.1.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE | 4 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 49 000 000 |
| | MINISTERE DE LA CULTURE | |
| 4.2.1.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | 2 300 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE | 2 300 000 |
| | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | |
| 4.2.1.0.0.31.004 | DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE | 200 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | 200 000 |
| | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | |
| 4.2.1.0.0.33.001 | ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | - |
| | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | |
| 4.2.1.0.0.34.001 | CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 29 681 000 |
| 4.2.1.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | 151 378 000 |
| 4.2.1.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | 46 922 000 |
| 4.2.1.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | 44 986 000 |
| 4.2.1.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | 8 962 000 |

| Code | Désignation | Crédits pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|---|--------------------------------------|
| 4.2.1.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | 4 967 000 |
| 4.2.1.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM | 13 428 000 |
| 4.2.1.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR | 18 903 000 |
| 4.2.1.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | 2 000 000 |
| 4.2.1.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE | 2 474 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | 323 701 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | |
| 4.2.1.0.0.42.001 | INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 14 493 000 |
| 4.2.1.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 3 500 000 |
| 4.2.1.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION | 5 337 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 23 330 000 |
| | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | |
| 4.2.1.0.0.45.002 | SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | 11 000 000 |
| 4.2.1.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | 11 000 000 |
| | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | |
| 4.2.1.0.0.46.001 | ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 23 000 000 |
| 4.2.1.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME | 4 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | 27 000 000 |
| | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | |
| 4.2.1.0.0.48.001 | SERVICE D'ACCUEIL , D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | - |
| | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | |
| 4.2.1.0.0.51.001 | SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE | 5 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | 5 500 000 |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 2 185 908 000 |

TABLEAU (F)

(Article 44)

**REPARTITION, PAR MINISTERE OU INSTITUTION, DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT
DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014**

(En dirhams)

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|--------|
| | CHEF DU GOUVERNEMENT | | | |
| 4.2.2.0.0.04.001 | ROYAL GOLF DAR ES SALAM TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU CHEF DU GOUVERNEMENT | - - | - - | - - |
| | MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | | | |
| 4.2.2.0.0.06.002 | CENTRE DE PUBLICATION ET DE DOCUMENTATION JUDICIAIRE DE LA COUR DE CASSATION TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JUSTICE ET DES LIBERTES | - - | - - | - - |
| | MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | | | |
| 4.2.2.0.0.07.002 | DIRECTION DES AFFAIRES CONSULAIRES ET SOCIALES TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE LA COOPERATION | - - | - - | - - |
| | MINISTERE DE L'INTERIEUR | | | |
| 4.2.2.0.0.08.001 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE CHAOUIA - OUARDIGHA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.002 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE DOUKALA - ABDA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.003 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE FES - BOULEMANE | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.004 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GHARB - CHRARDA - BENI HSEN | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.005 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DU GRAND-CASABLANCA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.006 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE GUELMIM - ES-SEMARA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.007 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE LAAYOUNE - BOUJDOUR - SAKIA EL HAMRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.008 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MARRAKECH - TENSIFT - AL-HAOUZ | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.009 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE MEKNES - TAFILALET | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.010 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE L'ORIENTAL | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.011 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE OUED ED-DAHAB - LAGOUIRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.012 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE RABAT - SALE - ZEMMOUR - ZAER | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.013 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE SOUSS - MASSA - DRAA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.014 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TADLA - AZILAL | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.015 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TANGER - TETOUAN | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.08.016 | CENTRE REGIONAL D'INVESTISSEMENT DE LA REGION DE TAZA - AL HOCEIMA - TAOUNATE | - | - | - |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|------------------|
| 4.2.2.0.0.08.018 | DIRECTION DE LA FORMATION DES CADRES ADMINISTRATIFS ET TECHNIQUES | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INTERIEUR | - | - | - |
| | MINISTERE DE LA COMMUNICATION | | | |
| 4.2.2.0.0.09.002 | INSTITUT SUPERIEUR DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION | 2 610 000 | - | 2 610 000 |
| 4.2.2.0.0.09.003 | INSTITUT SUPERIEUR DES METIERS DE L'AUDIO-VISUEL ET DU CINEMA | 6 500 000 | - | 6 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA COMMUNICATION | 9 110 000 | - | 9 110 000 |
| | MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | | | |
| 4.2.2.0.0.11.002 | DIVISION DE LA COOPERATION | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.11.003 | DIVISION DES STRATEGIES DE FORMATION | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - | - | - |
| | MINISTERE DE LA SANTE | | | |
| 4.2.2.0.0.12.001 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUARZAZATE | 2 400 000 | - | 2 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.002 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'INEZGANÉ AIT MELLOUL | 2 400 000 | - | 2 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.003 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAROUDANTE | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.004 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TIZNIT | 2 400 000 | - | 2 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.005 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL KELAA DES SRAGHNA | 3 600 000 | - | 3 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.006 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ESSAOUIRA | 2 800 000 | - | 2 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.007 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL JADIDA | 2 800 000 | - | 2 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.008 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE DOUKKALA ABDA | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.009 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHOURIBGA | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.010 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE CHAOUIA OUARDIGHA | 1 600 000 | - | 1 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.012 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOULEMANE | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.013 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SEFROU | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.014 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GHARB CHERARDA BENI H'SSEN | 4 000 000 | - | 4 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.015 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI KACEM | 1 700 000 | - | 1 700 000 |
| 4.2.2.0.0.12.016 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHEFCHAOUEN | 1 400 000 | - | 1 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.017 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE LARACHE | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.018 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TANGER | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.019 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LA WILAYA DE TETOUAN | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.020 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ERRACHIDIA | 3 600 000 | - | 3 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.021 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'IFRANE | 1 400 000 | - | 1 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.022 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHENIFRA | 1 600 000 | - | 1 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.023 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TAZA AL HOCEIMA TAOUNATE | 2 800 000 | - | 2 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.024 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAZA | 2 600 000 | - | 2 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.025 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FIGUIG | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.026 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NADOR | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.027 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERKANE | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.028 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUED EDDAHAB | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.029 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE LAAYOUNE BOUJDOUR SAKIA L'HAMRA | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.030 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAN-TAN | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.031 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE TADLA AZILAL | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.032 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE SOUSS MASSA DARAA | 2 000 000 | - | 2 000 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|--|--|--|------------|
| 4.2.2.0.0.12.033 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MARRAKECH TENSIFT AL HAOUZ | 4 000 000 | - | 4 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.035 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'AIN SEBAA HAY MOHAMMADI | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.036 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS D'EL FIDA MERS SOLTANE | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.037 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS MOULAY RACHID | 1 800 000 | - | 1 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.038 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DU GRAND CASABLANCA | 1 400 000 | - | 1 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.039 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE MOHAMMADIA | 1 200 000 | - | 1 200 000 |
| 4.2.2.0.0.12.040 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SALE | 1 400 000 | - | 1 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.041 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE SKHIRAT TEMARA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.042 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE KHEMISSSET | 2 000 000 | - | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.044 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE FES BOULEMANE | 3 400 000 | - | 3 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.045 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE MEKNES TAFILALT | 6 000 000 | - | 6 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.046 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE L'ORIENTAL | 2 600 000 | - | 2 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.047 | CENTRE NATIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-RABAT | 5 500 000 | - | 5 500 000 |
| 4.2.2.0.0.12.048 | CENTRE REGIONAL DE TRANSFUSION SANGUINE-CASABLANCA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.12.049 | INSTITUT NATIONAL D'HYGIENE | 16 000 000 | - | 16 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.050 | CENTRE NATIONAL DE RADIOPROTECTION | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.0.12.051 | DIRECTION DU MEDICAMENT ET DE LA PHARMACIE | 9 500 000 | - | 9 500 000 |
| 4.2.2.0.0.12.052 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE CHICHAOUA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.053 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS HAY HASSANI | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.054 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOUNATE | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.055 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE RABAT-SALE-ZEMMOUR-ZAER | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.056 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TAOURIRT | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.057 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL CHTOUKA AIT BAHA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.058 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS AIN CHOCK | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.059 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BENSLIMANE | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.060 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TATA | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.061 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAOUZ | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.062 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE ZAGORA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.063 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BOUJDOUR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.064 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ASSA ZAG | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.065 | CENTRE HOSPITALIER REGIONAL DE GUELMIM-Es SMARA | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.066 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'ES SMARA | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.067 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE SIDI BERNOUSSI | 1 200 000 | - | 1 200 000 |
| 4.2.2.0.0.12.068 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE NOUACEUR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.069 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'AZILAL | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.070 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL D'EL HAJEB | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.071 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE M'DIQ FNIDEQ | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.12.072 | ECOLE NATIONALE DE SANTE PUBLIQUE | 4 000 000 | - | 4 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.073 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE JERADA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.074 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL D'ARRONDISSEMENTS DE BEN M'SIK | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.075 | CENTRE HOSPITALIER PREFECTORAL DE FES | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.0.12.076 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE TINGHIR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.077 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI IFNI | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.078 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI SLIMANE | 400 000 | - | 400 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|--------------------|
| 4.2.2.0.0.12.079 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE OUAZZANE | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.080 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE BERRECHID | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.0.0.12.081 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE RHAMNA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.082 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE SIDI BENNOUR | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.083 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE YOUSOUFIA | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.084 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE FQUIH BEN SALAH | 400 000 | - | 400 000 |
| 4.2.2.0.0.12.085 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE MIDELT | 800 000 | - | 800 000 |
| 4.2.2.0.0.12.086 | CENTRE HOSPITALIER PROVINCIAL DE GUERCIF | 400 000 | - | 400 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SANTE | 156 500 000 | - | 156 500 000 |
| | MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | | | |
| 4.2.2.0.0.13.003 | SEGMA CHARGE DE LA PRIVATISATION | 8 000 000 | - | 8 000 000 |
| 4.2.2.0.0.13.005 | TRESORERIE GENERALE DU ROYAUME | 42 000 000 | - | 42 000 000 |
| 4.2.2.0.0.13.006 | DIVISION ADMINISTRATIVE | 6 500 000 | - | 6 500 000 |
| 4.2.2.0.0.13.007 | ADMINISTRATION DES DOUANES ET IMPOTS INDIRECTS | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES | 56 500 000 | - | 56 500 000 |
| | MINISTERE DU TOURISME | | | |
| 4.2.2.0.0.14.001 | INSTITUT SUPERIEUR INTERNATIONAL DU TOURISME DE TANGER | 5 940 000 | - | 5 940 000 |
| 4.2.2.0.0.14.002 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE MOHAMMEDIA | 1 340 000 | - | 1 340 000 |
| 4.2.2.0.0.14.003 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - AGADIR | 1 418 000 | - | 1 418 000 |
| 4.2.2.0.0.14.004 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - EL JADIDA | 1 270 000 | - | 1 270 000 |
| 4.2.2.0.0.14.005 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - ERFOUD | 808 000 | - | 808 000 |
| 4.2.2.0.0.14.006 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - FES | 1 106 000 | - | 1 106 000 |
| 4.2.2.0.0.14.007 | INSTITUT SPECIALISE DE TECHNOLOGIE APPLIQUEE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - MARRAKECH | 1 635 000 | - | 1 635 000 |
| 4.2.2.0.0.14.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - OUARZAZATE | 1 275 000 | - | 1 275 000 |
| 4.2.2.0.0.14.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SAIDIA | 868 000 | - | 868 000 |
| 4.2.2.0.0.14.010 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - SALE | 1 464 000 | - | 1 464 000 |
| 4.2.2.0.0.14.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - TANGER | 2 235 000 | - | 2 235 000 |
| 4.2.2.0.0.14.012 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE-ASSILAH | 912 000 | - | 912 000 |
| 4.2.2.0.0.14.013 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - BENSLIMANE | 1 130 000 | - | 1 130 000 |
| 4.2.2.0.0.14.014 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE - CASABLANCA | 1 139 000 | - | 1 139 000 |
| 4.2.2.0.0.14.015 | CENTRE DE QUALIFICATION PROFESSIONNELLE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE TOUARGA - RABAT | 2 053 000 | - | 2 053 000 |
| 4.2.2.0.0.14.016 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE HOTELIERE ET TOURISTIQUE DE GASTRONOMIE MAROCAINE A FES HAY ANAS | 1 297 000 | - | 1 297 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DU TOURISME | 25 890 000 | - | 25 890 000 |
| | SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | | | |
| 4.2.2.0.0.16.001 | DIRECTION DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT | - | - | - |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|--------------------|
| | MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | | | |
| 4.2.2.0.0.17.002 | CENTRE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES ROUTIERES | 6 500 000 | 2 000 000 | 8 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.003 | SERVICE DU RESEAU DES SERVICES DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL | 1 500 000 | 500 000 | 2 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.004 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE FES | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.005 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE RABAT | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.006 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MARRAKECH | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.007 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE MEKNES | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.008 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'OUJDA | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.17.009 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL DE CASABLANCA | 600 000 | - | 600 000 |
| 4.2.2.0.0.17.010 | SERVICE DE LOGISTIQUE ET DE MATERIEL D'AGADIR | 5 000 000 | 500 000 | 5 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.011 | INSTITUT DE FORMATION AUX ENGINs ET A L'ENTRETIEN ROUTIER | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.012 | INSTITUT SUPERIEUR D'ETUDES MARITIMES | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.013 | DIRECTION DES TRANSPORTS ROUTIERS ET DE LA SECURITE ROUTIERE | 500 000 000 | 100 000 000 | 600 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.014 | SERVICE DE LA FORMATION CONTINUE | 300 000 | - | 300 000 |
| 4.2.2.0.0.17.015 | DIRECTION GENERALE DE L'AVIATION CIVILE | 25 000 000 | 10 000 000 | 35 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.016 | DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.17.017 | CENTRE NATIONAL D'ESSAIS ET D'HOMOLOGATION | 20 000 000 | 10 000 000 | 30 000 000 |
| 4.2.2.0.0.17.018 | DIRECTION DE LA MARINE MARCHANDE | 4 500 000 | - | 4 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EQUIPEMENT, DU TRANSPORT ET DE LA LOGISTIQUE | 570 500 000 | 123 000 000 | 693 500 000 |
| | MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | | | |
| 4.2.2.0.0.20.001 | INSTITUT DES TECHNICIENS SPECIALISES EN MECANIQUE AGRICOLE ET EQUIPEMENT RURAL DE BOUKNADEL - SALE | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.002 | INSTITUT ROYAL DES TECHNICIENS SPECIALISES EN ELEVAGE DE FOUARAT - KENITRA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.003 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE LA CHAOUIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.004 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE TIFLET | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.005 | INSTITUT TECHNIQUE AGRICOLE DE SAHEL BOUTAHAR | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.006 | ECOLE D'AGRICULTURE DE TEMARA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.20.007 | DIVISION DE LA PROTECTION DES RESSOURCES HALIEUTIQUES | 3 700 000 | - | 3 700 000 |
| 4.2.2.0.0.20.008 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEs MARITIMES - AL HOCEIMA | 350 000 | - | 350 000 |
| 4.2.2.0.0.20.009 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEs MARITIMES - SAFI | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.20.010 | INSTITUT SUPERIEUR DES PECHEs MARITIMES | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.20.011 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEs MARITIMES - TAN TAN | 100 000 | - | 100 000 |
| 4.2.2.0.0.20.012 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEs MARITIMES - LARACHE | 350 000 | - | 350 000 |
| 4.2.2.0.0.20.013 | INSTITUT DE TECHNOLOGIE DES PECHEs MARITIMES - LAAYOUNE - | 500 000 | - | 500 000 |
| 4.2.2.0.0.20.014 | ECOLE NATIONALE FORESTIERE D'INGENIEURS | 6 000 000 | - | 6 000 000 |
| 4.2.2.0.0.20.015 | SERVICE DES LYCEES AGRICOLES | 10 000 000 | - | 10 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'AGRICULTURE ET DE LA PECHE MARITIME | 22 000 000 | - | 22 000 000 |
| | MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | | | |
| 4.2.2.0.0.21.001 | COMPLEXE SPORTIF MOHAMMED V DE CASABLANCA ET BASE NAUTIQUE DE MOHAMMADIA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.21.002 | COMPLEXE SPORTIF PRINCE MOULAY ABDELLAH - RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.21.003 | INSTITUT ROYAL DE FORMATION DES CADRES DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | - | - | - |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|-------------------|
| 4.2.2.0.0.21.005 | COMPLEXE SPORTIF DE FES | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.21.006 | SERVICE DU CONTROLE DES ETABLISSEMENTS ET DES SALLES SPORTIVES | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.21.007 | COMPLEXE MOULAY RACHID DE LA JEUNESSE ET DE L'ENFANCE DE BOUZNIKA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.21.008 | SERVICE DU TOURISME CULTUREL DES JEUNES | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS | - | - | - |
| | MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | | | |
| 4.2.2.0.0.23.001 | DIVISION DU PELERINAGE ET DES AFFAIRES SOCIALES | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DES HABOUS ET DES AFFAIRES ISLAMIQUES | - | - | - |
| | MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | | | |
| 4.2.2.0.0.26.001 | DIVISION DE LA CARTE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.26.002 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE FES | 200 000 | - | 200 000 |
| 4.2.2.0.0.26.003 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MARRAKECH | 200 000 | - | 200 000 |
| 4.2.2.0.0.26.004 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS DE MEKNES | 200 000 | - | 200 000 |
| 4.2.2.0.0.26.005 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS RABAT | 200 000 | - | 200 000 |
| 4.2.2.0.0.26.006 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS OUARZAZATE | 230 000 | - | 230 000 |
| 4.2.2.0.0.26.007 | INSTITUT DES ARTS TRADITIONNELS INEZGANE | 250 000 | - | 250 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ARTISANAT, DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE | 1 280 000 | - | 1 280 000 |
| | MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | | | |
| 4.2.2.0.0.27.001 | ECOLE PRATIQUE DES MINES DE TOUISSIT-OUJDA | 190 000 | - | 190 000 |
| 4.2.2.0.0.27.002 | ECOLE DES MINES DE MARRAKECH | 1 380 000 | - | 1 380 000 |
| 4.2.2.0.0.27.003 | DIRECTION DE LA METEOROLOGIE NATIONALE | 35 000 000 | 30 000 000 | 65 000 000 |
| 4.2.2.0.0.27.004 | DIRECTION DE L'OBSERVATION, DES ETUDES ET DE LA COORDINATION | 1 500 000 | - | 1 500 000 |
| 4.2.2.0.0.27.005 | SERVICE DE GESTION DES CHANTIERS | 500 000 | - | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'ENERGIE, DES MINES, DE L'EAU ET DE L'ENVIRONNEMENT | 38 570 000 | 30 000 000 | 68 570 000 |
| | MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | | | |
| 4.2.2.0.0.28.001 | SERVICE AUTONOME DES ALCOOLS-RABAT | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.28.002 | SEGMA CHARGE DE L'ACCREDITATION ET DE LA METROLOGIE | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DU COMMERCE, DE L'INVESTISSEMENT ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| | MINISTERE DE LA CULTURE | | | |
| 4.2.2.0.0.29.001 | IMPRIMERIE DAR AL MANAHIL | - | - | - |
| | TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA CULTURE | - | - | - |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|-------------------------|
| 4.2.2.0.0.31.004 | MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES DIVISION DE LA SECURITE SOCIALE ET DE LA MUTUALITE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES | - - | - - | - - |
| 4.2.2.0.0.33.001 | MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION ECOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT CHARGE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION | - - | - - | - - |
| 4.2.2.0.0.34.001 | ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE CENTRE ROYAL DE TELEDETECTION SPACIALE | 3 000 000 | - | 3 000 000 |
| 4.2.2.0.0.34.002 | HOPITAL MILITAIRE D'INSTRUCTION MOHAMMED V A RABAT | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.003 | HOPITAL MILITAIRE AVICENNE A MARRAKECH | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.004 | HOPITAL MILITAIRE MOULAY ISMAIL A MEKNES | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.005 | HOPITAL MILITAIRE A LAAYOUNE | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.006 | HOPITAL MILITAIRE A DAKHLA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.007 | HOPITAL MILITAIRE A GUELMIM | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.008 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A AGADIR | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.009 | CENTRE MEDICO-CHIRURGICAL DES FORCES ARMEES ROYALES A ES-SMARA | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.34.010 | UNITE DE FABRICATION DE MASQUES DE LA GENDARMERIE ROYALE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU ADMINISTRATION DE LA DEFENSE NATIONALE | - 3 000 000 | - - | - 3 000 000 |
| 4.2.2.0.0.42.001 | HAUT COMMISSARIAT AU PLAN INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE ET D'ECONOMIE APPLIQUEE | 5 000 000 | - | 5 000 000 |
| 4.2.2.0.0.42.002 | CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION | 1 000 000 | - | 1 000 000 |
| 4.2.2.0.0.42.003 | ECOLE DES SCIENCES DE L'INFORMATION TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AU PLAN | 5 880 000 11 880 000 | - - | 5 880 000 11 880 000 |
| 4.2.2.0.0.45.002 | HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION SERVICE DE LA VALORISATION DES PRODUITS FORESTIERS | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.45.003 | PARC NATIONAL DE SOUSS-MASSA TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU HAUT COMMISSARIAT AUX EAUX ET FORETS ET A LA LUTTE CONTRE LA DESERTIFICATION | - - | - - | - - |
| 4.2.2.0.0.46.001 | MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL ECOLE NATIONALE D'ARCHITECTURE | 7 300 000 | - | 7 300 000 |
| 4.2.2.0.0.46.002 | INSTITUT NATIONAL D'AMENAGEMENT ET D'URBANISME TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE NATIONAL | 1 000 000 8 300 000 | - - | 1 000 000 8 300 000 |

| Code | Désignation | Crédits de paiement pour l'année budgétaire 2014 | Crédits d'engagement pour 2015 et suivants | TOTAL |
|------------------|---|--|--|----------------------|
| 4.2.2.0.0.48.001 | MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL SERVICE D'ACCUEIL, D'ASSISTANCE ET D'EVALUATION DES PROGRAMMES TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU MINISTERE DE LA SOLIDARITE, DE LA FEMME, DE LA FAMILLE ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL | - | - | - |
| 4.2.2.0.0.51.001 | DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION SERVICE AUTONOME DES UNITES DE PRODUCTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SEGMA RATTACHES AU DELEGATION GENERALE A L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE ET A LA REINSERTION | - | - | - |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DES SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME | 904 530 000 | 153 000 000 | 1 057 530 000 |

TABLEAU (G)
(Article 45)
DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR POUR L'ANNEE BUDGETAIRE 2014
(En dirhams)

| Code | DESIGNATION DES COMPTES | Dépenses pour l'année budgétaire 2014 |
|--|---|---------------------------------------|
| 3.1- COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | | |
| 3.2.0.0.1.00.001 | Fonds spécial des prélèvements sur le pari mutuel | 90 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.003 | Fonds de soutien aux services de la concurrence, du contrôle des prix et des stocks de sécurité | 5 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.004 | Fonds de la lutte contre les effets de la sécheresse | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.00.005 | Fonds pour la promotion de l'emploi des jeunes | 640 000 000 |
| 3.2.0.0.1.00.006 | Fonds d'accompagnement des réformes du transport routier urbain et interurbain | 114 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.002 | Fonds pour le développement rural et des zones de montagne | 1 324 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.003 | Fonds de promotion des investissements | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.04.005 | Fonds de service universel de télécommunications | 300 000 000 |
| 3.2.0.0.1.04.006 | Fonds de soutien à l'initiative nationale pour le développement humain | 3 187 457 000 |
| 3.2.0.0.1.06.001 | Fonds spécial pour le soutien des juridictions | 400 000 000 |
| 3.2.0.0.1.06.002 | Fonds d'entraide familiale | 160 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.003 | Fonds spécial pour la sauvegarde de la cité de Fès | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.08.004 | Part des collectivités locales dans le produit de la T.V.A | 24 512 314 000 |
| 3.2.0.0.1.08.005 | Fonds spécial pour la promotion et le soutien de la Protection Civile | 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.006 | Fonds spécial relatif au produit des parts d'impôts affectées aux régions | 756 030 000 |
| 3.2.0.0.1.08.007 | Fonds de péréquation et de développement régional | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.08.008 | Financement des dépenses d'équipement et de la lutte contre le chômage | 566 500 000 |
| 3.2.0.0.1.08.009 | Fonds de soutien à la sûreté nationale | 30 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.010 | Fonds spécial pour la mise en place des titres identitaires électroniques et des titres de voyage | 508 427 000 |
| 3.2.0.0.1.08.011 | Fonds d'assainissement liquide et d'épuration des eaux usées | 381 000 000 |
| 3.2.0.0.1.08.012 | Fonds de lutte contre les effets des catastrophes naturelles | 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.09.002 | Fonds pour la promotion du paysage audiovisuel et des annonces et de l'édition publique | 370 000 000 |
| 3.2.0.0.1.10.001 | Fonds national de soutien à la recherche scientifique et au développement technologique | 22 500 000 |
| 3.2.0.0.1.12.001 | Fonds spécial de la pharmacie centrale | 1 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.003 | Fonds de remploi domanial | 1 847 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.004 | Fonds spécial du produit des loteries | 100 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.005 | Fonds des tabacs pour l'octroi de secours | 70 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.006 | Fonds de rémunération des services rendus par le ministère chargé des finances au titre des frais de surveillance et de contrôle des entreprises d'assurances et de réassurance | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.008 | Masse des services financiers | 320 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.009 | Fonds de la réforme agraire | 90 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.012 | Bénéfices et pertes de conversion sur les dépenses publiques en devises étrangères | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.017 | Fonds spécial de la zakat | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.018 | Fonds de solidarité des assurances | 230 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.019 | Fonds de soutien à certains promoteurs | Mémoire |

| Code | DESIGNATION | Dépenses pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.1.13.021 | Fonds de soutien des prix de certains produits alimentaires | 800 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.022 | Fonds de gestion des risques afférents aux emprunts des tiers garantis par l'Etat | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.023 | Fonds national de soutien des investissements | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.13.024 | Fonds d'appui à la cohésion sociale | 2 000 000 000 |
| 3.2.0.0.1.13.025 | Compte spécial des dons des pays du Conseil de coopération du Golfe | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.17.001 | Fonds spécial routier | 2 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.17.003 | Fonds de délimitation du domaine public maritime et portuaire | 16 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.005 | Fonds de développement agricole | 500 000 000 |
| 3.2.0.0.1.20.006 | Fonds de développement de la pêche maritime | 75 000 000 |
| 3.2.0.0.1.21.001 | Fonds national du développement du sport | 800 000 000 |
| 3.2.0.0.1.27.001 | Fonds pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable des populations rurales | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.27.002 | Fonds national pour la protection et la mise en valeur de l'environnement | 200 000 000 |
| 3.2.0.0.1.27.003 | Fonds de développement énergétique | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.29.001 | Fonds national pour l'action culturelle | 20 000 000 |
| 3.2.0.0.1.30.002 | Fonds solidarité habitat et intégration urbaine | 2 420 000 000 |
| 3.2.0.0.1.33.001 | Fonds de modernisation de l'Administration publique | 10 000 000 |
| 3.2.0.0.1.34.001 | Fonds de participation des Forces Armées Royales aux missions de paix | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.34.002 | Fonds de soutien à la Gendarmerie Royale | 40 000 000 |
| 3.2.0.0.1.45.001 | Fonds national forestier | 350 000 000 |
| 3.2.0.0.1.45.003 | Fonds de la chasse et de la pêche continentale | 14 000 000 |
| 3.2.0.0.1.50.001 | Fonds de soutien à l'action culturelle au profit des marocains résidant à l'étranger | Mémoire |
| 3.2.0.0.1.51.001 | Fonds spécial pour le soutien des établissements pénitentiaires | 120 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AFFECTATION SPECIALE | 46 989 228 000 |
| | 3.4- COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | |
| 3.2.0.0.4.13.021 | Compte d'adhésion aux institutions de Bretton woods | 40 100 000 |
| 3.2.0.0.4.13.022 | Compte d'adhésion aux organismes arabes et islamiques | 217 300 000 |
| 3.2.0.0.4.13.023 | Compte d'adhésion aux institutions multilatérales | 221 000 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'ADHESION AUX ORGANISMES INTERNATIONAUX | 478 400 000 |
| | 3.5- COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | |
| 3.2.0.0.5.13.001 | Différence de change sur ventes et achats de devises | Mémoire |
| 3.2.0.0.5.13.003 | Compte des opérations d'échanges de taux d'intérêt et de devises des emprunts extérieurs | Mémoire |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'OPERATIONS MONETAIRES | Mémoire |
| | 3.7- COMPTES DE PRETS | |
| 3.2.0.0.7.13.017 | Prêts aux collectivités locales | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.019 | Prêts à la Ligue nationale de lutte contre les maladies cardio-vasculaires | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.020 | Prêts à l'Office national de l'eau potable | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.059 | Prêts à la Société marocaine d'assurance à l'exportation | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.063 | Prêts aux régies de distribution d'eau et d'électricité | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.064 | Prêts aux établissements bancaires | Mémoire |
| 3.2.0.0.7.13.065 | Prêts aux établissements d'aménagement de terrains et d'habitat | Mémoire |

| Code | DESIGNATION | Dépenses pour l'année budgétaire 2014 |
|------------------|--|---------------------------------------|
| 3.2.0.0.7.13.066 | Prêts à la société de financement "JAIDA" | Mémoire |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE PRETS | Mémoire |
| | 3.8- COMPTES D'AVANCES | |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES D'AVANCES | Mémoire |
| | 3.9- COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | |
| 3.2.0.0.9.04.001 | Fonds spécial de développement régional | Mémoire |
| 3.2.0.0.9.04.002 | Dépenses particulières au développement des provinces sahariennes | Mémoire |
| 3.2.0.0.9.08.001 | Fonds de développement des collectivités locales et de leurs groupements | 274 345 000 |
| 3.2.0.0.9.34.001 | Acquisition et réparation des matériels des Forces Armées Royales | 10 200 000 000 |
| 3.2.0.0.9.34.002 | Fonds de la Direction générale des études et de la documentation | Mémoire |
| 3.2.0.0.9.42.001 | Fonds de relations publiques | 500 000 |
| | TOTAL DES DEPENSES DES COMPTES DE DEPENSES SUR DOTATIONS | 10 474 845 000 |
| | TOTAL GENERAL DES DEPENSES DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR | 57 942 473 000 |

Décret n° 2-13-791 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en matière d'emprunts intérieurs.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 53 de la loi de finances n° 14-97 pour l'année budgétaire 1997-1998, promulguée par le dahir n° 1-97-153 du 24 safar 1418 (30 juin 1997) ;

Vu les articles 38 et 39 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) ;

Après délibération en conseil du gouvernement, réuni le 9 hija 1434 (15 octobre 2013),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances pour déterminer les modalités des emprunts intérieurs et de tout autre instrument financier émis pour couvrir, pendant l'année budgétaire 2014, l'ensemble des charges du Trésor.

ART. 2. – Délégation de pouvoir est également donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet pour émettre des emprunts intérieurs et recourir à tout autre instrument financier, afin d'effectuer des opérations de rachat, d'échange et de mise en pension des bons du Trésor.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 27 safar 1435 (31 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Décret n° 2-13-792 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en matière de financements extérieurs.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 37 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) ;

Après délibération en conseil du gouvernement, réuni le 9 hija 1434 (15 octobre 2013),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de conclure, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des accords de

coopération financière, de contracter des emprunts extérieurs avec des gouvernements étrangers ou des organismes étrangers ou internationaux et d'émettre des emprunts sur le marché financier international ou de recourir à tout autre instrument financier, pendant l'année budgétaire 2014.

ART. 2. – Délégation de pouvoir est également donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de signer, pendant l'année budgétaire 2014, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, les accords, conventions ou contrats de garantie à conclure avec des gouvernements étrangers ou des organismes étrangers ou internationaux.

ART. 3. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 27 safar 1435 (31 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreseing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

Décret n° 2-13-793 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) portant délégation de pouvoir, au ministre de l'économie et des finances, en vue de conclure des contrats d'emprunts pour le remboursement de la dette extérieure onéreuse et des accords de couverture de risques de taux d'intérêts et d'échange de devises.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 90 de la Constitution ;

Vu l'article 37 de la loi de finances n° 110-13 pour l'année budgétaire 2014 promulguée par le dahir n° 1-13-115 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) ;

Après délibération en conseil du gouvernement, réuni le 9 hija 1434 (15 octobre 2013),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Délégation de pouvoir est donnée au ministre de l'économie et des finances ou à la personne spécialement habilitée par lui à cet effet aux fins de :

- contracter, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des emprunts extérieurs et recourir à tout autre instrument financier afin de procéder au remboursement par anticipation des emprunts contractés à des taux plus onéreux que ceux pratiqués sur le marché ;
- conclure, au nom du gouvernement du Royaume du Maroc, des contrats d'échange de devises ou de taux d'intérêts et recourir à tout autre instrument financier pour stabiliser le coût du service de la dette.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin officiel*.

Fait à Rabat, le 27 safar 1435 (31 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contresigner :

Le ministre de l'économie
et des finances,

MOHAMMED BOUSSAID.

Décret n° 2-13-794 du 27 safar 1435 (31 décembre 2013) modifiant et complétant le décret n° 2-06-574 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts.

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu le titre III du code général des impôts relatif à la taxe sur la valeur ajoutée, prévue à l'article 5 de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007, promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006), tel qu'il a été modifié et complété ;

Vu le décret n° 2-06-574 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006) pris pour l'application de la taxe sur la valeur ajoutée prévue au titre III du code général des impôts, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après délibération en conseil du gouvernement, réuni le 9 hijra 1434 (15 octobre 2013) ;

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Les dispositions des articles 8-II et 25 du décret susvisé n° 2-06-574 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006), sont modifiées et complétées comme suit :

« Article 8-II. – Les formalités prévues au I du présent article s'appliquent également aux exonérations prévues aux articles 92-I (14° 37°, 44° et 45°) et 123 (31° 39°, 43° et 44°) du code général des impôts au profit de , la Banque islamique de développement, la Fondation Mohammed VI pour la promotion des œuvres sociales des préposés religieux et la Fondation Mohammed VI pour l'édition du Saint Coran ».

« Article 25. – I. – La demande du remboursement.....

« des pièces justificatives suivantes :

« 1°. – pour versée ;

« 2°. – pour relevé récapitulatif comportant :

« a) ;

« b) ;

« c) mémoires.

« Les relevés visés ci-dessus doivent
« par l'article 118 du code précité.

« Les valeurs figurant
« à la demande de remboursement.

« Les exportateurs doivent.....
« sur des relevés distincts.

« Les personnes effectuant des opérations réalisées sous le bénéfice des exonérations ou de la suspension prévues aux articles 92 (I- 6°) et 94 du code précité.....

«

(la suite sans modification.)

ART. 2. – Les dispositions de l'article 22 du décret précité n° 2-06-574 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006) ainsi que l'intitulé dudit article 22, sont abrogées et remplacées comme suit :

« Voiture économique

« Article 22. – 1° – Pour l'application du taux réduit de 7 % prévu au 1° de l'article 99 du code général des impôts, au titre des produits et matières entrant dans la fabrication de la voiture économique ainsi que des prestations de montage y afférentes, le fabricant doit adresser au service local des impôts dont il dépend, une demande formulée sur ou d'après un imprimé établi par l'administration et tenir un compte matières.

« Ce compte doit faire ressortir, d'une part, la quantité des produits et matières importés ou acquis localement sous le bénéfice des taux réduits et effectivement utilisés dans la fabrication de la voiture économique et d'autre part, le nombre de voitures économiques qui ont été vendues ou qui se trouvent en stock à la clôture de l'exercice comptable.

« La demande visée au premier alinéa du présent article doit être accompagnée des pièces suivantes :

« – un état descriptif établi en triple exemplaire qui précise les nom, raison sociale ou dénomination et adresse des fournisseurs, la nature et l'utilisation des produits, matières et prestations de montage destinés à être achetés sur le marché intérieur ou importés sous le bénéfice des taux réduits ainsi que leur quantité et leur valeur en dirhams ;

« – les factures proforma ou devis en triple exemplaire.

« Au vu de ladite demande, l'administration délivre les attestations d'achat au taux réduit des produits, matières et, le cas échéant, des prestations de montage acquis localement.

« La valeur des produits et matières importés ainsi que le montant des achats et des prestations de montage réalisés sur le marché local, sont soumis au taux réduit de 7 % dans la limite du montant du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année écoulée sous le bénéfice dudit taux réduit.

« Toutefois, cette limite n'est pas applicable pour la première année d'activité de fabrication de la voiture économique.

« 2° – Le fabricant de la voiture économique ayant réalisé
« des achats en taxe acquittée à des taux supérieurs au taux
« appliqué à ladite voiture bénéficie, sur sa demande, de la
« restitution du montant de la différence entre la taxe
« effectivement acquittée et celle normalement due.

« Cette demande doit être faite sur ou d'après un imprimé
« établi par l'administration, accompagnée des pièces visées à
« l'article 25 ci-dessous pour la justification des achats et
« des importations.

« Il doit, en outre, fournir :

« – les copies des factures de ventes effectuées au titre de
« la voiture économique bénéficiant du taux réduit
« récapitulées sur des relevés distincts ;

« – les copies des factures de ventes effectuées
« éventuellement au titre d'autres véhicules soumis au
« taux normal récapitulées sur relevés distincts.

« Le dépôt de la demande précitée et des documents y
« annexés doit être effectué, auprès du service local des impôts,
« à la fin de chaque trimestre de l'année civile au titre
« des opérations réalisées au cours du ou des trimestres écoulés.

« Ce dépôt est effectué dans un délai n'excédant pas
« l'année suivant le trimestre pour lequel la restitution est
« demandée.

« Le montant à restituer est égal au montant global de la
« taxe initialement payé au titre des achats réalisés au cours de
« la période considérée, diminué du montant hors taxe desdits
« achats affecté du taux de 7%.

« Lorsque le fabricant exerce des activités soumises à
« différents taux de la taxe sur la valeur ajoutée et à défaut de
« comptabilité séparée permettant d'une manière distincte de
« différencier entre les éléments destinés exclusivement à
« la fabrication de la voiture économique et ceux destinés à
« la fabrication d'autres véhicules, le montant restituable au titre
« de l'ensemble des achats est calculé en fonction du prorata
« du chiffre d'affaires afférent à la voiture économique par
« rapport au chiffre d'affaires total.

« Toutefois, ce montant restituable ne doit, en aucun cas,
« être supérieur au montant de la taxe sur la valeur ajoutée qui
« est normalement exigible au titre du chiffre d'affaires soumis
« au taux réduit de 7 %.

« Les restitutions sont prononcées par décision du
« ministre chargé des finances ou de la personne déléguée par lui
« à cet effet et donnent lieu à l'établissement de l'ordre
« de restitution. »

ART. 3. – Sont abrogées les dispositions de l'article 3 du
décret précité n° 2-06-574 du 10 hijra 1427 (31 décembre 2006).

ART. 4. – Le ministre de l'économie et des finances est
chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Bulletin
officiel*.

Fait à Rabat, le 27 safar 1435 (31 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMMED BOUSSAID.

**Décret n° 2-13-965 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013)
relatif aux transferts, à titre gratuit, des fonds et des
biens immatriculés au nom des personnes physiques à
la propriété des partis politiques et des centrales
syndicales.**

LE CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu l'article 31 (alinéa 3) de la loi organique n° 29-11
relative aux partis politiques, promulguée par le dahir n° 1-11-166
du 24 kaada 1432 (22 octobre 2011) ;

Vu l'article 247- XXI du Code général des impôts, relatif à
l'exonération des transferts à titre gratuit des fonds et des biens
immatriculés au nom des personnes physiques à la propriété des
partis politiques et des centrales syndicales, institué par l'article 5
de la loi de finances n° 43-06 pour l'année budgétaire 2007,
promulguée par le dahir n° 1-06-232 du 10 hijra 1427
(31 décembre 2006) ;

Après délibération en Conseil de gouvernement, réuni le
22 safar 1435 (26 décembre 2013),

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. – Conformément aux dispositions de
l'article 247- XXI du Code général des impôts visé ci-dessus,
sont exonérés de l'impôt sur le revenu et des droits
d'enregistrement et de timbre jusqu'au 16 mai 2014, les
transferts, à titre gratuit, des fonds et des biens immatriculés au
nom des personnes physiques à la propriété des partis politiques
et des centrales syndicales.

Pour bénéficier de l'exonération précitée, il doit être
procédé :

a) par les personnes physiques au dépôt, contre récépissé
auprès du receveur de l'administration fiscale, de la déclaration
relative à l'impôt sur le revenu prévue à l'article 83 du Code
général des impôts dans le délai de trente (30) jours à compter de
la date du transfert, à titre gratuit, visé ci-dessus, accompagnée
d'une copie certifiée conforme de l'acte de transfert à la propriété
des partis politiques ou centrales syndicales concernés et d'une
copie de l'attestation de propriété des fonds et biens transférés.

b) par les partis politiques et les centrales syndicales au
dépôt, des actes relatifs aux transferts précités auprès de
l'inspecteur des impôts chargé de l'enregistrement, dans le délai
de trente (30) jours prévu à l'article 128-I du Code général des
impôts.

ART. 2. – Le ministre de l'économie et des finances est
chargé de l'exécution de ce décret qui sera publié au *Bulletin
officiel*.

Fait à Rabat, le 23 safar 1435 (27 décembre 2013).

ABDEL-ILAH BENKIRAN.

Pour contreséing :

*Le ministre de l'économie
et des finances,*

MOHAMED BOUSSAID.

Arrêté du ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance n° 3894-13 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté n° 2380-06 du 30 ramadan 1427 (23 octobre 2006) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane.

LE MINISTRE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT, CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE,

Vu le décret n° 2-13-836 du 9 moharrem 1435 (13 novembre 2013) portant délégation d'attributions et de pouvoirs au ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales n° 2043-10 du 30 rejeb 1431 (13 juillet 2010) fixant la liste des produits et services dont les prix sont réglementés ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès du Premier ministre, chargé des affaires économiques et générales n° 2380-06 du 30 ramadan 1427 (23 octobre 2006) relatif à la fixation des prix de reprise en raffinerie et de vente des combustibles liquides et du butane, tel qu'il a été modifié et complété ;

Après avis de la Commission interministérielle des prix,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – L'annexe A prévue à l'article 5 de l'arrêté susvisé n° 2380-06 du 30 ramadan 1427 (23 octobre 2006), tel qu'il a été modifié et complété, est abrogée et remplacée par l'annexe A jointe au présent arrêté.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* et prend effet à compter du 1^{er} janvier 2014 à zéro heure.

Rabat, le 23 safar 1435 (27 décembre 2013).

MOHAMMED LOUAFI.

*

* *

ANNEXE A
DIFFERENTIEL DE TRANSPORT DES COMBUSTIBLES
LIQUIDES DITS "PRODUITS BLANCS"

| PREFECTURE OU PROVINCE | DIFFERENTIEL DE TRANSPORT TTC (DH/HL) | PREFECTURE OU PROVINCE | DIFFERENTIEL DE TRANSPORT TTC (DH/HL) |
|------------------------|--|------------------------|--|
| PREFECTURE DE: | | | |
| RABAT | 6 | FIGUIG | 39 |
| SALE | 6 | GUELMIM | 24 |
| SKHIRAT-TEMARA | 5 | GUERCIF | 22 |
| CASABLANCA | 4 | IFRANE | 15 |
| MOHAMMEDIA | 2 | JERADA | 32 |
| FES | 14 | KENITRA | 7 |
| MARRAKECH | 15 | KHEMISSSET | 9 |
| MEKNES | 11 | KHENIFRA | 18 |
| TANGER ASSILAH | 19 | KHOURIBGA | 9 |
| OIJDA-ANGAD | 29 | LARACHE | 14 |
| AGADIR - IDA OUTANANE | 15 | MEDIOUNA | 4 |
| INEZGANE- AIT MELLOUL | 16 | MIDELT | 20 |
| M'DIAQ FNIDEK | 20 | MOULAY YACOUB | 15 |
| | | NADOR | 28 |
| PROVINCE DE: | | NOUACEUR | 5 |
| AL HOCEIMA | 23 | OUARZAZATE | 24 |
| ASSA-ZAG | 29 | QUEZZANE | 13 |
| AZILAL | 15 | SAFI | 15 |
| BENI MELLAL | 13 | SEFROU | 15 |
| BEN SLIMANE | 5 | SETTAT | 6 |
| BERKANE | 31 | SIDI BENNOUR | 11 |
| BERRECHID | 5 | SIDI KACEM | 11 |
| BOULEMANE | 17 | SIDI IFNI | 23 |
| CHEFCHAOUEN | 16 | SIDI SLIMANE | 10 |
| CHICHAOUA | 17 | TAN TAN | 30 |
| CHTOUKA - AIT BAHA | 18 | TAOUNATE | 18 |
| DRIOUCH | 26 | TAOURIRT | 25 |
| EL HAJEB | 13 | TAROUDANT | 19 |
| EL HAOUZ | 16 | TATA | 35 |
| EL JADIDA | 8 | TAZA | 19 |
| EL KELAA DES SRAGHNA | 14 | TETOUAN | 19 |
| ERRACHIDIA | 27 | TINGHIR | 32 |
| ESSAOUIRA | 20 | RHAMNA | 11 |
| FAHS-ANJRA | 19 | TIZNIT | 20 |
| FKIH BEN SALEH | 12 | YOUSOUFIA | 13 |
| | | ZAGORA | 32 |

DIFFERENTIEL DE TRANSPORT DES COMBUSTIBLES LIQUIDES
(PRODUITS BLANCS)

Pour les préfectures ou provinces qui viendraient à être créées ultérieurement, le différentiel de transport sera fixé par le Ministère Chargé de l'Energie, compte tenu de la formule ci-après:

$$T = 0,0447 * D + 2,44$$

où T est le différentiel de transport, exprimé en dirhams par hectolitre, toutes taxes comprises, et D la distance en kilomètres entre la raffinerie SAMIR et le chef lieu de la préfecture ou province considérée,

Arrêté du ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance n° 3895-13 du 23 safar 1435 (27 décembre 2013) modifiant et complétant l'arrêté n° 771-13 du 18 rabii II 1434 (1^{er} mars 2013) relatif à l'homologation des prix de vente au public des tabacs manufacturés.

LE MINISTRE DELEGUE AUPRES DU CHEF DU GOUVERNEMENT, CHARGE DES AFFAIRES GENERALES ET DE LA GOUVERNANCE,

Vu le décret n° 2-13-836 du 9 moharrem 1435 (13 novembre 2013) portant délégation d'attributions et de pouvoirs au ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance ;

Vu l'arrêté du ministre délégué auprès du Chef du gouvernement, chargé des affaires générales et de la gouvernance n° 771-13 du 18 rabii II 1434 (1^{er} mars 2013) relatif à l'homologation des prix de vente au public des tabacs manufacturés, tel qu'il a été modifié et complété par l'arrêté n° 1672-13 du 17 rejeb 1434 (28 mai 2013) ;

Après avis de la commission chargée de l'homologation des prix des produits de tabacs manufacturés,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. – A compter du 1^{er} janvier 2014, la liste des prix de vente au public des tabacs manufacturés, dont les prix sont homologués conformément au tableau annexé à l'arrêté susvisé n° 771-13 du 18 rabii II 1434 (1^{er} mars 2013), tel qu'il a été modifié et complété, est modifiée et complétée ainsi qu'il suit :

- les produits de tabacs manufacturés dont les prix de vente au public sont homologués conformément à l'annexe n°1 jointe au présent arrêté, sont ajoutés à la liste susvisée ;
- les nouveaux prix de vente au public des produits de tabacs manufacturés figurant dans l'annexe n° 2 jointe au présent arrêté, sont homologués conformément à ladite annexe ;
- les produits de tabacs manufacturés figurant dans l'annexe n° 3 jointe au présent arrêté, sont supprimés de la liste précitée.

ART. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel*.

Rabat, le 23 safar 1435 (27 décembre 2013).

MOHAMMED LOUAFI.

*

* *

Annexe N°1
liste des produits de tabacs manufacturés
ajoutés à la liste des prix de vente au public des
tabacs manufacturés

| LIBELLE | PRIX PUBLIC (EN DHS) |
|---|----------------------|
| Cigarettes blondes (Paquet) | |
| Marlboro Classic FF | 32 |
| Marlboro Classic LTS | 32 |
| Marlboro Gold 100's | 32 |
| Marquise Gold FF (100 cig.) | 95 |
| Marquise Gold FF | 19 |
| Marquise Gold Lights | 19 |
| Marquise Gold Medium | 19 |
| Tabacs par sachet | |
| Gauloises (15grs) | 22,5 |
| Marquises (15,1grs) | 16,5 |
| CIGARES PAR UNITE | |
| Cohiba Robustos AT | 220 |
| Cohiba Piramides Extra | 280 |
| Cohiba Piramides Extra AT | 300 |
| Davidoff Puro d'oro Momentos Cello 5's | 80 |
| Davidoff Puro d'oro Deliciosos Cello 4's | 145 |
| Davidoff Puro d'oro Magnificos Cello 4's | 200 |
| Davidoff Puro d'oro Magnificos Cello 10's | 200 |
| Davidoff N°2 Cello 5's | 190 |
| Davidoff 2000 Cello 5's | 135 |
| Davidoff 2000 Cello 10's | 135 |
| Davidoff 6000 Cello 4's | 185 |
| Davidoff Aniversario N°3 Tubos 3's | 250 |
| Davidoff Grand Cru N° 3 Cello 5's | 150 |
| Davidoff Grand Cru N° 5 Cello 5's | 100 |
| Davidoff Grand Cru N° 2 Cello 5's | 170 |
| Davidoff Special R Cello 4's | 190 |
| Davidoff Special R Cello 25's | 190 |
| Davidoff Short Perfecto Cello 4's | 160 |

| | |
|-------------------------------------|-----|
| Davidoff Exquisitos Exp. 10's | 35 |
| Davidoff Primeros Exp. Cello 6's | 70 |
| Davidoff MB Robusto Cello 4's | 230 |
| Davidoff MB Robusto Cello 25's | 230 |
| Davidoff MB Piramides Cello 4's | 255 |
| Davidoff MB Toro Cello 4's | 270 |
| Davidoff Double R Cello 10's | 390 |
| Davidoff MB Short Robusto Cello 4's | 175 |
| Montecristo Double Edmundo | 170 |
| Montecristo Petit N. 2 | 100 |
| Partagas Salomones LCH | 200 |
| Romeo y Julieta Julieta | 45 |
| Romeo y Julieta Petit Churchills | 85 |
| CIGARILLOS PAR PAQUET | |
| Davidoff Mini C'llos Export 10's | 110 |
| Montecristo Mini HT RED 10 | 85 |
| Montecristo Mini HT BLUE 10 | 85 |
| Montecristo Mini HT AROMA 10 | 85 |
| Montecristo Mini HT FILTER AROMA 10 | 85 |
| Neos Mini Java | 29 |
| Neos Mini Vanilla | 29 |
| Vega fina Club | 60 |

Annexe N°2
liste des nouveaux prix de vente au public des
produits de tabacs manufacturés

| LIBELLE | PRIX PUBLIC (EN DHS) |
|------------------------------------|----------------------|
| Cigarettes blondes (Paquet) | |
| Marquise 100mm FF | 19,5 |
| Marquise Box FF | 19,5 |
| Marquise Box Lights | 19,5 |
| Marquise Box Medium | 19,5 |
| Marquise Box Menthol | 19,5 |
| Marquise souple FF | 19,5 |

Annexe N°3
liste des produits de tabacs manufacturés
supprimés de la liste des prix de vente au public
des produits de tabacs manufacturés

| LIBELLE | PRIX PUBLIC (EN DHS) |
|------------------------------------|----------------------------|
| Cigarettes blondes (Paquet) | |
| Chesterfield classic blue | 25 |
| Chesterfield classic red | 25 |
| Philip Morris Filter Kings | 26,5 |
| CIGARES PAR UNITE | |
| Davidoff 2000 | 120 |
| Davidoff 3000 | 145 |
| Davidoff N° 3 | 65 |
| Davidoff Special T | 180 |
| Davidoff Tubos | 160 |
| CIGARILLOS PAR PAQUET | |
| Davidoff Demi Tasse | 161 |
| Davidoff Mini Cigarillos | 201 |

Prix du numéro au siège de l'Imprimerie Officielle : 20 DH

—

Prix du numéro chez les dépositaires agréés : 22 DH

Application de l'arrêté conjoint du Secrétaire Général du Gouvernement
et du Ministre des Finances et de la Privatisation n° 2196-04 du 11 chaoual 1425 (24 novembre 2004)